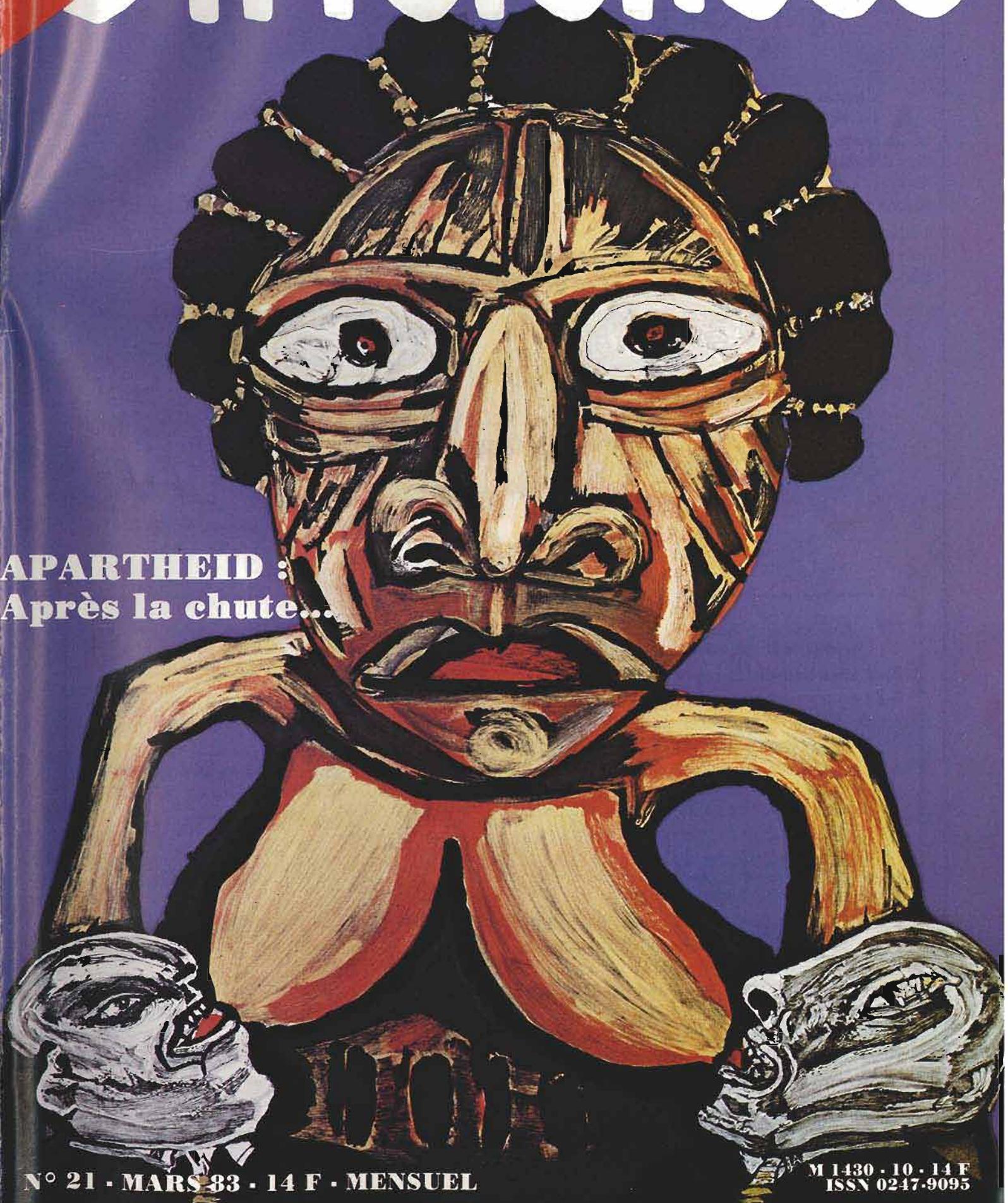


Le magazine de l'amitié entre les peuples

C. Cheysson :  
« Voici ce que  
je peux... »

# Différences

**APARTHEID :**  
Après la chute...



N° 21 - MARS 83 - 14 F - MENSUEL

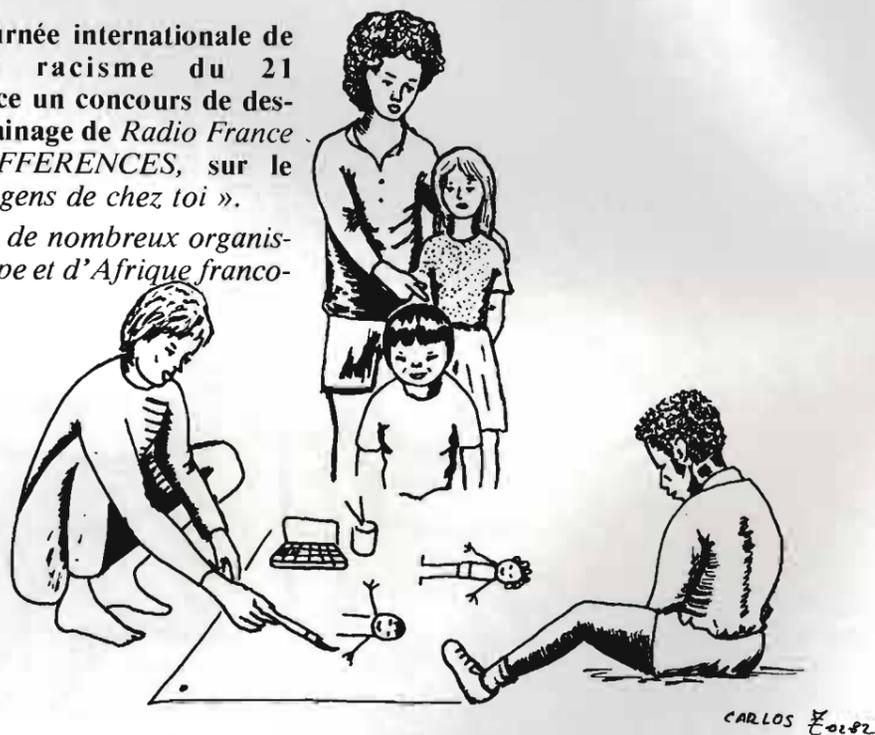
M 1430 - 10 - 14 F  
ISSN 0247-9095

# CONCOURS DE DESSINS

ENFANTS DE TOUS LES BOUTS DU MONDE,  
A VOS CRAYONS, A VOS PINCEAUX !

A l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le racisme du 21 mars, le MRAP lance un concours de dessins d'enfants avec le parrainage de Radio France Internationale et de DIFFERENCES, sur le thème : « Dessine-moi les gens de chez toi ».

Collaborent à ce concours de nombreux organismes et publications d'Europe et d'Afrique francophone.



## REGLEMENT

- 1) Ce concours est ouvert à tous les enfants du monde de 7 à 14 ans.
- 2) Il aura lieu du 21 mars au 30 septembre 1983.
- 3) Le jury sera composé de personnalités du monde artistique international, de représentants de RFI et de membres de la commission culturelle du MRAP. Il délibérera dans le courant de la première semaine d'octobre.
- 4) Les 13 meilleurs dessins feront l'objet d'une publication sous la forme d'un calendrier 1984, qui sera publiquement présenté le 10 décembre 1983 pour le 35<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.
- 5) Les prix attribués seront les suivants :  
1<sup>er</sup> prix : un voyage à l'étranger  
2<sup>e</sup> prix : une bourse de 1 000 F  
3<sup>e</sup> prix : une mappemonde
- 6) Les dessins devront être envoyés au plus tard le 30/09/83 à l'adresse suivante:  
DIFFERENCES. Concours de dessins.  
89, rue Oberkampf - 75011 Paris.  
Quels que soient les matériaux utilisés (crayons, feutres ou peinture), le format recommandé est de 21 x 29,7 cm.

P S : N'oubliez pas de mentionner vos noms et adresses. Les dessins non retenus ne seront pas renvoyés.

Pour tous renseignements : DIFFERENCES. Concours de dessins.  
89, rue Oberkampf 75011 Paris. Tél : 806.88.33.

# LE TROISIÈME TOUR



**I**LS sont 4 223 928. Hommes, femmes, enfants. 8 % d'entre les habitants de ce pays, et un peu plus dans la population active (8,5 %). Ils ont construit un sur trois des logements que nous habitons, cinq automobiles sur vingt et neuf kilomètres sur dix des autoroutes où elles circulent.

Tout Français devrait savoir ces quelques chiffres (1). Chacun devrait pouvoir réfléchir en pleine clarté au rôle, à la place, à l'avenir des travailleurs immigrés et de leurs familles. Il faudrait un grand débat national sur ce problème important.

Sans exclure ceux qui ignorent, ceux qui se trompent ou se laissent tromper. En n'omettant aucune ombre au tableau : des nations privées de leurs forces vives, les souffrances de l'exil et les obstacles au retour, la fixation ici des inégalités et des incompréhensions entre deux mondes, la ségrégation et l'inhumanité des cités-ghettos, les effets de la crise économique, la révolte farouche d'une jeunesse méprisée. Ce serait l'occasion de rappeler que le pourcentage des étrangers en France était à peu près le même, il y a cinquante ans. Et qu'aujourd'hui, en remontant seulement à ses arrière-grands-parents, un Français sur cinq découvre au moins un étranger dans son ascendance : ce qui est donc le cas de onze millions d'entre nous (2).

Oui, un débat. Digne et sérieux. Le contraire de cette boue, de cette violence haineuse que certains déversent en ce moment sous couvert de campagne électorale. A les suivre dans leur dramatisation, nous serions au bord de l'abîme par la faute des immigrés. Aucune calamité qui ne vienne de ces pelés, de ces galeux : le chômage, l'insécurité, l'inflation, les charges sociales...

Et pourquoi ? Parce qu'on a un peu relâché les contraintes exercées sur eux. Parce qu'on a montré un peu de justice. Il n'est question que de « laxisme » en leur faveur. Ils sont accusés de sabotage, de pillage. Ces nouveaux privilégiés menaceraient les droits, l'identité, la vie des honnêtes gens. Ils prospéreraient à nos dépens : pire, c'est eux qui gouvernent ; ils nous colonisent (à leur tour).

Des commissions d'études nationales, réunissant des élus de tous les bords définissent des solutions de fond, logiques, aux problèmes de l'habitat, de la délinquance, de l'école, des relations entre communautés. Et voilà qu'à peine terminés leurs travaux, des participants se lancent dans ce déchaînement passionnel !

Il est urgent d'admettre l'existence sur le sol français de minorités aussi bien régionales et religieuses que d'origines étrangères. De reconnaître la diversité des cultures dont l'addition est une richesse pour tous. Au lieu de se tourner le dos, il est urgent de se rencontrer, de vivre consciemment ensemble, avec nos différences.

Et où le peut-on mieux que dans les activités communales ?... On imagine une autre campagne électorale, sereine, humaine, chaleureuse. Ce pourrait être le troisième tour, après tout.

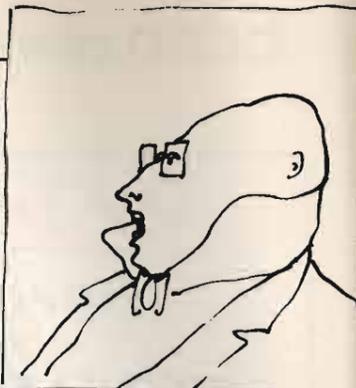
Albert LEVY

(1) Ils figurent, avec beaucoup d'autres données, dans la brochure « Les immigrés en France. Ce que vous devez savoir », illustrée par Wolinski, que le MRAP vient d'éditer. Vous pouvez la demander à DIFFERENCES. L'exemplaire : 5 F. A partir de dix, 3,50 F l'un.

(2) Voir DIFFERENCES, n° 1, avril 1981.



# Différences a déjà parlé



- |  |   |                          |
|--|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> Du K.K.K.                   | <input type="checkbox"/> Des Canaques                 | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Du Pérou                    | <input type="checkbox"/> De Tarzan                    | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des Tsiganes                | <input type="checkbox"/> De Gainsbourg                | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des Rois Mages              | <input type="checkbox"/> Du mois du Blanc             | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De la bombe raciale         | <input type="checkbox"/> De la circonscription        | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des quotas d'immigrés       | <input type="checkbox"/> De la petite Pologne         | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des Pitjantjatjaras         | <input type="checkbox"/> De la Goutte d'Or            | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des Français plus           | <input type="checkbox"/> Du tango                     | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De Darwin                   | <input type="checkbox"/> Des couples mixtes           | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> D'Interpol                  | <input type="checkbox"/> Des juifs de Salonique       | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des mannequins noirs        | <input type="checkbox"/> Des manipulations génétiques | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De Papon                    | <input type="checkbox"/> Des machos                   | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De l'Irlande                | <input type="checkbox"/> De Sarcelles                 | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des surdoués                | <input type="checkbox"/> Des Pygmées                  | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De Shakespeare              | <input type="checkbox"/> De Le Pen                    | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Du trafic d'enfants         | <input type="checkbox"/> De Charles Martel            | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De la mort                  | <input type="checkbox"/> Des chèvres de Chéhodet      | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De La Mècque                | <input type="checkbox"/> De Jésus                     | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des héritiers de Mein Kampf | <input type="checkbox"/> Du cerveau des femmes        | <input type="checkbox"/> |

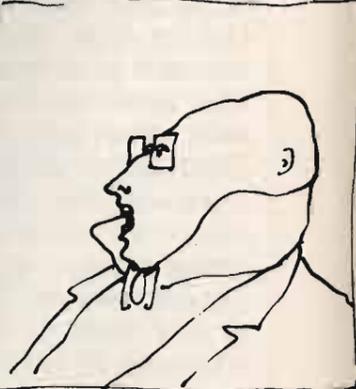
# Différences n'a pas parlé

- |   |  |                          |
|---|--|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> De Grace de Monaco           | <input type="checkbox"/> De la baisse du dollar          | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Du mariage du prince Charles | <input type="checkbox"/> De la grue de Latché            | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> De la vignette automobile    | <input type="checkbox"/> De la grogne des petits patrons | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Des courses à Vincennes      | <input type="checkbox"/> De Dallas                       | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Du dernier avion de Dassault | <input type="checkbox"/> Du dentiste cardiaque           | <input type="checkbox"/> |



Notre grand jeu du mois :  
cochez vos sujets favoris.

Si vous avez des O ne vous abonnez pas. Vous risquez gros.  
Si vous avez de 3 à 10  laissez-vous tenter par un abonnement de 6 mois.  
Si vous avez plus de 10  abonnez-vous pour 1 an. Différences vous en dira long.



Oui, je m'abonne à Différences, le magazine de l'amitié entre les peuples

- 150 F (1 an)  80 F (6 mois)  200 F (soutien)

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Commune .....

Profession .....

Bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque à retourner à :

Différences (Service Abonnements), 89 rue Oberkampf, 75011 PARIS.

\* Abonnement 1 an : étranger : 180 F ; chômeur et étudiant : 130 F.

DIF.21

# Sommaire

DIFFERENCES N° 21 - MARS 83

POINT CHAUD

6

## BARBIE, UNE CARRIERE

Le passé du *Boucher de Lyon* ne doit pas faire oublier son présent, et ses liens avec l'internationale néo-nazie.

ACTUALITÉ

10

## CLAUDE CHEYSSON : « VOICI CE QUE JE PEUX »

Une interview du ministre des Relations extérieures.

ACTUALITÉ

14

## LES « GUERNICAS » DE L'APARTHEID

Des peintres du monde entier se propose d'offrir un musée à l'Afrique du Sud lorsqu'elle sera libérée du racisme.

Alain RAUCHVARGER

EXPLIQUEZ-MOI

17

## LES MASSACRES D'ASSAM

Pourquoi on tue dans le Far-East de l'Inde.

Renée DAVID

NOTRE TEMPS

19

## LES IMMIGRES GENTILS/MECHANTS

Quand l'Europe change d'avis sur les immigrés qu'elle a fait venir naguère.

Dominique GARABIOL

RÉGIONALE

22

## AUTRES METZ

Comment vivre en Moselle quand on n'y est pas né.

N.C.

CONNAITRE

26

## SEA, SUCRE AND SUN

Autour des D.O.M., les autres Antilles.

Anne PITOISET

RÉFLEXION

34

## LA DIFFERENCE

### EST AUSSI SOCIALE

Michel Schiff, chercheur à l'I.N.S.E.R.M., montre la pesanteur du milieu d'origine sur les performances scolaires.

Propos recueillis par Pierre VANDEGINSTE

CULTURE

37

## COMBAT DE CHEREAU ET DE THEÂTRE

L'enfant terrible est maintenant dans ses meubles, il pend la crémaillère.

Jean Michel OLLE

CULTURE

38

## QUE VOULAIENT DIRE NOS STARS ?

A l'occasion du 8 mars, quelques images de femmes dans le cinéma français

Christiane DANCIE

EN DÉBAT

44

## LA PEUR, C'EST LES AUTRES

Jacques CHIRAC  
Jean DELUMEAU  
Paul QUILES  
Yves SAUDMONT

Débat préparé par Dolorès ALOIA

HUMEUR

48

## LA DROITE AU POUVOIR !

L'impérialisme des droitiers dans la vie courante.

Mario GRAVELLI

DIFFERENCES, magazine mensuel créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des éditions Différences, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806.88.33.  
Abonnement : 1 an : 150 F ; 1 an à l'étranger : 180 F ; 6 mois : 80 F ; étudiants et chômeurs : 1 an 130 F ; 6 mois : 70 F (joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou de la carte de pointage).  
Soutien : 200 F ; abonnement d'honneur : 1 000 F.

Vente à l'étranger : Algérie : 10 dinars, Belgique : 140 F. belges, Canada : 3 dollars, Portugal : 250 escudos.

Directeur de la publication : Albert LEVY - Secrétariat de rédaction et maquettes : Véronique MORTAIGNE - Service photos : Abdelhak SENNA.

Ont collaboré à ce numéro : Dolorès ALOÏA, Daniel CHAPUT, Renée DAVID, Christiane DANCIE, Dominique DUJARDIN, Dominique GARABIOL, Jean-Pierre GARCIA, Mario GRANELLI, Jean GUIART, Nicolas GUILBERT, Catherine JADJEWSKI, Annie LAURAN, Jean Michel OLLE, Robert PAC, Anne PITOISET, Alain RAUCHVARGER, Jean ROCCIA, Yves THORAVAL, Pierre VANDEGINSTE. Couverture : LUCEBERT.

Administration : Khaled DEBBAH - Secrétariat : Danièle SIMON - Promotion-Vente : Marie-Jeanne SALMON - Publicité : Différences - Photocomposition-Photogravure : PPC : 805.97.36. - Imprimerie : Marchés de France, 366.44.86 - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 63.634 - ISSN : 0247-9095. Photo couverture : Véronique MORTAIGNE.

# BARBIE, UNE CARRIERE

*Son passé de tortionnaire ne doit pas faire oublier son présent, en particulier ses liens avec l'extrême-droite européenne.*

Barbie en 1972

« **B**ARBIE c'est du passé », « Ça fait partie de l'Histoire », « On nous rabâche les oreilles avec Barbie, il y a d'autres problèmes aujourd'hui », ou bien : « C'est un vieillard », ou encore comme Raymond Barre : « On devrait après plus de 30 ans laisser à Dieu le soin de juger le criminel ».

Oublier, ne pas connaître, refuser de comprendre, telles sont les réflexions que l'on entend ici ou là, surtout parmi les jeunes. Pourtant Barbie, ce n'est pas que du passé. Tout le monde sait maintenant que le « Boucher de Lyon », chef de la Gestapo en 1942 à Lyon, organisa la chasse aux juifs et aux résistants, qu'ils est considéré comme l'instigateur de plus de 4 000 meurtres, de 7 500 déportations, responsable de la mort de Jean Moulin et de nombreuses tortures sur les prisonniers.

Mais qu'est devenu Barbie après la guerre ? En 1944 il disparaît ; En 1945 il s'installe à Munich comme commerçant. En fait, il est utilisé

par la CIA qui le protège (*document révélé par Serge Klarsfeld*). En 1948 (*d'après le journal allemand « Die Tat »*), il travaille dans une agence américaine à Ausburg et reçoit 1 700 dollars par mois pour fournir à la CIA des informations sur les milieux communistes. Il se réfugie en 1950 en Amérique latine grâce à un réseau d'aide aux anciens nazis, et séjourne au Pérou et en Bolivie sous le nom de Klaus Altmann. En 1957 il obtient la nationalité bolivienne.

## Chef d'entreprise

Mais Barbie fait partie de ceux qui ne se contentent pas de leur passé. En fait, il continue son combat. Ses idées et ses actes n'ont pas changé, et ils les revendique.

En Bolivie, le MNR, mouvement d'extrême-droite prend le pouvoir en 1952. Barbie s'installe à la Paz et travaille, pour la police politique, à mettre au point un système d'écoute et de transmission. Officiellement, il est à la tête d'une entreprise de

construction et dirige une compagnie de navigation. En fait, il organise des liens dans la colonie allemande des anciens nazis, qui lui en sauront gré, et réuniront en 1968 10 000 dollars pour dédommager l'Etat bolivien d'une escroquerie qui a mené Barbie en prison.

D'après Wisenthal, en 1971 le procureur de la République à Munich ouvre une information sur un groupuscule nazi dans la capitale bolivienne. C'est un certain Altmann qui le dirige. Barbie ne se contente pas de l'organisation des nazis. En Amérique latine, il a des contacts internationaux. Dès 1965 il rencontre le trésorier de l'organisation néo nazie espagnole CEDADE (organisation dont l'un des fondateurs vient d'être arrêté en Espagne) à Madrid. Une organisation en excellents termes avec la FANE en France.

En 1971, le général Banzer prend le pouvoir grâce à la Phalange et au MNR (déjà cité). Barbie se sent alors vraiment à l'aise, même s'il a été reconnu officiellement et que la France demandait son extradition. Il est protégé par le

général. Barbie développe alors son réseau d'activistes qui s'étend au Pérou, au Chili et bien sûr au Paraguay. Pendant cette période, il reste en contact avec Fritz Schwend, ancien nazi, et agent de CIA. Mais en 1978 le protecteur de Barbie quitte le pouvoir. En juin 1980 des élections libres amènent la gauche au pouvoir.

## Le cercle de fer

Il existe au nord du Paraguay (*le cercle de fer* d'après VSD), près de la frontière bolivienne, un mini-Etat germanique, la colonie Neuland (pays neuf) peuplés uniquement d'Allemands qui ont juré fidélité au nazisme. La police est allemande, les tribunaux aussi, le drapeau à croix gammée flotte sur la mairie. Personne ne peut y pénétrer sauf si l'on fait partie de la WUNS (Union mondiale des nationaux socialistes) internationale nazie qui a des contacts dans tous les pays du monde. Ce cercle de fer sert d'abri et de camp d'entraînement à nombre de nostalgiques. C'est là que

Barbie part recruter en juin 1980 des hommes pour préparer un coup d'Etat en Bolivie qui a pour but la mise en place un gouvernement favorable à ses idées. On ne s'étonnera pas que cela se passe au Paraguay (où se trouve Mengele, le médecin d'Auschwitz). On sait que le général Stroesser, président-dictateur depuis 1954, y a créé pendant la guerre la première organisation fasciste du pays. Les réunions se tenaient en présence des membres de l'ambassade hitlérienne.

Joachim Fiebelkorn : 35 ans, allemand, ex-mercenaire, engagé trois ans dans la légion étrangère et surnommé « el Commandante ». Il organise la police à la suite du coup d'Etat, mais travaille aussi à l'organisation des commandos nazis, « les fiancés de la mort » qui commémorent chaque année l'anniversaire de la mort d'Hitler. Fiebelkorn tient dans la deuxième ville de Bolivie une « Baviaria ». C'est là qu'est née, d'après un juge italien, l'idée de poser une bombe à la gare de Bologne (84 morts, 198 blessés le 02/08/80). Soupçonné d'avoir participé à cette attentat, craignant de subir le sort de Pagliai, il se réfugie en RFA. Arrêté par les autorités, il est remis aussitôt en liberté. Depuis il reste introuvable.

A partir de cette base, le 17 juillet 1980, Barbie organise pour le compte des trafiquants de drogue, le général Garcia Meza et le colonel Arce Gomez, un coup d'Etat. Trois noms lui sont associés dans cette entreprise.

Perluigi Pagliai : jeune italien issu des organisations néo-nazies italiennes qui en 1970 ont tenté d'organiser un coup d'Etat à Rome. Dans le gouvernement Meza, Pagliai était responsable de la répression contre les opposants (torture, prisons, assassinats). Après la chute du régime fas-

ciste, Pagliai a été blessé très grièvement ; aujourd'hui, il est dans un semi-coma en Italie.

Enfin, Stefano Della Chiaie : italien, 45 ans. En 1962, il fonde Avanguardia Nazionale, organisation néo-nazie interdite depuis, a des

contacts avec le Nouvel ordre européen, organisation néo-nazie internationale. En 1970, il dirige un groupe qui s'empare des ministères italiens lors de la tentative de putsch du prince Borghese à Rome. Après l'échec, il s'enfuit en Espagne. En 1977, on le soupçonne d'avoir dirigé le commando qui a ouvert le feu sur des avocats de gauche. Fin 1981, un ancien fasciste se confesse à la police et affirme que l'attentat de Bologne a été décidé par la loge italienne P.2 dans le cadre d'une stratégie de la tension, et confié à Della Chiaie. C'est lui qu'on retrouve auprès de la Junte bolivienne comme « Ministre de l'Intérieur occulte ». A la chute du régime, il s'enfuit avec les généraux en Argentine.

Quant à Barbie, le conseiller personnel du général trafiquant Garcia Meza, il reste en Bolivie, espérant probablement renverser le nouveau gouvernement grâce à ses appuis solides. L'histoire en a décidé autrement.

En France, on a vu dernièrement dans l'Essonne des graffitis : « non aux juifs, ou à Barbie », « 6 millions de juifs exterminés valent moins que Barbie mort ». A St-Maur des Fossés, le buste de Jean Moulin a été souillé de peinture noire. Une femme torturée par Barbie et qui a décidé de témoigner au pro-

A l'automobile club de La Paz en 1970



cès, a reçu par téléphone des menaces de morts. Plus grave, l'attentat en Belgique contre des bâtiments français a été revendiqué par une organisation néo-nazie au moment même où la France enferme Barbie.

## Ceux qui nient les chambres à gaz

A bien considérer ce climat, il n'est pas étonnant de voir un avocat allemand du NPD (néo-nazie) se déclarer prêt à défendre politiquement Barbie. Même chose pour l'avocat de Faurisson et de Fredriksen (FANE), membre par ailleurs du GRECE, groupe de réflexion de la nouvelle droite et qui déclare n'avoir pas d'a-priori pour le défendre. Va-t-on assister à une recrudescence de violence de la part de ceux qui nient les chambres à gaz (comme Faurisson), de ceux qui réclament la libération du « camarade » Rudolph Hess (nazi en prison en RFA), comme la FANE ou d'une manière générale de tous ceux qui se réclament d'une France ou d'une Europe débarrassée de « l'invasion étrangère » ?

Barbie ce n'est pas le passé, c'est bien le présent. Ses idées, son idéologie sont encore là bien réelles, bien vivantes. Son procès doit être celui du nazisme mais aussi du néo-nazisme d'aujourd'hui.

**FAUSSE SORTIE**

Mettez Ariel Sharon à la porte, il rentre aussitôt par la fenêtre.

On peut résumer de cette manière la tragi-comédie à laquelle viennent de se livrer le Premier ministre et son ministre de la Défense. Ce dernier quitte son poste pour un ministère sans portefeuille (13 février).

Le rapport de la commission sur les massacres de Sabra et Chatila, remis au gouvernement (7 février), met cependant en cause M. Begin, dont est souligné « le manque d'intérêt dans toute l'affaire (qui) lui vaut un certain degré de responsabilité ».

A Ariel Sharon, il est reproché de « n'avoir pas pris en considération le danger d'actes de vengeance et d'effusion de sang », en conséquence il doit donner sa démission.

En décidant par seize voix contre une d'accepter toutes les recommandations de la commission (10 février), le gouvernement semble répondre aux attentes d'une grande partie de la classe politique et de la société israélienne. Le subterfuge évoqué montre les limites de cette soudaine prise de conscience. Le même jour, un militant de *La Paix maintenant* qui manifestait devant le bureau du Premier ministre est tué par une grenade.

Plus intéressante et significative pour l'avenir est l'évolution du MAPAM (allié du Parti travailliste aux élections) qui recommande lors de sa conférence nationale (2 et 3 février) une reconnaissance mutuelle et simultanée entre l'OLP et Israël, sans autre préalable, et n'exclut plus à terme l'indépendance de la Cisjordanie et de Gaza.

Les rangs des partisans de la paix et du dialogue grossissent en Israël. D'autre part, la même volonté de paix et de dialogue semble présider à l'ouverture du Conseil national Palestinien (14 février), parlement d'un peuple toujours en exil, alors que Yasser Arafat prône la création

d'une confédération jordano-palestinienne.

Ces efforts de toutes parts doivent vaincre les refus constants du gouvernement israélien actuel qui, par exemple, exige toujours le maintien de trois bases au Sud-Liban même après un « repli définitif » (24 janvier).

**EXPULSIONS**

La décision prise par le gouvernement du Nigeria à la mi-janvier, d'expulser dans un délai de quinze jours les travailleurs étrangers, pour une large part des citoyens ghanéens, a causé un vif émoi dans la communauté internationale et terni pour longtemps l'image de ce pays africain.

Les difficultés économiques invoquées, le prétexte soulevé d'une agitation fomentée dans le nord du pays par des intégristes musulmans, ne sauraient excuser ce vent de folie.

Les premiers ghanéens arrivant à Accra venant de Lagos (24 janvier) révèlent le climat de panique dans lequel s'effectue cet exode massif, et les violences dont ils ont fait l'objet.

Le Ghana sollicite (2 février) l'aide internationale afin de nourrir, vêtir et loger ses ressortissants expulsés.

Le MRAP émet une protestation auprès de l'ambassade du Nigeria à Paris (28 janvier).

Le silence de l'OUA reste inquiétant.

**DOUBLES JEUX ?**

M. Nujoma, président de la SWAPO, a fait sensation en déclarant (20 janvier) : « La France joue un double jeu dans les négociations sur l'avenir de la Namibie ».

Ses propos sont encore plus sévères à l'égard des autres membres occidentaux du « groupe de contact ».

Le Quai d'Orsay réfute (24 janvier) ces accusations : « La France continue d'avoir

un rôle actif pour l'exécution de la résolution 435 de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie ».

L'annonce d'un cessez-le-feu entre l'Afrique du Sud et l'Angola (25 janvier) par l'agence de presse portugaise ANOP, crée tout autant la surprise. Les responsables des deux pays concernés apportent un démenti à cette nouvelle (27 janvier).

Le régime sud-africain ne craint pas de dévoiler sa vraie nature. Le ministère de la Justice publie (9 février) sans vergogne des chiffres qui en disent plus long que tout commentaire. Ainsi, en 1982, cent condamnés à mort ont été exécutés par pendaison. Parmi les victimes, 1 Blanc pour 62 Noirs et 37 Métis.

Le même jour, la majorité de centre-droit de l'Assemblée européenne adopte, à Strasbourg, un rapport qui rejette le principe de sanctions économiques et commerciales à l'égard de l'Afrique du Sud pour sa politique d'apartheid... Dans son enceinte, venait d'être inaugurée l'exposition internationale d'affiches contre l'apartheid présentée par le MRAP à la demande d'un certain nombre de députés.

**QUI SONT LES PYGMEES ?**

**L'AFRICAIN** (c'est-à-dire le Blanc installé au Kenya) : « J'en ai marre de tous ces nègres ». *Se reprenant et souriant* : « C'est quand même bien eux les plus forts ».

*Le méchant trafiquant (grec, accent à couper au couteau)* : « les Nègres, ça n'a pas plus de tête qu'un babouin ». *Soudoyant un gardien de la réserve* : « il faut donner du blé aux petits poulets... ».

*La Parisienne (offrant un seau de plastique rouge aux pygmées)* : « Au fond, c'est peut être comme ça que commence l'acculturation... ».

*L'Africain, dégouté, quittant la forêt-aux-pygmes* : « Bon, eh bien, fondez un syndicat si voulez, moi je m'en vais ».

*Le faire-valoir noir de l'Africain* : « Vous avez quelque chose contre les intellectuels de gauche, patron ? ».

*L'Africain, au directeur blanc de la réserve, hésitant* : « Votre rôle, c'est de protéger ce pays, protéger la nature, du papillon à l'éléphant en passant par les pygmées ».

*Vous savez tout, pas la peine d'aller voir L'Africain.*

**LE RACISME... MONDIAL**

Au Guatemala, des religieux dénoncent (3 février) des cas de cannibalisme sur la personne d'Indiens que des militaires « chassent », les considérant sans doute comme du gibier.

Le colonialisme et ses conséquences, les déplacements de population, pèsent encore lourdement sur la vie politique de l'Inde. Dans l'état d'Assam, où vivent de nombreux réfugiés népalais, les mouvements anti-immigrés s'opposent à la participation de ces derniers aux élections (10 février).

Les violences consécutives à ce refus ont fait plusieurs milliers de victimes (12-13 février).

En Iran, le massacre des Baha-ïs continue. La Commission des Droits de l'Homme et de l'ONU a été alertée (14 février) après la récente condamnation à mort de 22 d'entre eux, dont le seul crime est de refuser d'abjurer leur foi.

Depuis le début de la révolution iranienne, ce sont près de 140 Baha-ïs qui ont été ainsi exécutés.



La manifestation de Chatenay-Malabry (19 février)

**BARBIE, ENFIN...**

Le document secret de la Sécurité militaire française, datant de 1963, révélé par M<sup>e</sup> Serge Klarsfeld (15 février) indique les protections dont Klaus Barbie a toujours bénéficié, notamment aux Etats-Unis, et prouve *a posteriori* qu'on aurait pu ne pas attendre 40 ans pour pouvoir juger le boucher de Lyon.

Il convient de saluer à cet égard la coopération établie entre le gouvernement français et le nouveau régime démocratique bolivien qui permet son arrestation (25 janvier) et son expulsion vers la France (4 et 5 février).

Entre ces deux dates, ironie de l'histoire, les démocrates de nombreux pays se réunissent dans le souvenir à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Hitler au pouvoir (30 janvier).

Le MRAP décide (9 février) de se constituer partie civile dans le procès Barbie. Trois avocats sont

désignés : M<sup>es</sup> Alain Gourion, Francis Pudlowski et Georges Pau-Langevin.

**PROPOS**

Il y a peu de temps, le maire de Toulon embouchait la trompette guerrière pour bouter hors de France les envahisseurs étrangers.

Pour ne pas être en reste certainement, M. François Dubanchet, sénateur centriste et tête de liste de l'opposition face au maire sortant de St-Etienne, affirme au micro d'Europe 1 (27 janvier) : « Les vieilles dames et les enfants font l'objet de rackets de la part de jeunes délinquants au teint souvent assez basané ».

S'il semble admis désormais que l'outrance tient lieu de règle dans la campagne électorale, il est désolant que M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sacrifie à l'usage dans une interview au journal *Nord-Eclair* (28 janvier), à propos des conflits sociaux dans l'industrie automobile.

« Les principales difficultés qui demeurent, sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes. Mais, il me faut bien le constater, ils sont agités par des groupes religieux qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

Dans un communiqué à la presse (1<sup>er</sup> février) le MRAP déplore que « de hauts responsables de la politique française aient cur devoir s'associer à cette entreprise de longue haleine visant à contrecarrer tout progrès, sur fond de xénophobie et de racisme, au lieu de la combattre avec la vigueur qu'on pouvait espérer ».

**COW-BOYS**

Les forces de police du commissariat de Sceaux sont à nouveau mises en cause dans la tentative d'assassinat d'un jeune Tunisien, Nacer M'Raidi (14 février).

Nacer est actuellement dans le coma, il a reçu une balle en pleine tête.

En 1974, le commissariat s'était illustré par une ratonnade dans le foyer d'immigrés de Chatillon.

En 1977, le Brigadier Marchaillon, alors en poste à Sceaux, et maintenant dans les rangs de l'association Légitime défense, abattait à bout touchant un jeune algérien, Mustapha Boukezer.

En décembre 1982, deux magrébins interpellés avaient été tabassés puis abandonnés à leurs blessures.

Une manifestation réunit à Chatenay (19 février) tous ceux que révoltent de telles méthodes, donr les élus de la ville et le comité du MRAP.

Celui-ci a également entamé des poursuites judiciaires contre le FPIP, syndicat de police très minoritaire, qui diffuse sur son répertoire une défense des policiers actuellement inculpés, en alléguant « l'état de délinquance quasi permanent qui règne chez la plupart des immigrés... »

# VOICI CE QUE

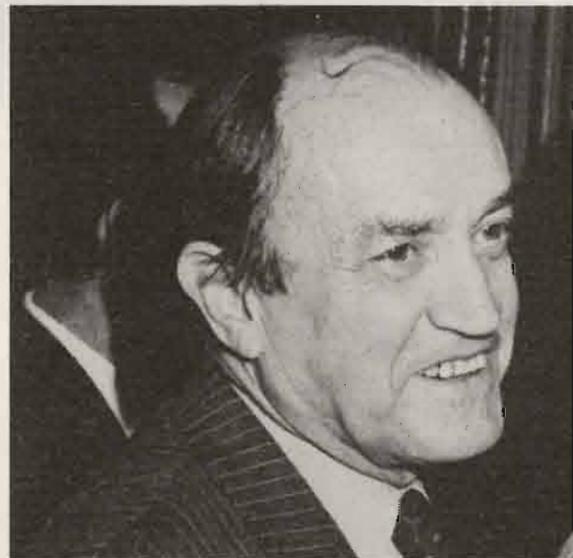
*Le ministre des Relations extérieures réaffirme l'opposition du Gouvernement français au racisme. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le désaccord persiste avec les résolutions de l'Assemblée générale de l'O.N.U., demandant le boycott économique du régime d'apartheid.*

**Différences :** Depuis 1967, l'O.N.U. a fait du 21 mars la Journée mondiale de la lutte contre le racisme. L'an dernier pour la première fois, le Gouvernement lui a donné un certain retentissement. Que pensez-vous de l'utilité et de l'efficacité d'une telle journée ?

**Claude Cheysson :** Les journées mondiales instituées par les Nations-Unies n'ont de portée réelle que si un grand retentissement leur est donné dans chaque pays.

Il en va ainsi du racisme et de toute autre forme de discrimination religieuse, ethnique, sexiste. Ce sont des maux redoutables ; rappelons-nous que la deuxième guerre mondiale a été largement due à l'indulgence des grandes démocraties en face d'eux. Il nous faut lutter contre eux avec la dernière énergie ; il nous faut mobiliser l'opinion, les jeunes, les travailleurs. J'ai donc saisi l'occasion de la journée des Nations-Unies l'an dernier pour réunir des associations et les syndicats, évoquer publiquement le racisme, et annoncer l'acceptation par la France de la possibilité de recours individuel prévu par l'article 14 de la Convention des Nations-Unies pour l'élimination des discriminations raciales. La France n'avait que trop attendu pour souscrire à ce texte. Le premier discours que j'ai prononcé en tant que ministre des Relations extérieures, le lendemain même de ma prise de fonctions, était un discours contre la discrimination raciale à la Journée de l'Afrique qui se tenait à l'UNESCO.

**Différences :** Le Gouvernement s'est engagé dans la lutte contre le racisme. La diplomatie peut-elle contribuer à l'évolution des mentalités en France, par exemple en instaurant de meilleures relations et des échanges plus nombreux avec les pays dont sont originaires les immigrants ?



**Claude Cheysson :** Oui, comme vous l'avez noté, le Gouvernement est fermement engagé dans la lutte contre le racisme en France. Il est évident que tout le Gouvernement doit contribuer à l'évolution des mentalités en France. Les exemples de ce que nous avons entrepris depuis le 10 Mai abondent : la coopération exemplaire avec l'Algérie, l'introduction du biculturalisme dans nos lycées et établissements à l'étranger, le développement de la coopération scientifique et technologique, bref tout ce qui contribue à renforcer la

solidarité entre la France et les peuples du Tiers Monde ne peut qu'avoir des effets bénéfiques sur le statut et la dignité de leurs ressortissants résidant dans notre pays.

**Différences :** Qu'en est-il des changements annoncés depuis Cancún par le Président de la République, tant

n'a pas permis de donner l'impulsion que l'on avait pu en attendre. Les aspects globaux des rapports Nord-Sud n'ont guère fait de progrès depuis Cancún. Certains grands pays industrialisés ne s'intéressent pas à cette forme de dialogue et les pays en voie de développement eux-mêmes sont assaillis de problèmes

*« Les aspects globaux des rapports Nord-Sud n'ont guère fait de progrès depuis Cancún »*

dans la politique française que dans la contribution de notre pays à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ? Les rapports Nord-Sud sont-ils amenés à se modifier dans le sens d'un rééquilibrage, et dans l'affirmative, quelles en seraient les conséquences ?

**Claude Cheysson :** La réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernements de Cancún avait été la première à être consacrée à ce niveau aux problèmes du développement et des relations Nord-Sud. Force est de constater qu'elle

immédiats qui accaparent leur attention. La France continue à croire à l'idée de négociations globales particulièrement dans le contexte actuel de crise de l'économie mondiale. Même si de telles négociations ne peuvent pas déboucher sur des résultats concrets et spectaculaires, il est important qu'un dialogue d'ensemble puisse se nouer entre pays industrialisés et pays en voie de développement afin de manifester le droit de ceux-ci de participer aux débats, à tous les débats qui portent sur les grands problèmes.

# JE PEUX...

## UN ENTRETIEN AVEC CLAUDE CHEYSSON

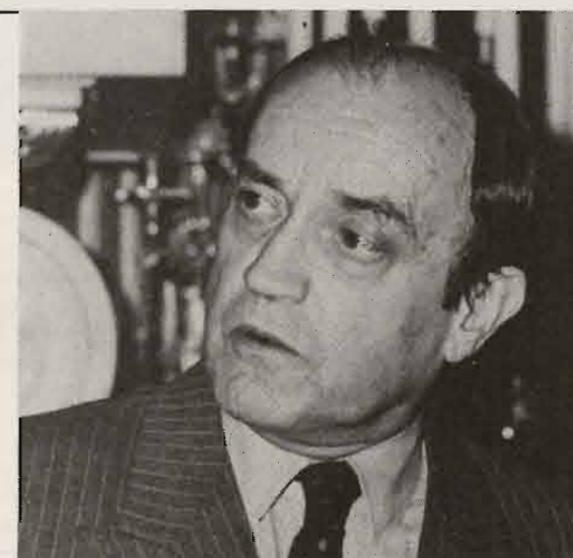
Il faut que le dialogue reprenne et que l'on parle ensemble des grands problèmes : démarrage des négociations globales, financement du développement, organisation des marchés des matières premières. La France plaidera dans ce sens au cours des réunions internationales qui vont se tenir dans les mois qui vien-

a qualifiée « d'intolérable et d'inacceptable ».

L'une des applications de cette politique est notre respect scrupuleux et entier de l'embargo sur les armes décidé à l'encontre de ce pays. En revanche, il serait à nos yeux inutile et inefficace d'imposer des sanctions économiques à l'encontre de

ment au profit des internés et des condamnés, soit de façon bilatérale, comme nous l'avons fait avec succès pour le poète Breyten Breytenbach, soit au niveau communautaire, pour obtenir des mesures de clémence, comme cela a été le cas pour des condamnés à mort de l'A.N.C., ou pour obtenir la levée de la mesure

*« Nous avons toujours cru bon de mettre les autorités sud-africaines en face de leurs responsabilités ».*



nent.

**Différences :** La décennie consacrée par l'O.N.U. à la lutte contre la discrimination raciale se termine, et l'Afrique du Sud ne semble pas avoir pâti des actions internationales lancées contre l'apartheid. Quel rôle le Gouvernement français entend-il jouer pour contribuer à la disparition de ce régime raciste ?

**Claude Cheysson :** Nous dénonçons le racisme sous toutes ses formes, notamment sous celle de l'apartheid que le Président de la République

de l'Afrique du Sud. L'exemple rhodésien suffirait à démontrer que la forme de développement imposée à ce pays par les sanctions s'était faite aux dépens de la population noire et qu'elle avait consolidé la force des grandes sociétés étrangères au détriment de l'économie locale. Aucun embargo ne pourrait donc réussir à nos yeux contre un pays doté d'importantes ressources, comme c'est le cas de la RSA.

Ce qu'il faut, en revanche, c'est être actif en Afrique du Sud et intervenir constam-

ment au profit des internés et des condamnés, soit de façon bilatérale, comme nous l'avons fait avec succès pour le poète Breyten Breytenbach, soit au niveau communautaire, pour obtenir des mesures de clémence, comme cela a été le cas pour des condamnés à mort de l'A.N.C., ou pour obtenir la levée de la mesure de bannissement infligée au pasteur Beyers Naude. Dans le cas de l'Afrique du Sud, nous avons toujours cru bon de mettre les autorités sud-africaines en face de leurs responsabilités morales et en contradiction avec leurs principes dans la mesure où elles se réclament du christianisme et de la démocratie.

**Différences :** Quelle est la limite entre la dénonciation des atteintes aux droits de l'Homme et l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays ?

**Claude Cheysson :** La pratique des Nations-Unies marque à cet égard une évolution intéressante. Peu à peu, les violations massives et flagrantes des droits fondamentaux de l'Homme apparaissent comme relevant de la compétence de la communauté internationale. Qui peut douter encore aujourd'hui que l'apartheid et les autres manifestations de racisme peuvent et doivent être dénoncés devant les instances internationales ?

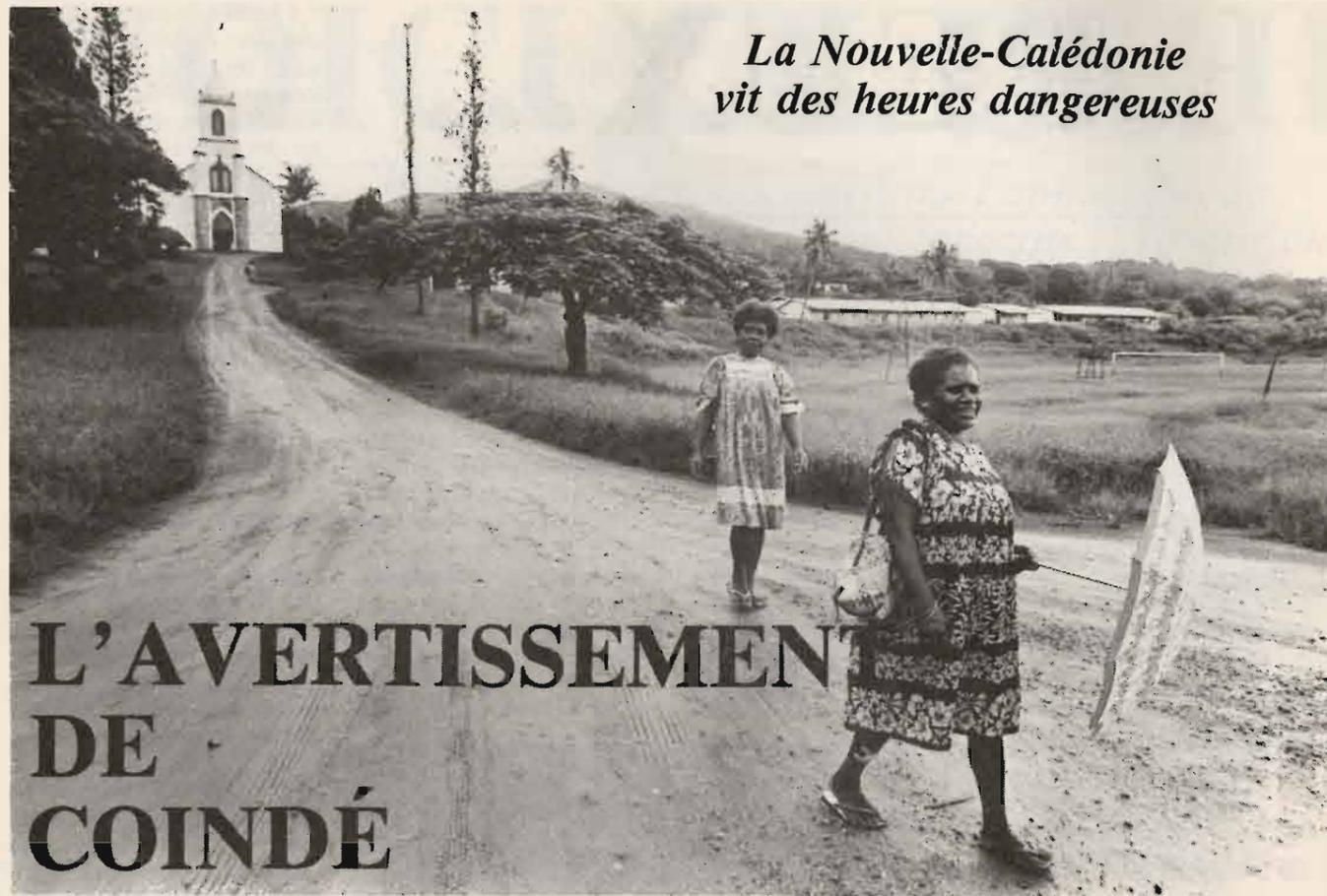
La Commission des droits de l'Homme des Nations-Unies accompli, elle aussi, un travail remarquable, souvent discret, qui permet de redresser certaines pratiques.

Il faut certes veiller à ce que la dénonciation des atteintes aux droits de l'Homme soit générale, universelle, indiscriminée. L'ingérence consisterait à dénoncer certaines violations dans certains pays, avec un but politique plus ou moins avoué. A partir du moment où on dénonce avec autant de vigueur et d'objectivité les violations les plus flagrantes des droits fondamentaux de la personne humaine, dans tous les pays où elles se produisent sans tenir compte des régimes politiques ou économiques en vigueur, on ne peut être taxé d'ingérence.

Les moyens utilisés peuvent en revanche changer d'un pays à l'autre. Tel sera plus sensible à la pression de l'opinion, tel autre plus accessible aux démarches discrètes. Je considère qu'en général il vaut mieux effectuer des démarches discrètes, qui évitent au pays concerné d'avoir l'air de céder devant une pression extérieure notoire.

En effet seul compte le résultat. Le Président de la République, le Gouvernement, moi-même, ne cherchons pas à tirer gloire de nos interventions. Nous voulons sauver des hommes, alléger des souffrances, réveiller des espoirs. C'est une action constante, attentive, têtue, adaptée aux circonstances. Depuis 21 mois, nous avons obtenu un nombre très significatif de résultats.

## La Nouvelle-Calédonie vit des heures dangereuses



# L'AVERTISSEMENT DE COINDÉ

La Nouvelle-Calédonie, terre française au milieu du Pacifique.

DEPUIS LE REVEIL politique mélanésien du début des années soixante dix et l'organisation de la violence par certains colons, nous en sommes aujourd'hui à huit morts.

Une fois de plus des pressions ont abouti à un nouveau drame. Il s'agit peut être d'un incident de parcours, en ce sens qu'il n'aurait jamais dû avoir lieu.

Coindé et Wi Point deux villages de fond de vallées sont nés de la répression de la rébellion canaque de 1978 à laquelle les mélanésiens ont été regroupés en réserves. Ils comprennent des descendants des auxiliaires armés des forces françaises, et des descendants des rebelles.

Les uns et les autres ont été aussi mal traités, repoussés dans le fin fond d'une vallée, de relief accentué inapte aux usages agricoles, la totalité des terres disponibles alentour ayant été attribuées aux éleveurs européens de La Foa.

Les seules ressources potentielles de ces deux villages étaient la forêt sise en amont, qu'ils considéraient comme leur appartenant, et la vente des chevrettes d'eau douce.

Il y a six ans, une administration territoriale marquée à droite, où le RPCR était tout-puissant, accordait la concession d'un permis forestier à M. Germain, qui l'exploite en provoquant une pollution intense, faisant disparaître les chevrettes et rendant l'adduction d'eau inutilisable. Son successeur, M. Barbou promet tout ce qu'on voulut et n'en fit qu'à sa tête, bénéficiant de la mansuétude du service des Eaux et Forêts. Le manque de précautions a provoqué une érosion et une pollution aggravée par la fragilité du sol tropical.

Dans les eaux de ruissellement sont apparus des éléments toxiques pour l'animal et l'homme. Pendant six ans, les habitants de ces deux villages ont demandé aide et soutien, sans résultat. Ce n'est pas le premier cas en Nouvelle

Calédonie et il existe d'autres points chauds potentiels de ce genre. Forestiers et mineurs calédoniens, par définition nomades, peuvent se disputer la palme du mépris, aussi bien pour l'intérêt général, dans un pays touché, de leur fait, par une érosion catastrophique, que pour l'intérêt des communautés mélanésiennes.

### Filon de manganèse

Il a fallu que les gens de Nétéa, à Poya, sur le côté Ouest, se gendarmant en 1954 pour éviter que Paul Vidaut ne détruise leur cimetière installé sur la fin d'un filon de manganèse. Les cas se sont multipliés dans les années soixante. L'entreprise Magnier, de Koné, rendit impropre à la consommation l'eau du village d'Oundjo, à Voh. La pollution induite par les décharges d'une mine de nickel abandonnée a progressivement détruit la fertilité de neuf hectares de terres arables alloués à un village de plus de deux cent habitants.

L'entreprise Edouard Pentecost, travaillant directement sur mine en amont, ruina de la même façon la prise d'eau du gros village catholique de Nekliay, à Poya. La même entreprise, travaillant sur la crête entre les rivières de Neawa et de Kua, avait pollué les seuls champs disponibles pour les cultures vivrières du village de Neawowa.

Le service des Mines n'a jamais eu la volonté ni le courage de faire appliquer les textes. Le service dit des « Affaires autochtones » prétendait empêcher les villages d'ester en justice, et le faire à leur place, de sorte que jamais rien n'aboutissait.

Ce court inventaire possède une morale: les Mélanésiens ont appris que devant les moyens de pression d'un entrepreneur avide, les pouvoirs publics se révélaient impuissants et que seule une action menée à temps, pouvait permettre un résultat.

Il y a quatre ans; tout à fait au sud-est de la Nouvelle Calédonie, les jeunes gens de

Ngoye ont tiré au fusil contre un chargement de nickel de l'entreprise de Rouvray, par désespoir devant la pollution qui avait endommagé les seules terres cultivables dont ils disposaient.

Pour Wi Point et Coindé, il y a eu tous les avertissements souhaitables. Mais la lenteur des services techniques et administratifs calédoniens sont incommensurables, dès lors qu'il s'agit de donner satisfaction aux Mélanésiens. Il y a douze ans, le nouveau propriétaire d'un domaine d'élevage près de la réserve de Wi Point s'aperçut que son prédécesseur laissait les Mélanésiens cultiver sur sa lisière. Il détruisit ces champs d'ignames au bull-dozer. Les gens de Wi Point parlèrent déjà de sortir les fusils. Il leur fallut attendre jusqu'en 1982 pour voir le domaine en question racheté par la puissance publique à leur bénéfice.

Les habitants de Wi Point et de Coindé, saoulés de visites et de promesses officielles, ont attendu l'extrême limite pour agir: l'exploitant était déjà en mesure d'évacuer son matériel, avait tout coupé et laissé aux pouvoirs publics le soin de régler l'héritage... Après avoir pris en otage les gros engins ils ont eu l'honnêteté (ou la naïveté) de les laisser intacts. S'ils les avaient sabotés, aucun gendarme mobile ne serait mort pour assurer l'évacuation du dit matériel.

### Régler l'affaire à coups de fusil

On aurait pu croire que les choses s'arrangeraient. Même le journal local, *Les Nouvelles Calédoniennes*, pourtant résolument conservateur, avait reconnu qu'il y avait pollution. Mais, bien sûr, pas le fond du problème, à savoir que M. Barbou ne laissait derrière lui que des gens appauvris, dépourvus de toute richesse exploitable, et donc réduits à la misère pour des années. A la mi-janvier 1983, les Européens de La Foa menacent d'aller régler eux-mêmes l'affaire à coups de fusils. L'administration

prend peur, tombe dans le panneau et se met en tête d'agir elle-même. Sur ce, on coupe le téléphone, ce qui n'est pas là le fait d'un ordre officiel, mais une initiative d'un Européen local, et on leur envoie au petit matin les gendarmes mobiles.

### Deux gendarmes tués

Au début tout va bien. On traverse le village ahuri, on va à la scierie Barbou et on se met en demeure de faire descendre les engins. A la traversée de Coindé au retour, les choses se gâtent. On dit, qu'un barrage de billes de bois était dressé en bas du village et qu'il a fallu le dégager au bull-dozer. Le chef du village demande à parlementer. Il est repoussé brutalement, les témoins disent frappé. Les pierres se mettent à voler, ainsi que des morceaux de bois enflammés, armes dérisoires. Les gendarmes mobiles ripostent par un jet de grenades lacrymogènes dans les maisons. Des femmes et des enfants, affolés, tombent à terre. Les hommes, affolés en entendant les explosions se mettent à tirer au fusil sur les gendarmes. Deux gendarmes sont tués, quatre blessés, et il y a deux blessés civils, un conducteur d'engins et le postier de La Foa.

Le lendemain, véritable expédition militaire, avec hélicoptères lourds, transports blindés de troupes. On bloque le village, on ratisse, on trouve quelques fusils et l'on confisque pour faire bonne mesure tous les couteaux, haches et sabres d'abattis du village, sous prétexte qu'il s'agit d'armes blanches. Comment les quelques hommes laissés en liberté et les femmes pourront-ils terminer les travaux agraires de la saison des ignames?

Il y a eu erreur de jugement, et faute dans l'exécution. On a sous-estimé la capacité des Mélanésiens de passer à la violence lorsqu'ils sont acculés au désespoir. On a monté une opération répressive mal conçue. Les hommes arrêtés ont été battus. Ils se sont retrouvés avec des yeux



Pierre Declercq, leader autonomiste, assassiné en septembre 81.

au beurre noir et les jambes enflées à force d'avoir été frappées à coups de matraque. Les hommes et les femmes sortis de prison ont parlé et la rumeur est en train de faire le tour du pays. Les Noir pardonneront difficilement au gouvernement de la gauche d'avoir été traités ainsi. Les brutalités à Coindé vont faire partie du dossier international concernant la Nouvelle Calédonie.

Le problème actuel est posé par la plus jeune génération, qui échappe aux Eglises aussi bien qu'aux partis. Elle est condamnée au chômage par la politique d'immigration à tout va pratiquée par le RPCR depuis quinze ans. Cette génération, sortie de nos écoles, passée par le service militaire ne croit plus aux jeux politiques pratiqués à Nouméa.

La droite locale crie au complot, incapable de voir que le complot est de son fait. Trois jours avant Coindé, les jeunes gens des villages de Touho Mission et de Vieux Touho s'attaquaient au poste de gendarmerie à coups de pierres, en présence des jeunes femmes qui les encourageaient. Les gendarmes durent tirer en l'air pour se dégager.

Le rôle des femmes dans toutes ces affaires ne doit pas être négligé. Elles ont accepté l'idée de continuer à avoir de nombreux enfants, mais elles redoutent l'avenir. Elles se sont mises à représenter une force de changement. D'une façon ou d'une autre, en une semaine, nous nous retrouvons en Nouvelle Calédonie — 130 000 habitants — avec

deux morts de plus et une vingtaine de prisonniers politiques dans des affaires de violence contre la force publique.

Les deux cas récents, touchent des villages catholiques extrêmement pauvres. Catholiques, car ils descendent des premières victimes des répressions militaires, au siècle dernier, devenus catholiques pour être protégés; pauvres parce qu'ils ont un besoin aigu de terres pour l'extension de leurs Réserves. L'opposition de certaines municipalités à toute réforme foncière locale a rendu la tension perceptible année par année.

### Coco Beach

Un des moyens de s'opposer à l'expansion d'une Réserve est d'implanter à ses portes une entreprise. Le sort de Touho comme centre touristique, sur la côte est de Nouvelle Calédonie, est ici en cause. On vient d'y implanter un hôtel pavillonnaire de luxe, le Coco Beach, sur le seul terrain côtier où pouvait s'agrandir la Réserve de Touho Mission. Il y a déjà eu des incidents, mais si c'est la gendarmerie qui a été attaquée, et non l'hôtel, c'est parce qu'il y avait quinze emplois locaux mélanésiens dans l'hôtel. Vers quoi va-t-on? Il risque d'y avoir des occasions d'incidents plus nombreux et infiniment plus dangereux qu'à Coindé. Gendarmes et Mélanésiens auront la même tentation: celle de tirer plus tôt à balles réelles. A moins que tout d'un coup on ne redevienne prudent. □

Jean GUIART

# LES

# « GUERNICAS » DE L'APARTHEID

A l'instar de Picasso, des artistes du monde entier  
préparent un musée qu'ils offriront  
à l'Afrique du Sud libérée.

UNE femme à masque nègre. Deux Blancs qui lui prennent son lait. C'est l'Afrique pillée par les Blancs que Lucebert a voulu ainsi représenter, sur cette affiche qui fait la « une » de *Différences*. C'est le début d'une initiative contre l'apartheid prise par de nombreux peintres, qui aboutira à la création d'un musée en Afrique du Sud libérée.

## Un cancer généralisé

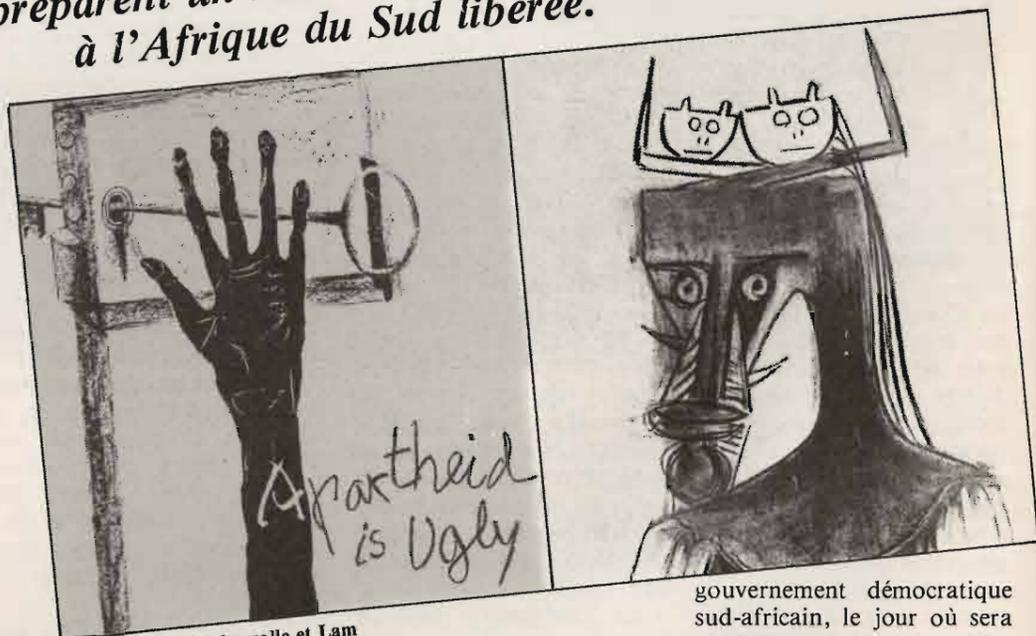
« Il existe aujourd'hui en Afrique un cancer qui risque de devenir un cancer généralisé : c'est l'apartheid ». Le 9 novembre 1966, lors d'une conférence de presse, Jean-Paul Sartre lance ce cri d'alarme. On ne peut trouver d'image plus éloquente.

Le cancer est une tumeur maligne, perfide et insidieuse qui détruit le terrain sur lequel elle s'installe. Pour se développer il lui faut atteindre de nouvelles zones qu'inexorablement elle réduira à néant. Tout organisme atteint est en danger de mort. En afrikaaner, langue de l'Afrique du Sud, le mot « apartheid » signifie littéralement « mise à part ». Il permet à une minorité de 4 millions de Blancs d'opprimer et d'exploiter 22 millions de Noirs et de Métis. Un tel système ne peut se maintenir

que par la force.

Dans le monde entier l'émotion suscitée par ce cancer est vive. Dans le domaine des arts plastiques, la nécessité d'initiatives apparut lors de différentes rencontres entre créateurs. Eux aussi voulaient participer au combat, apporter leur contribution. Quand naquit précisément l'idée ? A qui en revient la paternité ?

On ne saurait le dire, mais petit à petit la création d'un Musée précédé d'une Exposition itinérante prit forme. Un peut comme celui créé par des citoyens chiliens en exil. Roulée comme un galet de rencontre en rencontre l'idée fit son



Les affiches de Rebeyrolle et Lam

gouvernement démocratique sud-africain, le jour où sera aboli l'apartheid. L'appel fut entendu. Par le monde, nombre d'artistes de renom s'engagèrent à fournir une œuvre nouvelle, spécifique à cette lutte. Pourtant la sollicitation quotidienne dans le milieu des peintres entraîne chez presque tous une grande lassitude. Chaque jour des demandes leur sont faites pour qu'ils offrent une de leurs toiles pour telle ou telle association, telle ou telle cause humanitaire, sociale. C'est souvent à eux que l'on s'adresse en premier. On voit mal solliciter un ingénieur ou un architecte. Parfois s'adresse-t-on à un écrivain, mais le langage de la peinture ne demande pas d'interprète, il est perçu comme plus universel. Certains que l'on n'attendait

chemin, pour devenir projet. Ce projet trouva une audience particulièrement favorable auprès de l'Organisation des Nations Unies, surtout auprès de son comité contre l'apartheid. On en vint à la création du Comité des artistes du monde contre l'apartheid, dont le peintre espagnol Antonio Saura fut nommé président.

En octobre 1981, c'est du siège de l'O.N.U. à New York qu'Ernest Pignon-Ernest lançait un appel aux artistes du monde entier, les invitant « à participer par une œuvre originale et importante » à la création de l'exposition.

Le projet prévoit que ce musée sera remis au premier

pas, que l'on avait vu peu réceptifs en d'autres occasions, se manifestèrent. L'exemple d'Arman est à ce titre éloquent. Né en France, il s'expatria il y a quelques années aux Etats-Unis. C'est là qu'il devait rencontrer une jeune noire américaine qu'il épousa. Il connut alors les exclusions, les vexations, les affres du racisme. La cage dorée où il se croyait protégé ne l'abritait plus, ne l'empêcha pas de connaître la souffrance. Il fut l'un des premiers signataires de l'appel et c'est à lui qu'est due la participation de grands noms américains.

## Inauguration en 84

Avant d'exister l'exposition est déjà invitée dans plusieurs pays. Il y a là cependant une complication qu'il sera souvent difficile de surmonter. Il faut savoir qu'il y a bien des difficultés à trouver des lieux susceptibles d'accueillir dans des conditions satisfaisantes plus d'une centaine d'œuvres. A cela s'ajoutent les aléas du transport ou des assurances. L'inauguration de ce musée devrait avoir lieu à Paris, d'ici au début 1984.

L'un des objectifs est de sensibiliser l'opinion, de faire connaître les iniquités de l'apartheid. Sont particulièrement visés les pays continuant à commercer avec l'Afrique du Sud et notamment les Etats-Unis, la R.F.A., la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la France et paradoxalement certains Etats africains.

La naissance d'un projet, par le bouillonnement d'idées qu'elle occasionne, permet souvent l'émergence d'autres idées, d'autres initiatives. Là aussi on ne sait pas très bien où et quand, mais le fait est qu'a pris corps l'idée d'une exposition d'affiches contre l'apartheid, qui précédera le musée.

L'affiche est aujourd'hui un moyen de sensibilisation efficace. On a pu le constater avec la série d'affiches éditée lors de la récente coupe du monde de foot-ball. Grâce

aux techniques actuelles la reproduction est d'une qualité plus qu'acceptable et permet une diffusion en grands nombres.

Ainsi, le 21 mars, Journée internationale contre le racisme, aura lieu à la galerie Maeght à Paris le vernissage d'une quinzaine d'affiches. Un vernissage dans une galerie parisienne, dû-il être honoré de personnalités, n'est pas en soi une initiative de grande audience et n'aurait eu qu'un très faible retentissement. C'est pourquoi ce vernissage se fera en 100 lieux, simultanément dans toute la France. Dans des musées bien sûr, mais aussi dans des centres culturels et des galeries, de Calais à Martigues, d'Argenteuil à Chartres. On pourra aussi y voir les travaux préparatoires qui précèdent l'élaboration des œuvres exposées. Des artistes de grand renom, de différentes nationalités, prêtent leur concours à cette manifestation : Arman, Lichtenstein, Rauschenberg pour les USA, A. Saura et Tapes pour l'Espagne, Ernest Pignon-Ernest, Rebeyrolle pour la France,

Lam pour Cuba, Adami et Cremonini pour l'Italie ou encore G. Jantjes pour l'Afrique du Sud.

L'une de ses originalités, et non des moindres, c'est qu'il atteindra aussi le monde du travail : Le vernissage chez Renault où à l'E.D.F., ainsi qu'aux sièges des centrales syndicales, à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Plusieurs organisations envisagent de s'appuyer sur cette manifestation pour sensibiliser la population aux dangers inhérents à l'apartheid en particulier, au racisme en général. Tirées à plusieurs milliers d'exemplaires, ces affiches seront mises en vente, leur produit venant contribuer à l'édification du musée.

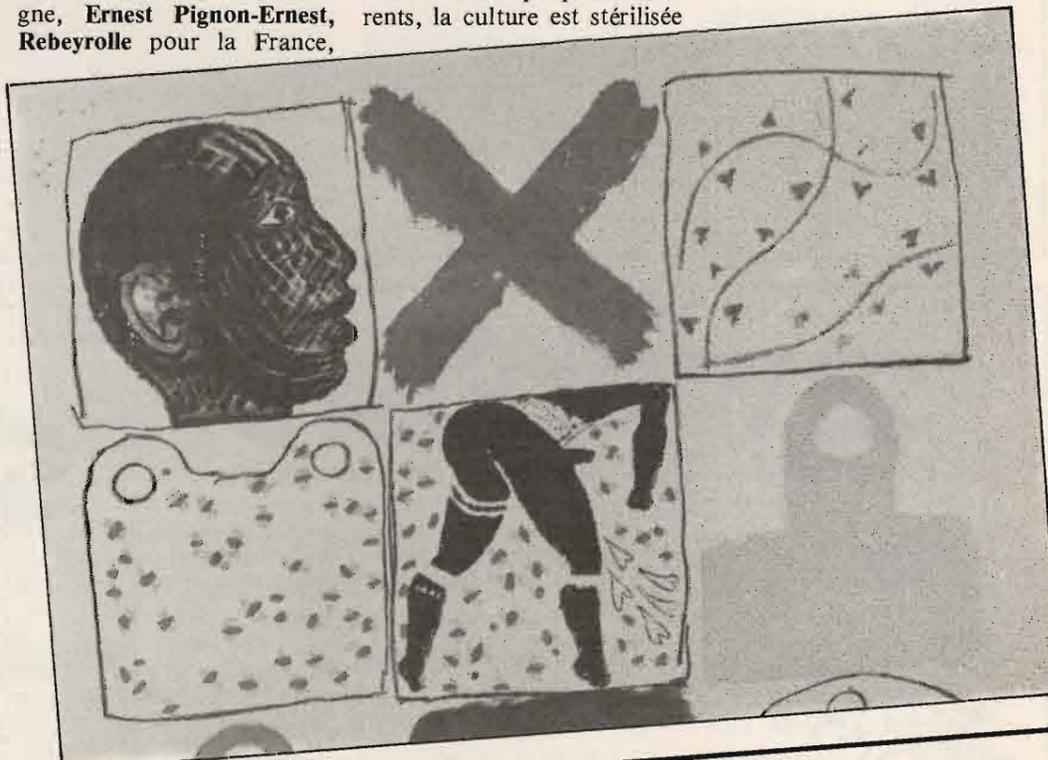
Tous les artistes, ceux qui participent, ceux qui participeront ont clairement conscience que de plus, l'apartheid mutile profondément la culture de l'Afrique du Sud, non seulement celle des populations noires, mais aussi celle des populations blanches. Sur cette terre privilégiée de rencontre entre peuples différents, la culture est stérilisée

par le système. Pour un peintre comme Ernest Pignon-Ernest, lutter contre l'apartheid n'est pas uniquement un acte de solidarité, de fraternité humaine. L'homme de culture qu'il est s'insurge contre le fait qu'en Afrique du Sud c'est un peu de la culture universelle qu'on assassine.

Le 21 mars le vernissage éclaté viendra multiplier par cent cette affirmation. Le 21 mars c'est aussi le jour du printemps 83 et les affiches qu'il verra fleurir porteront les violentes couleurs de l'espoir.

Cette manifestation sera en quelque sorte la première pierre du Musée contre l'apartheid, ce musée qu'on souhaite aller visiter un jour très prochain, quelque part du côté de Johannesburg, dans un Etat enfin démocratique. Chacun saura alors que le cancer a été vaincu. L'air deviendra plus respirable sur toute la planète.

Alain RAUCHVARGER



Against Apartheid, de Tison.

Vernissage le 21 mars, dans toute la France et à la galerie Maeght à Paris, de cent expositions d'affiches préfigurant le futur musée. On pourra se procurer les reproductions au journal.



Entre programmes et objectifs.

22 Enseigner les sociétés. 35F

BP 117 75463 Paris Cedex 10  
tel. (1) 874.12.36

## GEORGES RECH

boutiques

54, rue Bonaparte - 75006 PARIS  
23, Av. Victor Hugo - 75016 PARIS  
24, rue Charles de Gaulle - ENGHEN  
11, rue de l'Argenterie - MONTPELLIER  
15, cours Vitton - LYON  
54 bis, rue Porte Dijeaux - BORDEAUX

20, Place d'Armes - LUXEMBOURG  
227, Galerie Louise - BRUXELLES  
13, rue de Rive - GENEVE  
2070 CRESCENT - MONTREAL  
5360 WESTHEIMER - HOUSTON  
711, Madison Avenue at 63 RD Street - NEW YORK

RÉSERVÉ A E.C.

# sans frontière

Le magazine de l'immigration et du Tiers-Monde



Il y a mille raisons  
de lire  
Sans Frontière  
Il y a mille moyens de  
voir le monde sans  
ocillères

Abonnez-vous,  
abonnez vos amis !

« Sans Frontière » 33 Bd Saint-Martin 75003 Paris.

En vente en kiosque tous les 20 du mois

Au sommaire du mois de Mars :

- \* **ISLAM ET CONFLITS**  
« Les immigrés répondent »
- \* **MUNICIPALES**  
« Le vote immigré »
- \* **ELECTIONS SENEGAL**  
« Le point par notre envoyé spécial »
- \* **LES ANTILLES**  
« Dossier élections »

89, bis rue Lauriston  
75116 Paris  
Métro : Boissière

7 quai de l'Oise  
75019 Paris  
Métro : Crimée

HI-FI  
**SNOW**  
VIDEO

NOUS IMPORTONS ET VENDONS  
DIRECTEMENT AU PUBLIC

HI-FI  
VIDEO  
LIGHT-SHOW  
CADEAUX  
TELEPHONES SANS FIL  
TELEPHONE LONGUE DISTANCE (plus de 20 km)  
PROMOTIONS PERMANENTES

Une visite s'impose !!!  
Garantie S.A.V. assurée  
Mise au point et réparations d'émetteurs récepteurs  
professionnels et grand public

# LES MASSACRES D'ASSAM

Pourquoi on tue dans le Far-East de l'Inde

**A**SSAM, l'Etat le plus vaste du nord-est de l'Inde. Février 1983. Des autochtones, Assamais de religion hindoue massacrent un millier d'immigrés : Népalais et Bengalis venus du Bengale oriental. *Motif* : les premiers refusent le droit de vote aux seconds à l'occasion des élections législatives régionales.

Situé aux confins de la Chine, du Bangladesh et de la Birmanie, l'Assam est d'une importance stratégique capitale pour l'Inde qui doit par ailleurs faire face à un autre mouvement autonomiste à la frontière pakistanaise. Or, voici bientôt quatre ans que cet Etat connaît une rébellion larvée contre New-Delhi. Les autonomistes assamais, dominés par les mouvements étudiants, réclament le départ des immigrés arrivés du temps de la colonisation anglaise puis à la faveur des guerres successives qui ont secoué la région depuis l'Indépendance. Devant l'échec des négociations avec New-Delhi, l'Etat avait été placé sous administration fédérale directe. Cette mesure d'exception arrivant à échéance, Mme Gandhi avait ordonné ces élections régionales. Violente réaction des autonomistes opposés tant aux élections qu'au vote des immigrés.

## Un danger politique pour le Parti du Congrès

Entre 1971 et 1980, la population de l'Assam s'est accrue de 31,5 % contre 18 % pour le reste de l'Inde. L'Etat compte aujourd'hui 20 millions d'habitants dont 20 % de Bengalis. Réfugiées en masse après les massacres qui ont présidé à la création du Bangladesh, ces populations musulmanes auxquelles



Un village dans l'état d'Assam, une semaine après les massacres.

se sont ajoutés de nombreux Népalais, ont bouleversé l'équilibre ethnique de la région. Futurs électeurs, ils ont immédiatement constitué un danger politique pour le Parti du Congrès traditionnellement majoritaire en Assam. Dès 1978, ce parti enregistre un recul au profit du parti communiste marxiste qui commence à obtenir l'adhésion des paysans bengalis et cueilleurs de thé népalais. Le mouvement autonomiste assamais naît à cette époque, animé par des étudiants et soutenu par la droite traditionnaliste hindoue opposée à l'« invasion musulmane ». Principale revendication : au mieux l'expulsion des cinq millions de Bengalis arrivés en Assam depuis 1951 au pire, leur exclusion des listes électorales. Tenue par un accord conclu avec le Bangladesh stipulant que tout bengali arrivé six mois avant le 25 mars 1971 (date de l'indépendance) peut obtenir nationalité indienne, New-Delhi refuse d'accéder à cette demande. Comment opérer un tel transfert de population ? Vers le Bengale occidental indien déjà surpeuplé et politiquement à gauche ?

Vers le Bangladesh, violant ainsi l'accord passé avec ce pays ? Madame Gandhi n'a pas voulu prendre de tels risques politiques. Les négociations entre le pouvoir fédéral et les autonomistes sur la question ont échoué, entraînant en juillet 1980 les premières exactions contre des milliers d'immigrés.

## Vente aux enchères

Dangers « ethniques, politiques », ces populations n'en sont pas moins les boucs émissaires d'une situation économique locale déplorable. Six familles assamaises sur dix vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. L'Assam communément qualifié de « Far-East » est une terre de matières premières. Il produit 35 % du pétrole consommé par le pays et 60 % du thé qu'on y récolte. Or, ce pétrole, raffiné en grande majorité hors de l'Etat, ne rapporte à l'Assam que 2,5 % du produit de sa vente. Le thé est vendu aux enchères à Calcutta et à... Londres comme au temps de la colonisation. De fait, les autonomistes s'estiment colonisés de l'intérieur et reprochent à New-

Delhi de ne pas investir autant en Assam que dans les états déjà développés.

Afflux de populations étrangères, sous développées, les conditions étaient réunies pour une explosion de violence autonomiste. Déjà secouée par des guérillas sécessionnistes dans les états voisins de Nagaland, Mizoram, Manipour, la région était devenue une véritable poudrière avec le soulèvement autonomiste assamais. L'importance stratégique accrue par la minceur du couloir (25 kms de large) qui la relie au reste de l'Inde a poussé Mme Gandhi à l'intransigeance. La Chine qui arme des guérillas en Inde, Birmanie et au Bangladesh pourrait en profiter pour se frayer un couloir vers l'Océan indien. Raison majeure pour maintenir la présence du Congrès, au pouvoir à New-Delhi, dans cette région sensible. C'est chose faite. Malgré les menaces des autonomistes, 10 % d'électeurs se sont déplacés pour porter ce parti au pouvoir. Participation dérisoire, à rapprocher du nombre des victimes immigrées.

Renée DAVID

LES PIEDS SENSIBLES  
c'est l'affaire de  
**SULLY**  
Confort, élégance, qualité,  
des chaussures faites pour marcher  
85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
53 bd de Strasbourg  
81 rue St-Lazare  
Du 34 au 43 féminin,  
du 38 au 48 masculin, six largeurs  
CATALOGUE GRATUIT :  
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>  
5 % sur présentation de cette annonce



PRÊT À PORTER FÉMININ

**DEELIE**

98, RUE D'ABOUKIR  
75002 PARIS  
TELEPHONE 233.90.16

**Marchal**  
VÊTEMENTS  
DE LOISIRS



43, r. du Sentier, 75002 PARIS  
☎ 233 49-35

Ets. MARCHAL  
Société à Responsabilité Limitée  
au Capital de 125.000 francs

**AU  
RENARD  
BLEU** maison fondée en 1928

68, Avenue des Gobelins - Paris XIII<sup>e</sup>  
Tél. 331.16.85 - M<sup>o</sup> Place d'Italie

FOURRURES  
CRÉATIONS

RÉPARATIONS - TRANSFORMATIONS - GARDE D'ÉTÉ

**MATT SPORTSWEAR  
PRÊT-A-PORTER**

84 rue de Turenne  
75003 PARIS  
Tél. : 271.19.11

**henri klajnbaum**  
THERMO-COLLAGE  
à façon

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 30.000 Frs.  
19 bis, rue de la Cour des Noues - 75020 Paris  
Tél. : 636.22.55 R.C. Paris 69B2498

**JNS 3**



46, Chaussée d'Antin  
Paris Tél. : 744 20-18  
874 67-55

Une étude sur les  
changements  
d'attitude des pays  
occidentaux à l'égard  
de ceux qu'ils ont  
fait venir



**LES IMMIGRES  
GENTILS/MECHANTS**

LES NATIONS industrialisées s'interrogent. Le développement du phénomène migratoire a participé pour beaucoup à leur croissance, à leur production, à leur bien-être. Mais la crise est là : 8 % de la population active de l'OCDE est réduite au chômage et l'immigration est souvent ressentie comme la cause de tous les maux de nos sociétés.

### Le Second Empire et la carte de séjour

Les mouvements migratoires ne datent pas de la forte croissance entraînée par l'après-guerre, des « trente glorieuses » pour reprendre la terminologie de Jean Fourastié. La carte de séjour a été introduite en France sous le Second Empire, la première réglementation américaine remonte à 1882 : exemples qui en démontrent le caractère séculaire.

Ces lois, ces décrets correspondent à l'apparition de l'immigration en tant que phénomène organisé (ou qui se voudrait tel), d'où une profonde transformation de sa signification conceptuelle

dans les consciences collectives.

Auparavant, l'émigration prime dans l'imaginaire occidental. L'aventure (ou la fuite) et la recherche de l'Eldorado s'imposent comme mythe. Avec l'achèvement de la révolution industrielle, les horizons se referment. La colonisation donnera l'illusion de l'expansion territoriale, mais déjà nos sociétés s'introvertissent, deviennent frileuses face à l'étranger.

La dépression de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se traduit en France par le protectionnisme de Méline en 1892. C'est un signe. Aux Etats-Unis, la fin de la Première guerre mondiale entraîne une brève crise. En 1924, des mesures draconiennes sont adoptées pour limiter l'immigration et maintenir l'équilibre préexistant entre nationalités d'origines diverses en France. La guerre nécessite l'appel d'un million de Maghrébins, soit 60 % de la population immigrée en 1913. Le reflux entre 1918 et 1920 se fera sans réglementation particulière. Mais la reprise arrive. Une croissance forte permet d'accroître considérablement les niveaux de vie. Un dynamisme démogra-

phique moribond et les pertes humaines de la guerre entraînent un manque important de main-d'œuvre. Vive les immigrés !

1929 : le drame économique. En 1932, la première loi (1) limitant le travail des étrangers par région et par secteur est adoptée en France. La population immigrée diminue en sept ans de 5 %. Aux Etats-Unis, 200 000 Mexicains traversent le Rio Grande à rebours. Le protectionnisme n'est pas qu'économique, il est aussi humain.

### Un schéma toujours identique ?

Depuis 1973, la crise économique du monde occidental s'est répercutée presque mécaniquement sur les politiques en matière d'immigration. En 1973, la RFA décide l'arrêt de l'immigration ; la France fait de même en 1974. Les Etats-Unis et le Canada avaient déjà pris des mesures restrictives dès 1964. La Grande-Bretagne, dont la liberté de décision en la matière est limitée par l'existence d'un passeport unique pour

tous les ressortissants du Commonwealth, prend des mesures dissuasives.

Il n'y a là rien d'étonnant : l'insuffisance de la réglementation aux Etats-Unis pendant la Grande Dépression avait entraîné l'apparition d'un sous-prolétariat de masse aux abords des zones urbaines et des rivalités parfois violentes entre les différentes couches de la population et au sein de la classe ouvrière. Ces événements ont été rapportés par Steinbeck dans *Les raisins de la colère*. Personne ne doit les oublier. Il ne faut, ainsi, pas perdre de vue, par exemple, que les travailleurs de couleur n'ont eu droit d'adhérer aux syndicats qu'à partir de 1936.

Mais la réponse de l'Occident était inadaptée. La première raison en est l'erreur de diagnostic. L'arrêt de l'immigration a débouché sur une volonté de réduire la population immigrée déjà présente, afin de libérer des emplois pour des nationaux. Le rapport de Stanislas Mangin à la Commission du bilan a mis en évidence cette orientation sous le septennat précédent. La RFA a tenté de concrétiser cette politique en limitant, en avril 1975, à 12 % le quota des étrangers résidents dans chaque région.

Or la substituabilité des occidentaux aux immigrés est bien faible. Les Allemands ont renoncé à leur tentative en avril 1977. La politique giscardienne n'est pas parvenue à ses fins et pour cause : un rapport réalisé en 1976 par M. Anicet Le Pors évaluait à 8 ou 9 % les emplois occupés par des immigrés et susceptibles de l'être par un Français.

### Améliorer la situation sociale

Ce phénomène n'est sans doute pas nouveau, il est certainement plus important aujourd'hui qu'avant-guerre. Des secteurs économiques entiers se sont développés grâce à une main-d'œuvre bon marché et peu revendicative. Les Américains l'ont compris et n'ont pas eu ces velléités illusives. Réduire cette main-d'œuvre par des mesures rapides ne peut qu'avoir de lourdes conséquences sur des secteurs économiques équivalents d'un pays à l'autre : l'habillement, les chaussures, les mines, la restauration...

Dès lors la réponse du monde occidental à la crise ne pouvait se résumer à un malthusianisme face à l'immigration. Au contraire, pour éviter les conflits et les rivalités au sein de la classe ouvrière, il est nécessaire d'améliorer la situation sociale des immigrés. Un document syndical américain estime à 15 % la baisse de salaire des travailleurs en raison de la présence des Mexicains (2). De

tels antagonismes ne peuvent qu'engendrer des clivages dont les seuls bénéficiaires seraient les patrons les plus rétrogrades.

La priorité doit être donnée à une meilleure intégration institutionnelle du travail des immigrés, qu'il s'agisse du respect des réglementations (pour les clandestins) ou de l'action des organisations syndicales. La loi promulguée en France le 17 octobre 1981 sur le travail clandestin va dans ce sens. Dorénavant, les employeurs ne peuvent, sauf à risquer un an de prison et 20 000 F d'amende, se situer en dehors des liens du contrat de travail.

### Le « travailleur invité »

Afin d'éviter une désagrégation sociale dont les événements de Grande-Bretagne de l'année dernière nous ont donné un aperçu, les autres gouvernements ont également recherché des voies d'intégration, mais elles répondent à des intérêts de classes bien distinctes.

Ainsi, la Grande-Bretagne a-t-elle réussi à mettre fin à l'unicité du passeport du Commonwealth et à prendre des mesures plus restrictives. La RFA a pour sa part développé le statut du « *travailleur invité* », instituant par là-même un infra-droit dont nous avons vu ces dernières années des prémices en France. Le « *travailleur invité* » est lié par un contrat à un employeur pour une durée de neuf à douze mois. Il ne peut en aucun cas faire venir sa famille et n'a qu'un droit limité aux prestations sociales (pour soins).

L'administration Carter a, pour sa part, été tentée par une procédure de régularisation, telle que la France l'a opérée fin 1981. L'impact aurait cependant été d'une autre ampleur. On compte en effet, aux USA, de six à dix millions de clandestins pour cinq millions d'immigrés légaux. Le président Reagan semble opter plus facilement pour un infra-droit, intitulé sans scrupule « *le statut juridique de l'immigré clandestin* » assez voisin de celui du « *travailleur invité* ». Aux restrictions énoncées ci-dessus s'ajoutent l'obligation de payer toutes les cotisations sociales et l'interdiction absolue de recevoir des prestations.

Ce projet, cependant, n'a pas encore abouti. Pour parvenir à résorber la clandestinité, il faudrait encore — tous les gouvernements en sont persuadés — supprimer l'offre de travail clandestin. L'administration américaine a donc envisagé de pénaliser d'une amende de mille dollars tout employeur clandestin ayant plus de quatre salariés.

Officieusement, des experts de l'ambassade des Etats-Unis à Paris esti-

ment que 15 % des employeurs sont dans cette position. Un lobby n'a donc pas tardé à se constituer, et les problèmes de procédure budgétaire, qui bloquent les travaux du Congrès depuis plusieurs mois, offrent un prétexte opportun au retard de l'adoption de la nouvelle loi.

Ainsi, si la nécessité de réconcilier la population immigrée avec les institutions sociales est admise, les moyens adoptés ou envisagés dépendent largement de l'orientation politique des différents gouvernements.

### Immigration et développement

La réponse de l'Occident était — et est encore — inadaptée sur un second plan : le contrôle des flux migratoires. Il est paradoxal de constater que l'aspect durable, profond, universel du phénomène migratoire s'impose à tous les observateurs et que pourtant la quasi-totalité des pays occidentaux se refusent à analyser conjointement les problèmes d'immigration et de développement. La politique de la France, les accords avec l'Algérie, le Sénégal, les négociations avec le Mali, la Tunisie ne sont pas comprises. La prise de conscience par les autorités américaines de l'acuité de la question de l'immigration s'explique par l'afflux de 800 000 immigrés légaux et plus d'un million de clandestins en 1980, nombre total jamais atteint depuis le début du siècle. L'accroissement du différentiel de développement entre le Nord et le Sud en est la cause essentielle. Mais il est vrai que l'admettre nécessiterait l'instauration d'une politique de coopération qui ne peut que heurter les intérêts économiques de puissantes transnationales.

Le discours de Cancun du président de la République a suscité un immense espoir dans le Tiers Monde ; l'Occident, pour sa majeure partie n'y a pas été sensible. Au-delà de la misère des trois-quarts de la population mondiale, cette attitude comporte les germes d'un sabotage de l'Occident lui-même. De ces problèmes qui caractérisent les rapports Nord-Sud, l'immigration est au centre et focalise les incohérences de ceux qui restent prisonniers d'intérêts à court terme. □

Dominique GARABIOL

(1) Elle n'a jamais été appliquée avec beaucoup de vigueur et a été abrogée par la loi du 17 octobre 1981.

(2) Cf. article de Jean M. Mc Crea dans « Travail et Société » octobre-décembre 1981.

N.B. Dominique Garabiol est chargé de mission au cabinet du ministre de la Recherche. C'est à titre personnel qu'il s'exprime ici.



INTERETS PROGRESSIFS DE 3 MOIS A 5 ANS JUSQU'A **14%** (TAUX ACTUARIEL BRUT POUR UN PLACEMENT A 5 ANS)

**UN PLACEMENT SÛR ET SIMPLE.**

## Ets PAULA BRIHO

Prêt-à-Porter féminin

237 rue St Denis  
75002 Paris - Tél. : 508.03.34

prêt à porter féminin

## siguy

508 09.42

36, RUE DU CAIRE PARIS 2

La revue présente chaque semaine un dossier sur un thème précis :

La science-fiction,  
Les Droits de l'Homme,  
Dessine-moi une vache,  
La forêt,  
etc.

Faites le point avec des documents écrits et une iconographie de qualité.

Pour souscrire un abonnement :	Tarif annuel (35 numéros par an)
C.N.D.P. Abonnements B.P. 107 05 75224 Paris Cedex 05	Départements continentaux 124,00 Étranger 147,00

Ne joindre aucun titre de paiement, une facture sera envoyée.

# arbois

le leader de la publicité par l'objet

pour nous questionner appelez-nous :

**731.47.00**

pour venir nous voir :

11 bis, impasse Abel-Varet, 92110 Clichy à 300 mètres de la sortie du périphérique porte de Clichy.



Snootie 327 rue saint-martin 75003 paris / tél 277 55 55

# AUTRES METZ



## Comment vivre en Moselle quand on n'y est pas né

### LE train s'achemine lentement vers le quai de la

gare de Metz. Des deux côtés des rails, les petites maisons grises se serrent les unes contre les autres sous le froid coupant de cette matinée de février. En sortant sur la place, le voyageur est surpris par l'architecture de la gare, grosse bâtisse de pierres taillées et de frises, flanquée d'une tourelle.

Les images tranquilles et les rues du Metz historique offrent un visage d'une ville administrative toujours prospère, cité commerçante depuis plusieurs siècles, à laquelle la grande aventure sidérurgique a donné plus d'activités. Avec ses deux cent mille habitants, agglomération comprise, la ville « règne » sur 2 355 816 habitants, ce département de la Moselle qui possède le plus fort taux de population étrangère (10,51 %).

A son point culminant, l'industrie

sidérurgique avait fait venir une première immigration composée essentiellement d'Italiens, de Polonais et de Maghrébins. Cela s'est passé dans les années vingt et, depuis, cette immigration dans le pays du fer s'est rapidement intégrée. A tel point que, note Jean-Pierre Moro « l'on rencontre très souvent des communes à très fortes populations italiennes, très « assimilées » ou naturalisées. On retrouve, ainsi, parmi les élus locaux des descendants d'immigrés italiens ». A un tel point que cette concentration s'accompagne de faits culturels liés aux origines : chaque année, à Villeroux, se déroule un festival de cinéma italien, qui connaît une affluence de plus en plus grande.

### LE bassin houiller qui s'étend dans le nord-est

du département, à la frontière franco-allemande, a connu, lui, la seconde

immigration : la plus importante s'est installée après la seconde guerre et là, outre une forte concentration de travailleurs italiens et polonais, il y a eu l'arrivée d'ouvriers maghrébins. C'était, précise Jacques, « une immigration familiale encouragée par le gouvernement français de l'époque ». En quelque sorte, « une politique de démarchage auprès des pays « fournisseurs », souligne Jean-Pierre Moro.

Le quartier de Haute-Seille s'étend entre la Place des Charrons et la Porte des Allemands, bordé au nord par le quartier du Pontiffroy sous son nouvel aspect. Des ruelles éclairées surtout par le soleil, lorsqu'il est présent, et des maisons ne dépassant pas trois étages offrent pour seule spécificité leur ancienneté. Autrement, des installations vétustes, des murs rongés par l'humidité, des entrées sombres au sol formé de planches disjointes et des toilettes com-

munes au rez-de-chaussée.

En pénétrant dans quelques-unes de ces maisons, le visiteur est pris à la gorge par l'abandon des lieux, les toiles d'araignées, la poussière et la saleté accumulées au fil des ans. La majorité des habitants de Haute-Seille est immigrée, furtives silhouettes n'osant réveiller le quartier qu'à l'heure du dîner ou d'un dimanche entre soi. Mais en leur absence, le quartier résonne des coups de marteaux, de machines et de cris : les entrepreneurs ont investi les ruelles centenaires dans le cadre d'un programme de rénovation. Plusieurs maisons ont déjà fait peau neuve, leurs anciens occupants étant partis pour des foyers style Sonacotra.

« Des villages entiers ont été amenés, des cités construites totalement tournées vers les activités industrielles et dont 90 % des occupants étaient des ouvriers — ce qui n'est pas le cas du Bassin parisien » constate Jacques, avant d'indiquer que « le rythme de la cité s'était aligné sur celui de l'usine ; ce qui créait ainsi une mentalité assez spécifique et, de par la solidarité préexistante entre les mineurs — donc gens de la même corporation — le racisme était pratiquement nul, les réflexes racistes tendant à tomber au fonds du puits ».

### S'IL existait dans les cités ouvrières, com-

posées à 50 % d'étrangers, des problèmes de délinquance, c'étaient des problèmes que l'on pouvait rencontrer n'importe où et chez n'importe qui. L'autre spécificité des cités ouvrières a été la naissance, avec l'arrivée d'immigrés de plus en plus nombreux, d'associations, de cercles. Toutes les nationalités se regroupaient, recréant par là leur environnement culturel d'origine, allant bien souvent jusqu'à créer des cercles régionaux tels que le cercle sarde ou sicilien...

Par delà le couvent des Recollets, ancien couvent des Grands Cordeliers fondé en 1250, voisinant avec un foyer et dominant Haute-Seille, le nouveau Pontiffroy étale ses immeubles luxueux bordés de larges allées et d'aires de jeux.

Des rideaux sentant l'empesé cachent aux curieux la vie de ses habitants. L'air ne porte pas des effluves humides comme dans le vieux quartier et les portes vitrées des bâtiments ne sortent pas de leurs gonds. Il n'y a pas si longtemps, Pontiffroy était le jumeau de Haute-Seille, plus rien ne subsistant aujourd'hui de ce que l'on a appelé péjorativement et successivement « le quartier des juifs » puis « la casbah ».

Situé sur un espace qui permet de voir jusqu'à la cathédrale derrière

laquelle s'écoule la Moselle, Pontiffroy vit des heures « heureuses ».

Cette barrière économique, en l'occurrence le boom sidérurgique, qui faisait obstacle au racisme ouvert, n'en est-elle plus une depuis la recrudescence du chômage ? On admet que les villages à forte population immigrée ont vécu séparés du reste de la commune (cas de St-Eloy dans la commune de Woippy, dont la majeure partie des habitants viennent de l'ancien Pontiffroy) et qu'il y ait eu des « ratonnades » consécutives à la guerre d'Algérie.

Ainsi, au moment de la construction de foyers pour célibataires (pour 11 478 lits, 6 223 occupés par des « travailleurs migrants isolés » au 30 juin 1981<sup>1</sup>, tout un débat a eu lieu autour de l'installation d'un foyer à proximité de la gare de Metz, les habitants des quartiers résidentiels s'opposant à l'installation d'ouvriers maghrébins.

« Le fait, affirme Jacques, est qu'aujourd'hui l'argumentation tablant sur des chiffres, sur un fort taux de chômage, soutient et peut relancer le racisme qui prendrait, à ce moment, une aura de « légitimité ». Ou un racisme se protégeant sous une couverture de canular comme l'article sous forme de lettre « les zimmigrés de France » ; à telle enseigne que le comité MRAP avait porté l'affaire en justice par deux fois, une première action n'ayant pas abouti, puisque l'affaire avait été considérée comme un canular. Vaine défense, puisque le comité MRAP de Metz gagnera la partie et l'auteur sera condamné au paiement d'une amende. Un procès dont le comité de Metz voudrait faire école.

### A Metz-Nord, des cités ouvrent sur des espaces

qui ne connaissent pas la moindre verdure. Une garderie d'enfant offre aux passants ses fenêtres fermées : elle ne fonctionne plus depuis longtemps. Parmi les rares voitures individuelles, trois caravanes attestent l'existence de familles de « gitans » qui se partagent entre leur logement de béton et leur caravane. Beaucoup de familles turques et maghrébines et peu d'Italiens, parmi lesquels la famille de M. et Mme Incorvaia.

Bien que vivant depuis plus de vingt années en France, ils ont tous deux gardé leur nationalité. Avant son installation dans Metz-Nord, la famille vivait dans un quartier proche du centre de la ville qui a été, depuis, démoli pour reconstruction. « Pas de chauffage collectif, beaucoup d'appartements sont chauffés au charbon ou ont un chauffage particulier comme nous » dit Mme Incorvaia. Les loyers ont augmenté, les charges ont suivi malgré l'absence de

chauffage et les immeubles sont très mal entretenus (dix minutes sont consacrées à l'entretien d'un escalier), et c'est depuis peu que des lampes éclairent les entrées. Après une année de démarches poussées.

Malgré l'existence d'une Confédération Syndicale du cadre de vie qui se réunit souvent, il semble qu'il y ait peu d'actions. Quelles en sont les raisons ? Pour la famille Incorvaia, il s'agit « d'indifférence, d'incommunicabilité et de « peur » pour certains ».

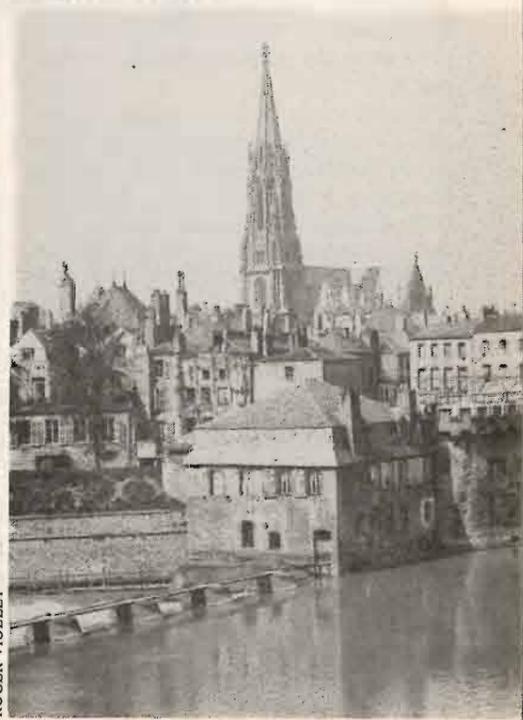
### DANS ces cités, vivent de multiples cultures,

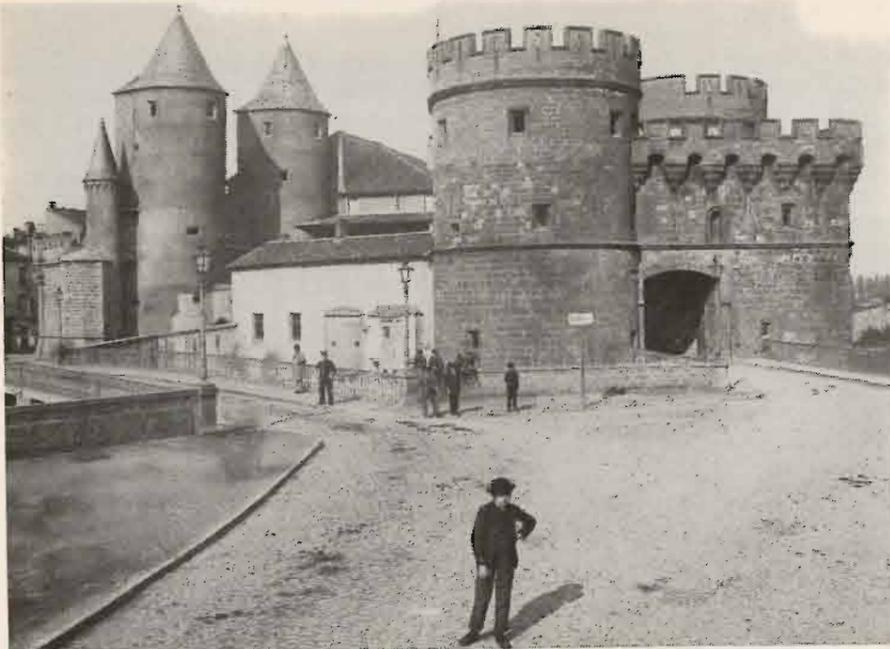
donc de multiples manières de concevoir le quotidien. Les cités apparaissent ainsi comme de véritables villages avec leurs normes propres. Face à cet « inconnu » s'oppose un certain racisme.

Jacques relève, dans le cas des Algériens, que la guerre d'Algérie n'avait pas amélioré leurs conditions de vie et que pour la plupart d'entre eux, en ce qui concerne les ouvriers du bâtiment, la promotion était quasi inexistante : « moins instruits à la base et pas du tout encouragés ». Malgré tout, pour Majid (militant du MRAP), l'existence de communautés culturelles différentes dans la « ZUP » de Borny n'empêche pas des échanges inter-communaux.

Comment est-on arrivé à ce type de cloisonnement d'une population somme toute désirée à l'ère où la sidérurgie et le charbon rendaient ? Quels rapports entretenait la ville de Metz avec ces populations qui, en vérité, vivaient surtout tournées vers les mines ?

La digue des Pucelles





La Porte des Allemands

Il faut souligner que Metz a été et est surtout une ville administrative et commerciale. A une certaine époque, avant la destruction de tout un quartier occupé par l'immigration pour être transformé en habitations résidentielles, des centaines d'ouvriers de la sidérurgie prenaient le train ou le car pour se rendre à l'usine : « les rapports se limitaient à cela ».

Autant la population étrangère est en général très concentrée autour des usines, autant celle de Metz est très éparpillée. Ce qui crée des problèmes, d'autant plus que ces quartiers sont situés à la périphérie (Borny) ou dans Haute-Seille qui est un exemple de la reconquête des quartiers historiques. « C'est, estime Jean-Pierre, ouvertement une politique de reconquête du centre-ville pour y faire venir des populations à hauts revenus ».

Construction donc de grands ensembles à l'extérieur de la ville pour y installer les familles étrangères et les familles françaises à faibles revenus. En outre, une politique tend actuellement à créer des quartiers où les gens seraient regroupés par origine, « la municipalité, indiquera Jean-Yves, soutenant que les immigrés s'entendent mieux entre eux qu'intégrés au reste de la population ». En fait de véritables rues « italiennes », « polonaises », « turques », etc.

**A l'analyse, on se trouve face à trois sortes de cas** engendrés par la politique urbaniste : Metz-Nord, composé de la première immigration, présente un semblant d'intégration à la communauté française parce que plus près du centre et plus calme ; la « ZUP » de Borny avec sa seconde immigration (les descen-

dants de la première) où les habitants prennent de plus en plus conscience des problèmes et des possibilités de lutte. Enfin, le quartier de St-Eloy de la commune de Woippy enfermé, comme l'indiquera Claude Terenzio (directrice de la Maison pour Tous de Woippy), entre des terrains vagues, des usines et des lignes de chemins de fer de telle sorte qu'il n'y a pratiquement pas de communications entre ce quartier et le reste de la commune.

**M. GUNBAY est turc. Il vit en France depuis 1973.** Marié et père de trois enfants, il est électricien dans un atelier de réparation d'automobiles. La plupart de ses collègues sont immigrés. C'est par l'intermédiaire d'une agence qu'il a obtenu le logement occupé aujourd'hui. M. Gunbay ne pense pas changer d'appartement avant longtemps parce « qu'il est turc ». Ou bien, lorsque l'éventualité se présente à un travailleur turc, le logement offert par l'OPHLM sera situé en un lieu spécifique et jamais tout près du centre-ville, à supposer que la demande en soit faite. Les conditions d'octroi sont « différentes pour nous » dit-il.

L'Association des travailleurs turcs intervient souvent et va jusqu'à prendre en charge les familles turques lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés financières. Cela malgré les difficiles conditions des activités, l'Association sous-louant bien un local qui était, à un certain moment, pratiquement inutilisable (l'installation électrique et la percée d'une porte d'entrée ont été faites aux frais de l'Association). Les femmes turques se sont également regroupées au sein de l'ATT, notamment pour suivre

des cours d'alphabétisation.

L'Association avait, d'autre part, fait une demande d'ouverture de classes de langue turque dans les écoles. A priori, l'Inspection académique n'a pas refusé cette demande mais, même si la communauté turque a proposé un professeur de turc, rien n'a été fait. Claude Terenzio, ayant suivi de très près la question, explique : « il y a eu une double démarche. Ce que voulait obtenir l'ATT, c'est qu'il y ait des heures de langue turque dans le temps scolaire, la seconde démarche étant que les enfants ne peuvent apprendre leur langue qu'en dehors de ce temps scolaire. Ce qui posait des problèmes d'aménagement du temps libre — et ce serait trop pour les enfants — et des locaux. Or, toutes les conditions requises étaient réunies pour intégrer ce cours dans le programme scolaire. En réponse, l'Inspection académique a décrété ne pas pouvoir ouvrir de classes, du fait qu'elle n'avait pas de professeurs de turc sous la main. Cela même lorsque la proposition lui en a été faite ».

**SI, dans l'ensemble, la communauté turque essaie de maintenir un contact avec les autres communautés** autour de la discussion sur leurs problèmes communs, les femmes turques, selon Mme Gunbay, ont énormément de difficultés à établir des relations avec les familles françaises environnantes. Bien souvent, si ce n'est pas l'obstacle majeur, la langue s'avère être un handicap sérieux pour se faire comprendre et accepter par la suite. Jusqu'ici, les relations établies, au niveau personnel, l'ont été dans le cadre de son travail et de ses activités au sein de l'Association.

Le problème linguistique, dit-elle, s'accompagne des difficultés d'adaptation à un mode de vie, beaucoup de femmes turques venant de la campagne. Leurs discussions ? Les aléas de la vie quotidienne dans leur nouveau milieu, les événements en Turquie et la vie politique... française.

Des déceptions ? Beaucoup : une association d'aide pour les migrants avait essayé d'initier les immigrés à la langue française. Cette association a été dissoute par décision préfectorale, il y a six mois. Des espoirs ? Certains : les femmes turques célébreront prochainement la journée de la femme avec cette espérance qu'elle offrira une autre possibilité de dialogue avec les femmes de Borny et des autres communes.

N.C.

1. Source : Association Départementale en faveur des Immigrés.



### Frissonnez au ciné.

Quand on rêve de vivre au grand galop, sur grand écran, en scope, en grande largeur, on aime le cinéma. Allez,

venez ! On va s'en faire des conquêtes ! De l'Ouest ou de l'amour. Et des prouesses et des tendresses et des mélodrames à

tirer les larmes d'un rocher. Sans décrocher la lune, on en aura vu des étoiles. Dans la salle obscure, on rit, on pleure, on se fait tout un monde. Qu'est-ce qu'on aura vécu !

Chaque semaine, Télérama vous raconte tout, tout, tout sur tous les films. Et ceux qui les font, auteurs et acteurs. Chaque semaine, à Télérama, une équipe de critiques (le seul journal qui en ait autant et de si différents), jamais blasés, vivant à vif, débattent leurs coups de cœur et leurs colères, et parfois leurs désaccords. Pour vous éviter de tâtonner dans les salles obscures.

Télérama c'est aussi 70 journalistes qui vous offrent ce qu'il y a de meilleur à la télé, dans les musiques et les radios et les bouquins et au théâtre, dans les expos, la vidéo ou dans les rues. Alors frissonnez avec nous au ciné. La vie est trop courte pour être petite. Télérama chaque mercredi chez votre marchand de journaux.



Le 16 MARS 83...

## TOUS AUX ABRIS !

le film  
d'humour noir  
le plus  
apocalyptique  
depuis  
DR. FOLAMOUR...



un film de:  
**K. RAFFERTY**



206, rue de Charenton. 75012 Paris. 344.16.72.

## billevesée..

DIFFUSION **scarlou**

VENTE EXCLUSIVE AUX PROFESSIONNELS

prêt à porter

35, rue des petits carreaux • 75002 paris • ☎ 233.48.36

ETABLISSEMENTS

## JITEX

70, rue du Molinel - LILLE  
Tél. : 54.86.21

**BONNETERIE**  
GROS ET DEMI-GROS

« **L**E TÉLÉPHONE NE MARCHE PAS, LES ROUTES SONT MAUVAISES, *MAIS nous aimons notre pays tel qu'il est* ». Le calypso vedette du carnaval, repris en chœur par des milliers de Trinidiens, collait à la réalité nationale. En février dernier, Trinidad a célébré avec faste le centième anniversaire du plus fameux carnaval des Caraïbes. Des danses endiablées, des défilés somptueux, des costumes multicolores ont manifesté la joie de vivre d'un peuple où toutes les races se mélangent. Lorsqu'il arrive à Port of Spain, le visiteur est toujours surpris par la mosaïque des ethnies : des Africains, mais tout aussi nombreux, des Indiens, descendants des coolies arrivés au début du siècle pour prendre la relève des Noirs dans les plantations de canne à sucre.

Aux portes du Vénézuéla, Trinidad offre un avant-goût d'Amérique latine. Passage naturel des « routards » en quête d'aventures sud-américaines, l'île rappelle par ses pubs, son whisky et ses joueurs de cricket qu'elle a été partie intégrante de l'United Kingdom pendant presque deux siècles.

Avec Tobago, l'île sœur, Trinidad n'est pas seulement connue pour ses fêtes et ses charters bon marché, mais aussi pour l'importance de ses ressources en hydrocarbures et son extraordinaire développement économique.

C'est en 1865 que fut découvert pour la première fois au monde, un gisement d'asphalte naturel d'une étendue de cinquante hectares. Il était situé dans le sud de l'île, à La Bréa. Les premiers forages confirmèrent la présence de pétrole dans la zone et l'exploitation commerciale des gisements débuta dès 1907. Peu cher à l'époque, le pétrole permettait à l'île de vivre au même rythme que ses voisins, sans plus. Ce n'est qu'en 1973, avec le premier « choc pétrolier » qu'une manne de pétro-dollars s'abattit sur Trinidad. Ne faisant pas partie de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP), l'île a vu ses ressources tripler de 1973 à 1980. Le boom économique se traduisit par une substantielle augmentation du niveau de vie des habitants, un développement impressionnant du secteur de la construction et des services, au détriment de l'agriculture délaissée par une population attirée par les revenus faciles des hydrocarbures.

### Steel-band et pétro-dollars à Trinidad, l'île « obèse » de la Caraïbe

Le pactole des pétro-dollars a permis à ce petit pays de 1,3 million d'habitants de se lancer sur des voies nouvelles et ambitieuses, de se transformer de fond en comble.

Doté après l'indépendance d'un régime modéré, dont l'inspirateur, Eric William, avait su s'imposer sur la scène internationale, Trinidad, vit à l'aise entre ses plages, ses carnavaux et son industrie lourde.

La première part des revenus pétroliers a permis d'entreprendre une action sociale massive. A un système de protection comparable à celui des Etats-Unis, est venu s'ajouter l'aide aux chômeurs. Tous les sans-emplois, moyennant une heure de présence journalière sur l'un des chantiers nationaux, reçoivent l'intégrité de leur salaire.

Ces chantiers sont le plus souvent consacrés à des tâches d'une utilité économique minime : on cure les fossés, on entretient les bâtiments publics. Le résultat le plus évident de ce système est la conviction maintenant acquise par des milliers de Trinidiens que travailler huit ou neuf heures par jour est une bêtise...

# SEA, SUCRE AND SUN

*Aux Petites Antilles, reggae rime avec Reagan, salsa avec Cuba.*

*Autour des « départements français d'Amérique »,  
il n'existe pas que des paradis tropicaux...*

KELER-SYGMA

Guadeloupe :  
la coupe de la canne



Mais, la baisse des cours et la chute de la demande mondiale ont déjà produit leurs effets. Aujourd'hui, ici comme partout ailleurs, on parle rigueur budgétaire, restriction des dépenses publiques. Trinidad, « l'homme obèse de la Caraïbe », va devoir se serrer la ceinture.

Première conséquence, l'appauvrissement du budget du CARICOM, le marché commun caraïbe, qui englobe les îles des Petites et Grandes Antilles, à l'exclusion des départements français, qui appartiennent à la Communauté européenne.

« Quand Trinidad éternue, les Antilles toussent » dit-on dans la région. Il est vrai que le CARICOM, première tentative de regroupement d'îles souvent pauvres et à la merci des puissances étrangères, risque de pâtir du retrait partiel du grand frère trinitadien.

Au lendemain du sommet du CARICOM d'Ochos Rios (Jamaïque), l'actuel Premier ministre, George Chambers, a annoncé d'importantes coupes dans le budget octroyé à cet organisme pour l'année à venir.

Cependant, si la coopération économique paraît à chacun le moyen de sortir de l'impasse, rassembler sous une même bannière des Etats d'obédiences politiques parfois radicalement opposées n'est pas une tâche aisée. A preuve, l'épineuse question des Droits de l'homme à Grenade, également évoquée lors du sommet du CARICOM de décembre dernier.

Aux yeux des observateurs politiques, Grenade, l'île « aux Epices », peut-être la plus belle des Caraïbes, continue de faire des siennes. Les anciennes demeures coloniales dominant encore sur les collines, noyées dans une végétation abondante. Dans la rue le reggae est roi. Et pourtant...

Dès la descente d'avion sur le petit aéroport de Pearls, que prolonge une plage de sable fin, le regard est attiré par de grands placards de bienvenue, encadrés d'affiches révolutionnaires. Tout au long des cinquante kilomètres qui séparent Pearls de Saint George, la capitale de l'île, d'énormes panneaux de bois exhortent la population à suivre les objectifs fixés par le gouvernement.

« 1982, l'année de la reprise économique » est annoncée dans un tournant. « L'éducation est une priorité nationale ». « La milice est le peuple. Le peuple est la milice » peut-on lire plus loin. Le ton est donné, Grenade vit à l'heure de la révolution et en est fière.

### Les « mongooses gangs » battus par le « New Jewel » : le drapeau rouge flotte à Grenade, « l'île aux épices ».

Cette petite île de 344 kilomètres carrés et 115 000 habitants, en choisissant le 3 mars 1979 la voie du socialisme à la cubaine, a bouleversé l'échiquier politique de la région. Jusqu'à cette date, en effet, Grenade vivait sous la dictature d'un autocrate, Eric Gairy, plus connu pour ses interventions sur les soupapes volantes à l'ONU que par ses réformes économiques et sociales.

Si ce Premier ministre conservateur a été renversé en 1979, la lutte pour le pouvoir avait commencé dans les années 70, avec le retour au pays de nombreux jeunes intellectuels. En 1974, le durcissement de la situation politique se cristallisait autour de deux axes : d'un côté les « mongooses (mangoustes) gangs », bandes de voyous institutionnalisées de Gairy, de l'autre le « New Jewel Movement » rassemblé autour de Maurice Bishop, dont le père avait été assassiné au cours d'une manifestation par ces milices para-fascistes.

Aussi, c'est sans grande surprise que, profitant d'un voyage d'Eric Gairy aux Etats-Unis, Maurice Bishop et ses partisans organisèrent en mars 1979 un commando contre la caserne des « mangoustes ». Ils prirent la radio, occupèrent



Campagne électorale en Jamaïque : comme dans les Petites Antilles, la peur du socialisme à la cubaine reste présente.

les rues et proclamèrent la révolution, sans aucune résistance notable des forces armées, et avec le soutien d'une large fraction de la population.

D'emblée, le leader du New Jewel Movement, un avocat de trente huit ans, ne cache pas ses sympathies pour Fidel Castro, auquel il ressemble. Grenade établit alors des relations diplomatiques avec La Havane et le Nicaragua, au grand dam de Washington qui présente l'île à l'opinion internationale comme une sorte de base militaire soviéto-cubaine et lui retire aussitôt son aide financière<sup>1</sup>. Dans les îles voisines, dirigées dans leur majorité par des gouvernements conservateurs, la nouvelle sonne comme un coup de tonnerre.

Quatre ans après ces événements, Grenade vit des jours tranquilles, mais difficiles. A l'enthousiasme des premiers moments a succédé le retour à la dure réalité économique. Les différentes aides venues des pays tels que Cuba, l'Union Soviétique, la Lybie, l'Irak, l'Algérie, ont permis de réaliser de substantiels progrès dans le domaine de la santé et de l'enseignement. Des améliorations notables ont été enregistrées au niveau de l'alphabétisation (on estime généralement à environ 10 % le nombre d'analphabètes). En ce qui concerne la santé, la gratuité totale des soins a été étendue, le nombre de médecins, grâce à l'aide internationale, a doublé, passant de 23 à 40, et la médecine préventive a été généralisée.

Sur le plan purement économique, Maurice Bishop a joué la carte de l'alliance avec les entrepreneurs privés. Pas de nationalisations massives, mais des propositions de rachats. Les milieux d'affaires sont encouragés à développer leur activité sans aucune intervention de l'Etat.

Le gouvernement, lui, s'est réservé deux secteurs : les

grands travaux et l'agriculture. Les grands travaux se résument essentiellement à l'aéroport international de Pointe-Salines. Commencée voilà deux ans, sa construction, au sud de l'île, répondait à un besoin essentiel : en se dotant d'un aéroport digne de ce nom, Grenade entendait développer le tourisme et diminuer sa dépendance par rapport à Barbade et Trinidad. Selon Washington, il s'agissait également de fournir une base d'atterrissage correcte pour les avions militaires soviétiques et cubains<sup>1</sup>. Malgré la controverse internationale qui s'est engagée au sujet du bien fondé du financement des travaux, les pays socialistes n'ont pas été les seuls à apporter leur contribution : si Cuba a mis 400 travailleurs à plein temps à la disposition de Maurice Bishop, la Communauté Européenne, passant outre aux pressions américaines, lui a aussi offert 12 millions de FF. Les travaux avancent avec lenteur.

Mais l'urgence n'est peut-être plus la même aujourd'hui. Les touristes ont pratiquement déserté Grenade. La plupart des grands hôtels sont fermés ; les Américains, touristes privilégiés dans la région, ont été fortement incités à fréquenter d'autres îles plus « amicales ». Et même s'il ne s'agit pas de faire du tourisme de masse « à n'importe quelle condition », cette activité représente une importante source potentielle de revenus.

Sur les longues plages de sable blanc, pratiquement désertes, les marchands de colifichets sont à la recherche du moindre étranger. Très gentils, et soucieux de donner une bonne image de leur pays, ils expliquent librement les difficultés de leur vie et regrettent que pour des raisons de politique internationale, ils soient délaissés par les visiteurs.

A l'autre bout de la chaîne, les agriculteurs ont vu leurs difficultés s'accroître au fil des années, en raison de la baisse constante des cours des deux principales productions de l'île (bananes et noix de muscade) sur les marchés mondiaux.

Pour combler cette déficience, l'URSS a récemment signé avec Grenade un accord d'échange quinquennal prévoyant le maintien de prix stables pour le cacao et la noix de muscade.

Mais pour opérer une réforme en profondeur des structures agricoles, les fermes d'Etat ont été promues au rang de fer de lance de l'agriculture nationale, à l'instar des pays socialistes. Au nombre d'une trentaine actuellement, cha-

Sucre, banane, noix de muscade : des économies essentiellement agricoles.



cune occupe une superficie variant de 100 à 200 hectares et emploie une vingtaine de salariés. Gérées de manière autonome par un manager, leurs objectifs sont cependant fixés au niveau national.

### « S'il le faut, nous nous battons pour conserver notre terre »

Ces fermes d'Etat n'attirent cependant que peu de jeunes : les salaires, bien que régulièrement payés, restent faibles (à peine 25 francs par jour), et le partage des bénéfices est maigre, car les exploitations sont toutes gravement déficitaires. Comment, dans un pays où plus de 88 % des terres sont détenues par de petits propriétaires dont l'âge moyen dépasse cinquante ans, et où la tradition agricole demeure vivace, fonctionnariser une couche de la population foncièrement individualiste ?

Dès les premiers mois de la révolution, l'accent a été mis sur la création des coopératives qui permettaient, tout en relançant l'exploitation des terres incultes, de résorber une partie du chômage des jeunes. En 1980, le ministère de la Culture créa la NACDA (National Cooperative Development Agency) pour mettre à la disposition des jeunes les moyens financiers nécessaires au démarrage. Les jeunes membres de ces coopératives sont enthousiastes. « Nous n'avons rien, pas de travail, pas d'argent. Aujourd'hui, grâce au gouvernement nous avons pu rester dans notre village. Nous possédons (en bail emphytéotique) de la terre que nous cultivons pour nous. S'il le faut nous nous battons pour conserver notre terre » m'a expliqué, Georges, le leader d'un groupe de huit jeunes qui, dix heures par jour, travaillent la terre pour gagner leur vie.

Il existe dans les prisons grenadiennes plusieurs dizaines de prisonniers politiques, certains anciens responsables sous le régime d'Eric Gairy, d'autres réputés opposants politiques, sans qu'aucune charge précise ne soit retenue contre eux. Amnesty International a dénombré à un certain moment plus de cent détenus politiques.

Depuis novembre 1982, deux séries de libérations d'une vingtaine de personnes chacune ont été effectuées. Pour

WEBB-MAGNUM

Maurice Bishop, « dans une situation révolutionnaire, il y a seulement deux moyens d'éviter la détention de contre-révolutionnaires et de terroristes : soit les exiler, soit les exécuter. A Grenade nous avons rejeté les deux solutions. Nous n'avons pas non plus créé de cour spéciale de justice pour juger les prisonniers politiques. A la place, nous avons choisi de les juger progressivement et de relâcher la majorité d'entre eux ».

Autre aspect des Droits de l'homme selon les critères généralement retenus en Europe : l'organisation régulière d'élections libres. Lors de son accession au pouvoir, M. Bishop a clairement déclaré qu'il n'entendait pas en organiser avant « dix ou vingt ans ». Interrogé à ce sujet, par les chefs d'Etat de la Caraïbe à Ocho Rios, il a répondu qu'il n'avait rien contre le principe, mais que si l'on réaffirmait le droit de vote, il fallait également réaffirmer « le droit à la vie, à l'éducation, au travail, à l'électricité, à l'eau, choses aussi importantes que voter cinq secondes tous les cinq ans avec distribution de rhum et de corned-beef ». M. Bishop s'est cependant engagé, hors conférence, à organiser des élections lorsqu'une nouvelle Constitution aura été promulguée. Il n'a toutefois pas précisé la date.

### La perle des West Indies : Barbade, la petite Angleterre

A quelques encablures de là, Barbade coule des jours tranquilles. Sea, sun and sex, la perle du tourisme des West Indies est, contrairement à ses voisines au relief volcanique, plate comme une crêpe. Par sa position géographique excentrée, elle a toujours échappé aux luttes d'influence franco-britanniques.

Vouée presque exclusivement à la culture de la canne à sucre, Barbade, longtemps surnommée la « Petite Angleterre », a servi pendant plusieurs siècles de plaque tournante à l'administration britannique des Petites Antilles et a ainsi bénéficié d'une excellente infrastructure, très nettement supérieure à celle des pays voisins. Depuis la déclaration d'indépendance en 1966 aucune crise politique n'a troublé le fonctionnement du système parlementaire calqué sur le modèle britannique. En 1976, M. Tom Adams à la tête du Barbados Labour Party (ELP) remportait les élections législatives. Il accédait alors au poste de Premier ministre et était réélu sans problème en juin 1981.

Aujourd'hui, Barbade est le véritable leader des pays situés au sud de l'arc des Caraïbes. Résolument et inconditionnellement pro-américain, Tom Adams puise une partie de son autorité à Washington. Son pays bénéficie d'important crédits qui lui ont servi à moderniser ses infrastructures et lui permettent ainsi d'accueillir de nombreuses organisations régionales parmi lesquelles, l'importante CDB (Caribbean Development Bank). M. Tom Adams vient d'être désigné comme l'homme de l'année 82 par la revue d'information caribéenne publiée aux Etats-Unis *Everybody's* pour ses « positions de leader naturel de la Caraïbe anglophone ».

L'influence du Premier ministre barbadien ne se borne pas à une coopération régionale économique. Il entend également, grâce à une armée équipée de matériels sophistiqués et conseillée par des militaires britanniques et américains, donner à son pays le rôle de gendarme des West Indies.

Cette ambition s'était manifestée la première fois en 1979, lorsque répondant à l'appel de son voisin, Milton Cato, Premier ministre de Saint-Vincent, il avait envoyé des troupes barbadiennes faire échec à la tentative de coup d'Etat mise sur pied par des rastas. Plus récemment, lors du sommet du

CARICOM d'Ochos Rios. M. Tom Adams s'est fait l'ardent défenseur de la création d'une force armée régionale qui serait constituée par la Dominique, Sainte-Lucie, Antigua, Barbuda et Saint-Vincent. Le Premier ministre de Barbade aurait proposé, selon les informations recueillies par le mensuel *Caribbean Contact*, de participer aux dépenses nécessaires à concurrence de 49 %, de nommer son chef d'état-major, le colonel Rudyard Lewis, comme coordinateur pour la sécurité régionale et d'abriter sur son territoire l'état-major des gardes-côtes chargés de la sécurité et de la coopération militaire.

L'accord n'a pourtant pas encore été ratifié : refus des pays voisins non concernés ou politiquement opposés aux Etats-Unis comme Grenade, mais objection également de la France qui craint que la proximité de la Dominique des côtes martiniquaises et guadeloupéennes ne crée des interférences dangereuses dans la zone économique des 200 miles en cas d'application du droit de poursuite.

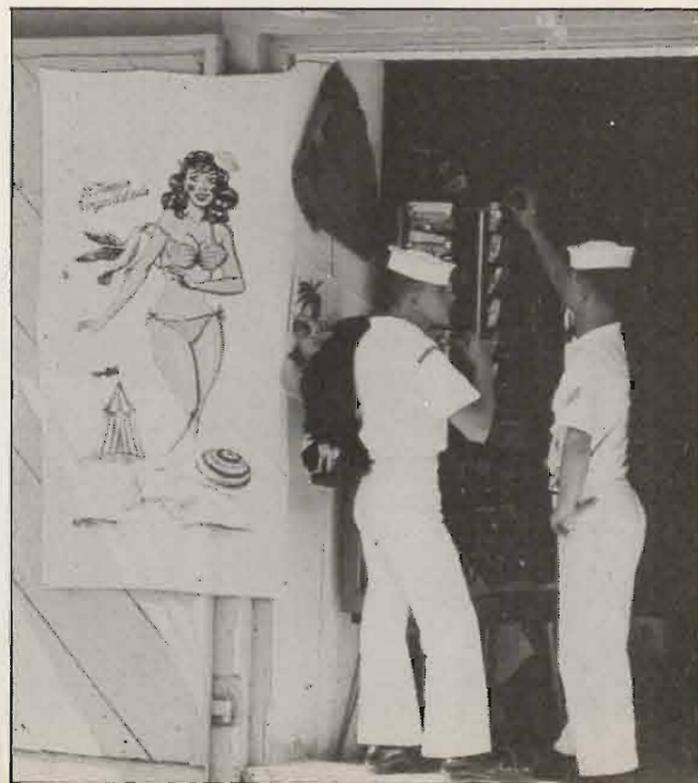
Sur le plan économique, pour faire face à un ralentissement de la croissance, le gouvernement de Tom Adams a décidé de faire appel au capital japonais pratiquement absent dans les Caraïbes. Une mission d'investisseurs nippons devrait se rendre à Bridgetown en début d'année, après une visite à la Jamaïque.

Si les Barbades cherchent à rassurer, il n'empêche que les tenants d'une politique pro-occidentale ont eu des sueurs froides devant l'expérience de Grenade. Paralysés par la peur de la contagion, ils n'ont pas toujours su prendre le pouls d'une région encore en pleine crise d'indépendance.

Dans les départements français d'Outre-mer, certains se plaisent à répéter qu'« on a eu chaud, Fidel était à nos portes ».

Il est vrai qu'en 1979/80 les deux îles voisines des départements français, la Dominique et Sainte Lucie ont successivement viré à gauche. Depuis, elles ont continué leur chemin politique sans bruit.

Sainte Lucie, petit île située à trente kilomètres de la Martinique est souvent citée par les pro-départementalistes français comme un épouvantail devant le désir d'indépendance d'une fraction des Domiens.



### LE STEEL-BAND

**C'**EST AU PÉTROLE que l'on doit le steel-band, cette musique aux consonances métalliques qui rythme les carnivals antillais et berce les touristes en mal de « dou-douisme » de carte postale. Rien ne résume mieux l'histoire et le génie des Trinidiens que le steel-band.

Trinidad regorgeait de fûts d'hydrocarbure vides : les musiciens réinventèrent le xylophone, en cabossant les tonneaux jusqu'à reconstituer des gammes.

Dès l'abolition de l'esclavage, se développe à Trinidad une intense activité musicale, amplifiée par l'arrivée des Indiens dans les plantations de canne à sucre. Ces derniers, travailleurs agricoles libres, avaient pu garder leurs traditions, leurs festivals religieux et leur musique.

La culture trinitadienne s'en est trouvée enrichie. L'improvisation se multiplie dès lors rapidement. Elle donne naissance à des

formes musicales originales, tel le bottle and spoon. Une fois les bouteilles d'alcool vides, elles étaient aussitôt remplies d'eau, mais à différents niveaux. Le musicien les frappait alors avec une cuillère.

Les tamboos-bambous, comme leur nom le suggère, étaient fabriqués à partir de bâtons de bambou coupés à des longueurs différentes. De véritables orchestres regroupant tous les types d'instruments se formèrent alors et connurent leur plus grand succès au cours des années 1930.

Les historiens se disputent à propos de l'origine exacte des steel-bands. Plusieurs orchestres en revendiquent la paternité. Gonzalez Place Bamboo Band affirme que la première introduction d'un tonneau en acier dans un orchestre est due au hasard. « Nous jouions au Lime Grove (certaines versions affirment que la scène se déroulait dans la cour d'une maison), lorsque l'instrument d'un de nos musiciens a pris feu. Le trou musical ainsi produit a été



rapidement comblé par le heurt accidentel d'un réservoir d'essence vide se trouvant à proximité. Le son produit était si étrange que nous avons continué de jouer ainsi tout au long de la soirée ». Selon Winston Spree Simon, c'est en 1939 que le steel-band est né. « J'avais prêté mon instrument (un fût) à un ami, et lorsqu'il me l'a rendu, la surface de celui-ci avait été si violemment frappée que le son original était perdu à jamais. En essayant de lui rendre sa forme première, à l'aide d'une pierre, j'ai découvert de nouvelles notes et

ai continué l'expérience à l'intérieur de mon orchestre ».

Les histoires de ce type sont légion. En 1940, fut produit le premier steel-pan à huit notes, précurseur de l'actuel ping-pong, ou tenor-pan. La guerre interrompit les célébrations du carnaval, il fallut attendre le 8 mai 1945, la célébration de la victoire, pour que les premiers steel-bands se forment et jouent sur des instruments encore bruts. En une année, les steel-bands avaient détrôné les tamboos-bambous dans le cœur des trinitadiens. □

Sea, sun and sex : les trois « S » antillais attirent marins et touristes



Certes, avec ses maisons peintes en rose ou vert, ses dames aux invraisemblables petits chapeaux, ses rayons entiers de sauces anglaises et de ketchup dans les supermarchés, Castries, la capitale de Sainte-Lucie, offre l'image type d'une petite ville coloniale britannique telle qu'on se l'imagine en Europe.

Le portrait de la reine Elisabeth II côtoie fréquemment celui du Premier ministre, John Compton. Dans cette île, indépendante depuis 1979 seulement, le sourire semble être l'un des arguments essentiels de la vie sociale. Sainte-Lucie n'est-elle pas l'un des rares pays de la région à avoir changé radicalement de gouvernement et d'orientations politiques par le seul jeu des urnes ?

L'ex-Premier ministre, John Compton, et son parti pro-occidental l'UWP (United Workers Party), a été évincé du pouvoir en 1979 par les premières élections faisant suite à l'indépendance, en faveur du Sainte-Lucie Labour Party. Il est revenu en force en mai 1982, au terme d'élections organisées après qu'une grève générale eut paralysé l'île pendant cinq jours.

George Odlum, le leader pro-castriste du Progressive Labour Party, un moment ministre des Affaires étrangères, explique en toute liberté assis sur son balcon qu'il est en train « de réorganiser les jeunes au sein de son parti et de les mobiliser pour éventuellement entreprendre des manifestations de rues contre le gouvernement actuel ». Combien d'Etats indépendants de la Caraïbe peuvent se vanter de telles preuves de démocratie ?

### A Sainte-Lucie, il y a autant d'habitants résidant au pays natal que d'émigrés

Aujourd'hui, Sainte-Lucie est l'un des plus importants producteurs bananiers des Iles sous le Vent, qui, à la faveur du déclin de la production jamaïcaine, sont parvenus à contrôler près de 50 % du marché britannique.

La production de la banane à Sainte-Lucie présente la particularité d'être organisée autour d'une firme multinationale, acheteur et exportateur unique : la GEEST Industries Ltd. Les planteurs de l'île se sont regroupés en associations qui achètent les fruits et les transportent jusqu'au port.

La GEEST détient le monopole de toutes les étapes d'exportation, du quai départ au stade de gros, pour toutes les îles des Petites Antilles, anciennement colonies britanniques. De ce fait, les producteurs n'ont aucun droit de regard, ni sur les opérations de transport international, ni sur la formation des prix en Angleterre. Par le biais de nouveaux contrats le gouvernement Saint-Lucien voudrait modifier cet héritage colonial. Mais la partie reste inégale.

Au regard des performances économiques de l'île, le niveau de vie des habitants est moins faible qu'on ne pourrait le supposer. En fait, Sainte-Lucie, tout comme Grenade ou la Dominique, bénéficie de revenus, hors aides internationales, non comptabilisés au niveau national : les devises envoyées de l'étranger par des compatriotes émigrés en Grande-Bretagne ou en Amérique du Nord. On estime généralement qu'il y a autant d'habitants résidant au pays natal que d'émigrés. Dans le cas de certains pays de la région plus pauvres encore, ou de pays au régime politique plus dur, cette proportion peut être doublée.

Parallèlement au chômage, qui touche aujourd'hui 25 % de la population — selon les statistiques officielles — l'émigration est un phénomène de société important. Outre les migrations lointaines, les Saint-Luciens se rendent régulièrement en Martinique pour effectuer des travaux saisonniers. En deux heures de bateau, ils atteignent les côtes martini-

quaises et sont employés, parfois avec des contrats à durée déterminée, mais très souvent illégalement, dans les plantations de canne à sucre où ils effectuent les travaux de coupe, délaissés par leurs riches voisins.

### « Après Bondie, c'est later » : quatre cents sortes de fougère en Dominique

De l'autre côté de la Martinique, au large de la Guadeloupe, des problèmes identiques se posent aux Dominicains (2). Encore plus pauvre, la Dominique avait, elle aussi, viré de bord en 1979, avec l'élection à la tête du pays d'un jeune leader de la gauche modérée, Olivier Seraphin. Mais, en Dominique, le temps s'est arrêté le 9 août 1979 lorsque le cyclone David, après avoir frappé la Martinique, s'est acharné sur l'île.

Depuis, les 75 000 habitants de l'île situent les événements par rapport à l'arrivée de David. Dévasté par deux autres cyclones moins importants au cours de la même année, puis paralysée par une crise politique, la Dominique recommence à peine à vivre normalement.

Il a fallu tout d'abord, grâce à l'aide internationale, remettre le pays en état, après que le vent violent eût arraché jusqu'à l'écorce des arbres. Aujourd'hui encore, les rues de Roseau, la capitale, portent les stigmates de ce cataclysme.

Mais les ressources naturelles de l'île sont nombreuses. « C'est en Dominique que l'on trouve la plus grande variété de fougères au monde, plus de quatre cents sortes » m'explique Deborah, une jeune secrétaire qui ne rêve que d'obtenir une bourse pour aller étudier à l'étranger. « Et il y a autant de rivières que de jours dans l'année. Après Bondie, c'est later » (en créole, après le Bon Dieu, la terre).

Pour Miss Charles, Premier ministre de l'île depuis juin 1980, la diversification des productions agricoles est une des priorités. « Il ne faut plus que nous dépendions à 65 % de la banane qui est si facilement détruite par le moindre vent. Nous sommes décidés à recultiver les citrons verts, des noix de coco, et même du café ». Miss Eugenia Charles, 62 ans, est connue pour ses opinions pro-occidentales. Surnommée la « Dame de fer des Caraïbes », elle rejette cependant toute étiquette politique pour son gouvernement. « Il n'existe aucun capital qui nous permette de devenir capitalistes et nous ne sommes certainement pas communistes, car aucun petit agriculteur dominicain ne serait en faveur de la remise de ses terres à l'Etat, même après sa mort ».

### Deux super-tankers par jour

La personnalité de Miss Charles et l'absence d'ambassadeur dominicain dans les pays étrangers n'expliquent pas entièrement ses nombreux déplacements à travers le monde, ni l'accueil qu'elle y reçoit. En effet, au sud de l'île, le canal de la Dominique qui la sépare de la Martinique, revêt une importance stratégique qui justifie toutes les attentions internationales dont elle fait l'objet. Avec treize millions et demi de tonnes de pétrole brut par an, sept millions de distillats pétroliers annuel et deux super-tankers par jour, le canal de la Dominique se trouve être par le tonnage qui y transite le deuxième détroit en importance dans le Tiers-monde, loin derrière Ormuz, mais devant Malacca. Le président Reagan a lui-même reconnu « l'importance de la route maritime » par laquelle transite bon an mal an un tiers des approvisionnements américains.

Dans ce contexte géopolitique, les réformes actuellement en cours dans les DOM revêtent une importance qui dépasse le simple cadre de la décentralisation.

Les contacts officiels entre Miss Charles et Mme Michaux Chevry, présidente du conseil général de la Guadeloupe, qui ont été mis en place pour régler dans un premier temps, le problème de la délinquance dominicaine, mais, à plus long terme, mettre au point une politique de coopération inter-îles, symbolisent la volonté des pouvoirs publics d'intégrer désormais les DOM dans leur environnement naturel.

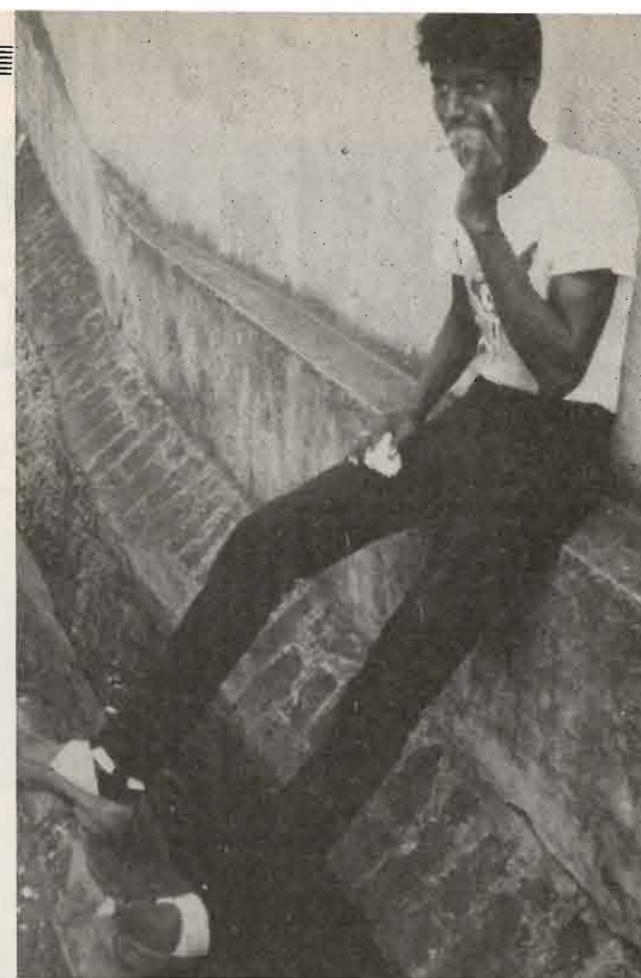
En Martinique et en Guadeloupe où l'on a longtemps fermé les yeux sur les pays voisins, on veut mettre les bouchées doubles. Pour sortir de l'isolement. En décembre dernier les chambres de commerce et d'industrie antillaises l'on dit au président François Mitterrand. « Face à la volonté d'intégration économique de la zone non française... avec la mise en œuvre du projet dit Initiatives du Bassin des Caraïbes (IBC), il est désormais devenu impérieux de ne concevoir toute stratégie de développement des Départements français d'Amérique qu'en tenant compte de leur environnement géographique proche et des moyens qui y sont à l'œuvre ».

### Les Dom subissent un double monopole : celui d'Air-France et celui de la CGM

Pourquoi alors ne pas y avoir pensé plus tôt, malgré les suggestions de nombreux Domiens conscients de la domination économique de la métropole sur leurs pays ?

A vrai dire, l'ampleur de la crise mondiale a accentué de manière dramatique, aux Antilles françaises, le fossé entre un régime social de pays riche et une économie présentant toutes les caractéristiques des pays en voie de développement. A l'heure où l'on parle rigueur et travail, il devient inconcevable de laisser la Martinique et la Guadeloupe s'enfoncer dans un système d'assistance renforcé. « 1983, assistance ou responsabilité » titrait le magazine *Antilla* en présentant ses vœux à ses lecteurs. Henri Pied, son rédacteur en chef explique : « Il y a 400 milliards de centimes qui sont versés par l'Etat à la Martinique contre 90 milliards d'impôts perçus sur place : ce solde négatif mesure notre dépendance... Les choses ne pourront changer que lorsque des entreprises privées martiniquaises ou guadeloupéennes, ou des entreprises nationales de nos deux pays, accéderont majoritairement aux marchés porteurs... Prendre par exemple 51 % du marché des transports, c'est non seulement s'assurer soi-même un service fondamental pour notre communauté, mais pénétrer dans une zone économique mettant en contact 500 000 Antillais résidant en Europe et des millions d'individus résidant dans la zone américano-caraïbe et à partir de là prendre pied dans d'autres secteurs directement liés à cette réalité : le tourisme, le crédit, le transport des marchandises, etc... »

Dans les DOM, le monopole d'Air France pour le transport aérien et le quasi-monopole de la Compagnie Générale Maritime (CGM) sur les mers perpétuent un état de fait colonial. Quant aux transports inter-îles il est pratiquement inexistant dans le domaine maritime : la CGM assure une liaison de porte-conteneurs une fois toutes les quatre semaines avec Barbade et Sainte-Lucie (30 km), une fois tous les quatorze jours avec Saint-Martin et Saint-Barthélémy et une fois toutes les semaines avec Cayenne et Paramaribo. « Pour développer mes activités », m'explique un jeune chef d'entreprise guadeloupéen, « je dois vendre mes produits aux pays voisins. Mais je me heurte à l'absence de moyens de transport et la seule solution qui me reste est d'acheter éventuellement un bateau. Voyez la charge supplémentaire ! ».



Domage, car bien plus que la majorité de Etats environnants les DOM bénéficient d'infrastructures et d'équipements très importants.

Les ports vivent à l'heure de la conteneurisation, bien avant certains ports métropolitains, les aéroports accueillent quotidiennement des avions de tourisme gros porteurs, le réseau routier est excellent et les communications téléphoniques n'ont rien à envier à d'autres pays d'Europe.

Les efforts faits en ce sens depuis des années doivent enfin profiter au développement réels des îles et non à celui d'un secteur commercial tourné essentiellement vers l'import-export avec la métropole. Une plus large autonomie de décisions octroyée aux conseils régionaux et aux conseils généraux ouvrirait une première brèche dans le mur du monopole économique en vigueur. Mais pour opérer un tel retournement de situation il faut plus qu'une analyse pertinente de la situation économique. Il faut du courage politique. □

Anne PITOISSET

(1) Voir à ce sujet « SAS à Grenade » de Gérard de Villiers, Ed. Plon. Un exemple d'anti-castrisme, de violence et de racisme.

(2) Voir DIFFERENCES n° 18 de décembre 1982

### Odeurs de cuisine

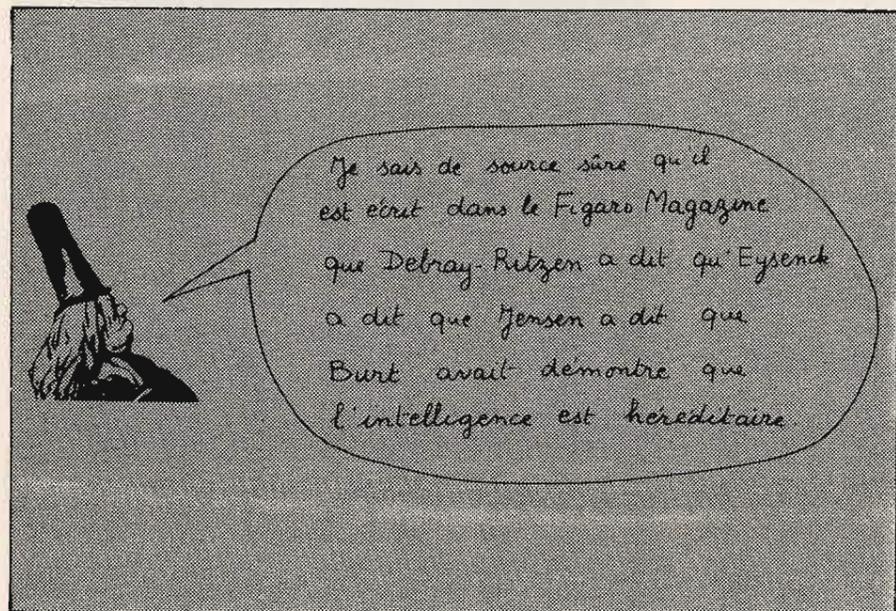
#### TARTE DE PATATES

1 kg de patates douces - 2 œufs - 50 g de farine - 25 g de beurre - 50 g d'amandes - 1 pincée de vanille.

- Cuire des patates à l'étouffée puis les passer en purée.
- A cette purée ajouter les jaunes d'œufs, la farine, le beurre, les amandes douces pilées. Bien mélanger. Vaniller. Mettre en tourtière beurrée et dorer au four.

# LA DIFFÉRENCE EST AUSSI SOCIALE...

Un entretien avec le sociologue Michel Schiff



ANDRÉ SAURET



**T**OUS les ans en France, 280.000 enfants d'origine modeste quittent l'école sans avoir seulement accès à une classe de quatrième « normale ». C'est à eux que Michel Schiff, chercheur à la commission de psychologie du CNRS, dédie son livre « *L'intelligence gaspillée* ».

Depuis toujours il s'est trouvé des gens pour proposer une explication fort simple aux disparités sociales de la réussite scolaire. Si les enfants pauvres, selon eux, réussissent moins bien à l'école, c'est tout simplement parce qu'ils sont bêtes. Ce caractère provient de leurs parents, dont la pauvreté s'explique d'ailleurs par leur manque d'intelligence. Ces idées vieilles comme l'humanité sont encore chroniquement exprimées, au travers d'un discours parfois relevé, et souvent plus hypocrite, par les jeunes loups de la nouvelle droite. Pour étayer leurs propos, ces pourfendeurs d'égalitarisme croient pouvoir appeler la science à l'aide. Michel Schiff montre que des montagnes de chiffres ne peuvent cacher un

raisonnement qui insulte l'intelligence, qu'un verbiage scientifique sans rigueur ni scrupule ne fera jamais qu'un mauvais breuvage.

Après avoir remis les Q.I., l'héritabilité, et l'analyse de corrélations à leur juste place, l'auteur nous présente la démarche et les résultats d'une étude qu'il a menée sur la scolarité d'enfants issus d'une famille modeste mais adoptés et élevés par une famille de cadre. Ces travaux, menés avec une grande rigueur déontologique (les enfants et les familles concernées en ignorent tout) et scientifique (les enfants ont été choisis en toute ignorance de leurs résultats scolaires) débouchent sur des résultats limpides. Les enfants adoptés ont une scolarité en tous points comparable à celle de leurs frères et sœurs d'adoption. Aucune « marque » sociale, inscrite dans leurs chromosomes, ne semble les avoir arrêtés dans leur cursus scolaire.

La lecture de ce livre nous a poussé à interroger son auteur sur les causes réelles, sociales donc, de l'échec scolaire.

**Différences :** « L'intelligence est la chose du monde la mieux gaspillée ». Votre livre commence par ces mots. Il ne s'agit pourtant pas de nous entretenir du sort de quelques « surdoués », mais de l'énorme gaspillage de millions d'intelligences que l'école est incapable, actuellement, de mettre en valeur.

**Michel Schiff :** Cette espèce de mythe du « Mozart assassiné », qui est le cheval de bataille des gens... que vous connaissez, est une vision fautive du problème. L'autre raison pour laquelle j'aime mettre l'accent sur le gaspillage, c'est que cela relativise la problématique de la différence et de la hiérarchie. Lorsque l'on voit les choses sous cet angle, la question de savoir s'il y a des différences, des hiérarchies, même entre les classes sociales, devient un peu une question secondaire, voire réthorique. Puisque tout le monde gaspille tellement son intelligence, on peut dire : « commençons par faire ce qui est possible, après on verra s'il reste des différences ». Cela met donc en perspective toute querelle sur l'inné et l'acquis, sur les différences.

**Différences :** Vos travaux sur le devenir scolaire d'enfants de travailleurs manuels adoptés par des cadres renvoient les thèses héréditaristes aux oubliettes. Or cette étude semble bien être la première du genre. N'est-ce pas, en soi, fort symptomatique ?

**Michel Schiff :** Il faut bien souligner que notre étude ne répondait pas à la question des différences individuelles à l'intérieur d'une famille ou d'une classe sociale. Mais, effectivement, c'est peut-être, en fait, l'aspect le plus intéressant du travail que d'avoir posé directement la question des classes sociales, et il est effectivement symptomatique qu'une étude, certes difficile, mais tout de même réalisable, que d'autres pourraient refaire ou auraient pu faire il y a trente ou cinquante ans, n'ait jamais été faite, avec ce dispositif expérimental précis. Il est révélateur aussi qu'aux Etats-Unis, l'étude qui se rapproche le plus de la nôtre ait porté sur des enfants noirs. Pour fuir le problème des différences entre classes sociales, on s'est intéressé aux Noirs ou aux enfants d'immigrés. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas là des problèmes, liés au racisme, mais c'est une autre problématique, et souvent, on se cache derrière les ethnies parce que l'on a pas envie de voir la problématique des classes sociales.

**Différences :** Vous refusez d'expliquer le succès ou l'échec scolaire par le caractère plus ou moins « enrichissant » du milieu familial. Vous estimez, au contraire, que l'école, par les rythmes qu'elle impose, par le choix qu'elle fait dans ses objectifs et ses critères, est adaptée à une culture, une classe sociale, au détriment des autres.

**Michel Schiff :** En ce qui concerne la « richesse », je crois que dire d'un milieu « cultivé » qu'il est plus « riche », est en partie contestable, parce qu'un enfant qui vit dans une famille d'ouvriers, s'il n'a pas de graves problèmes psychologiques, peut bénéficier, en fait, d'un milieu plus riche au niveau du développement général, qu'un enfant de famille plus aisée. C'est vraiment une question de système de valeurs, et c'est faire de l'ethnocentrisme que de penser que les richesses sont hiérarchisées par la même échelle que les classes sociales. Cela ne veut pas dire que des conditions matérielles très misérables ne produisent pas des conditions psychologiques défavorables, je ne fais pas l'apologie d'une culture de la pauvreté. Mais il est contestable de penser que c'est parce qu'il y a beaucoup de livres dans une maison qu'elle constitue pour autant un milieu plus enrichissant.

**Différences :** Cependant, il existe tout de même des parents analphabètes, même en France, et d'autres qui lisent un livre par jour. Votre position ne minimise-t-elle pas le rôle incitatif, ou au contraire dissuasif du milieu, vis-à-vis de certaines pratiques intellectuelles ?

**Michel Schiff :** Effectivement, j'ai tort de le minimiser si l'on accepte la norme actuelle, c'est-à-dire si l'on estime qu'il n'y a qu'une seule façon d'accéder à la culture et aux symboles, à savoir la manière traditionnelle. Je pense que j'ai

**Différences :** Pensez-vous, comme quelques auteurs, qu'à la limite certains apprentissages ne sont pas acquis à l'école, mais que cette dernière se contente d'observer qu'une partie des enfants, ceux qui proviennent des milieux favorisés, les possèdent déjà ?

**Michel Schiff :** C'est peut-être un peu extrême. Bien sûr, l'adéquation entre ce que l'école demande et ce que la famille propose joue un rôle, mais je crois que l'école, même élémentaire, transmet quand même des connaissances.



ANDRÉ SAURET

raison si on se donne du temps et si l'on pense que ce n'est pas forcément à six ans qu'un enfant aura envie d'avoir accès à la lecture, que cela peut se passer à douze ans et que c'est tout aussi bien. Dans le système compétitif traditionnel, effectivement, la famille joue un rôle déterminant. Si, en revanche, on est plus patient et qu'on a une vue un peu plus optimiste de l'accès à la connaissance, à la culture, aux symboles, à ce moment-là, le rôle de la famille devient bien moins important.

**Différences :** Je ne pense pas tant aux connaissances elles-mêmes qu'à une multitude de mécanismes qui forment le terrain permettant leur acquisition. L'école n'oublierait-elle pas, constatant que certains « suivent », qu'il manque à d'autres des notions, des habitudes que leur milieu n'a pas transmises ?

**Michel Schiff :** C'est vrai, c'est le reproche que par exemple Liliane Lurçat fait à l'école, en disant justement qu'elle ne fournit pas les apprentissages qu'elle est

censée fournir à ceux pour qui elle est censée le faire.

**Différences : On dit aussi que les enfants de milieu favorisé ont l'avantage d'être assez « solides » pour supporter des méthodes pédagogiques médiocres.**

**Michel Schiff :** C'est vrai. Comme ils sont plus motivés pour apprendre, ils sont plus résistants, moins dépendants des facteurs psychologiques. Et puis, tous les parents peuvent le vérifier, un petit coup de pouce de leur part peut

certaine réalité. Mais je crois qu'il n'y a pas seulement cette question-là. Je reviens sur la question des contenus. Si on n'apprenait pas uniquement des choses scolaires, intellectuelles, enfin au sens traditionnel, ce ne serait pas toujours les mêmes qui pourraient poser des questions à leurs parents.

**Différences : A quoi pensez-vous ?**

**Michel Schiff :** A des questions telles que : « Comment ça marche dans ton

faut d'une part une détermination politique de démocratisation de l'école et d'autre part des moyens pour permettre aux enseignants de transmettre les connaissances fondamentales. L'école communale est censée les transmettre, et c'est à la fois du domaine de la pratique, de la recherche, de l'expérimentation et de l'idéologie.

**Différences : Proposez-vous de corriger les inégalités par un enseignement inégal : plus de moyens pour ceux qui ont plus de besoins ?**

**Michel Schiff :** Je n'ai pas d'idée précise sur cette question, je pense que tout dépend de l'esprit dans lequel c'est fait. Si c'est fait dans un sens paternaliste, pour « aider ces pauvres handicapés », je pense que cela ne marchera pas.

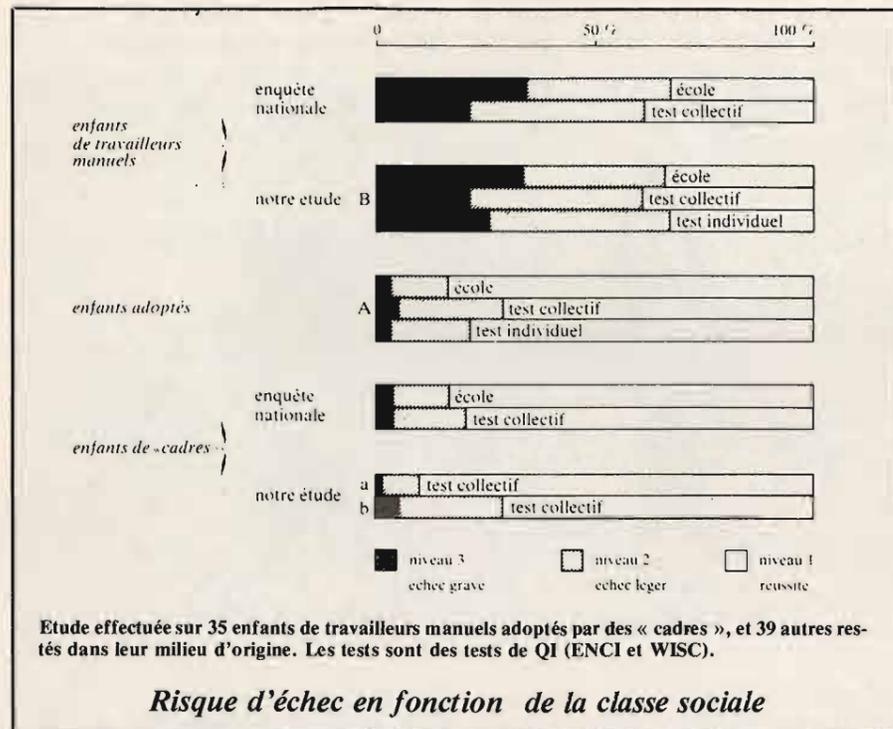
**Différences : On en parle en ce qui concerne les effectifs des classes.**

**Michel Schiff :** Oui, mais je pense qu'il y a peut-être d'autres solutions, qui supprimeraient en particulier ces crispations sur la vitesse et la compétition. Je pense par exemple — c'est un peu hypothétique et il faudra que je vérifie, puisque j'ai l'intention d'orienter mes activités de recherche dans cette direction — à des groupes hétérogènes au sein desquels l'enseignement serait partiellement dispensé par les enfants eux-mêmes. C'est impossible sans abandon de la compétition. A partir du moment où l'on voit l'appropriation du savoir comme un phénomène collectif, comme l'effort d'un groupe d'enfants, l'idée de mettre à part ceux qui vont plus lentement n'est pas forcément la meilleure idée.

**Différences : Les fatalistes ne manquent pas de vous dire : « vos idées sont généreuses, mais vous n'êtes pas réaliste ».**

**Michel Schiff :** Une idée qui m'est très chère, c'est qu'il n'y a pas d'un côté des gens — ceux que les Américains appellent les *soft-hearted liberals*, ceux qui ont le cœur tendre — qui sont pleins de bons sentiments mais qui auraient les idées un peu embrouillées, et de l'autre côté les « réalistes », qui voient les choses comme elles sont. En fait, il n'y a pas de contradiction entre les idées généreuses, les bons sentiments, et une attitude réaliste. En ce qui concerne l'échec scolaire lui-même, la démocratisation est la condition nécessaire de l'élévation du niveau scolaire. Il n'y a pas à choisir entre baisser le niveau général pour ne faire de peine à personne, par générosité, ou accepter l'échec scolaire pour préserver le niveau actuel, par réalisme. Non, au contraire, la démocratisation et l'efficacité vont ensemble.

Propos recueillis  
par Pierre VANDEGINSTE



avoir des conséquences importantes. J'ai un fils de seize ans et demi : en cinq minutes je peux lui expliquer le point obscur qui empêchait la compréhension d'un cours de mathématiques. Cela représente une aide absolument considérable.

**Différences : Il y a là un problème de disponibilité et de compétences. Ceci constitue peut-être un argument de la thèse du « handicap socio-culturel ».**

**Michel Schiff :** Au contraire, c'est précisément parce que l'école actuelle fonctionne ainsi. On pourrait très bien imaginer que la personne « à qui l'on demande » ne soit pas le père ou la mère, mais le maître ou la maîtresse, à condition que l'enseignement soit organisé de manière à ce que logiquement cela soit possible, qu'il y ait le temps, enfin que la classe se fasse différemment, que ce ne soit pas un cours.

**Différences : Vous reprochez donc à l'école de compter sur l'aide des parents.**

**Michel Schiff :** Ce n'est pas moi, c'est tout le monde, cela correspond à une

usine ? », « Qu'est-ce qui se passe quand les ouvriers et le patron ne sont pas d'accord, comment ça se règle ? », « Qu'est-ce que c'est qu'une fiche de paie, comment c'est fait ? ». Il y a beaucoup de mathématiques, il y a de l'histoire, il y a de la sociologie, il y a tout ce que l'on veut dans de telles interrogations.

**Différences : Pour changer la situation, peut-on se contenter d'appliquer des recettes, même nouvelles ?**

**Michel Schiff :** Ce n'est pas dans ce livre, mais je pense qu'on a quand même besoin d'un savoir et d'une théorie pour modifier une situation, parce qu'il ne suffira pas de dire que les théories des dons ou du handicap socio-culturel ne tiennent pas pour que miraculeusement l'école change. Il faut acquérir des connaissances sur ce qui favorise l'apprentissage, ce qui permet aux enseignants de transmettre des connaissances. C'est en partie une question politique, mais c'est aussi une question d'expérimentation. Il

## COMBAT DE CHEREAU ET DE THÉÂTRE

*Différences l'a rencontré avec Michel Piccoli, premier rôle de sa nouvelle mise en scène.*

**C**OMBAT DE NEGRE ET DE CHIENS, monté par un metteur en scène réputé progressiste, dans un théâtre de banlieue, c'était plutôt alléchant pour **Différences**. Dénonciation de l'oppression et de l'exploitation des Noirs par les Blancs (puisque la pièce se passe sur le chantier d'une multinationale en Afrique), discours de bonne conscience blanche à des Blancs, on s'attendait un peu à tout ça.

J'étais donc parti chercher l'Afrique à Nanterre. J'y ai trouvé Nanterre : planté au milieu de la salle, un immense pont en construction, des gravats sur le sol, une caravane pourrie : tout comme cette bretelle d'autoroute restée des années suspendue dans le vide, à deux cents mètres derrière le Théâtre des Amandiers.

Toutes la pièce est là : ce n'est pas l'Afrique, ce sont des Blancs qui parlent des Noirs aux Noirs, et un Noir qui dit ce qu'il veut aux Blancs. Michel Piccoli disait après la représentation : « Il ne faut surtout pas y voir une pièce à thèse. Si antiracisme il y a, il suinte partout, dans le discours impossible de Horne (le chef de chantier qu'il incarne), dans tout ce qu'il prétend connaître, et aimer, de l'Afrique et des Africains. C'est toujours le même vieux rêve libéral de la coopération, la même peur de l'encerclement, que j'ai retrouvée chez un chef d'entreprise rencontré par hasard, et qui est installé en Afrique. Le même mythe de l'Afrique mystérieuse et impénétrable, qui pousse les touristes à aller s'enfermer au Club Méditerranée du Sénégal »

### Le piège de l'exotisme

Horn rêve d'une ville, grande comme la moitié de la France, où on installerait, de Strasbourg à Perpignan, l'humanité toute entière. Le reste du monde serait une réserve, l'Afrique enfin calme, belle... et vide. La vieille coopération à la coloniale : je te donne un emploi, tu me donnes ta force de travail. Tout cela dit à plat, à Alboury, le personnage noir de la pièce, qui ne le conteste pas, mais préfère que pour ne pas se rencontrer dans cette ville les Noirs sortent le



matin, et les Blancs l'après-midi, « comme en Amérique ».

Aucune remise en cause. L'auteur de la pièce ne veut pas parler à la place des Africains. Et Patrice Chéreau a choisi de monter la pièce ainsi. A la fin de la représentation, on parlait de Tchekov, de sa façon de ne pas traiter les thèmes qu'il aborde : « C'est bien plus efficace comme ça. Je voulais considérer ce regard des Blancs installés en Afrique de l'intérieur, le montrer tel qu'il est. Il fallait aussi éviter le piège de l'exotisme : les deux baroudeurs installés sous une véranda, le whisky, la sueur, les échanges au dessus d'un poker quelconque, et l'Afrique inquiétante qui palpète tout autour. Le danger de cette mise en scène, c'est la véranda. Les Américains ont monté la pièce comme ça, naïvement. Le pont du décor sert à éviter ce genre d'interprétation ».

On ne rentrera pas dans le débat, mais on ne peut pas nier l'efficacité du travail. Distancier dans ce cas, grossir le trait, c'est déjà condamner. Et ça, le spectateur doit être capable de le faire seul. Pendant deux heures et demie, se dévident les poncifs de la supériorité blanche. Côté blanc, le culte de l'ins-

tinct et de la force, le sentiment de sa déchéance, la revendication de la connaissance du nègre, le désir de communiquer avec lui dans une fraternité aussi égalitaire que momentanée.

Côté noir, la dénonciation du mensonge inscrit dans les Blancs, ou plutôt dans leur rôle en Afrique, le refus de communiquer. Pendant qu'on se tortille sur les bancs durs de Nanterre, toute cette idéologie s'articule, exhibe sa cohérence

On peut toujours pincer les lèvres, suspecter l'auteur de se livrer au différentialisme à la mode qui « constate » chez les Blancs et chez les Noirs un tel écart historique, mental, idéologique, qu'il ne peut qu'enregistrer l'échec a priori de toute communication entre les races ainsi rétablies, sur fond d'Afrique étrange et étrangère. N'empêche que sur la scène et dans le public, ça marche très fort pour l'antiracisme. Au moins deux idoles s'écroulent : sortent en pleurant les nostalgiques d'une coopération paternaliste, à la Lyautey. Quant aux affamés d'une Afrique fascinante et surtout muette, ils voient se lézarder les masques nègres de leur salon.

Jean-Michel OLLE

# QUE VOULAIENT DIRE NOS STARS ?

Pour le 8 mars, quelques clichés de femmes du cinéma français.

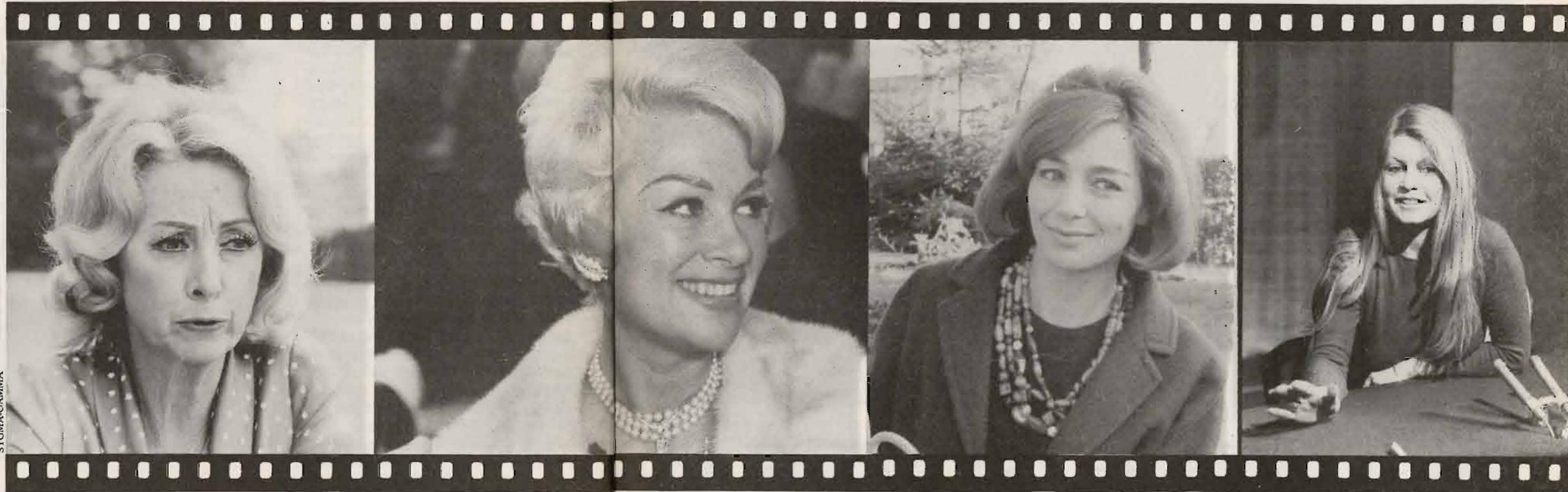
La libération, les metteurs en scène, tous des hommes, sont à de rares exceptions près, ceux qui faisaient déjà des films avant guerre. Il faudra attendre la moitié des années cinquante pour qu'un autre type de femme, différent de celui d'avant-guerre surgisse sur les écrans. Jusque là, on retrouve les mêmes personnages de petites bourgeoises sentimentales auxquelles s'ajoutent deux modèles, une idéale et respectable, souvent incarnée par Danielle Darrieux, et l'autre « parisienne » et frivole, que représente Martine Carol. Il n'y a pas là mystère : non seulement les réalisateurs, les producteurs de films pèsent sur cette image mais aussi les grands courants de la société sont renvoyés en échos plus ou moins distincts sur l'écran.

Faut-il rappeler que le vote des femmes en France date de 1946 ? Simone de Beauvoir publie *Le deuxième Sexe* en 1949 : que l'anatomie ne soit plus un destin, c'est ce que commence aussi à faire admettre un mouvement qui naît dans ces années là, le Mouvement français pour le planning familial.

## Et Dieu créa la femme

La première figure féminine au cinéma qui ne soit plus respectueuse de toutes les institutions qui s'attardent à maintenir la femme dans son destin (mariage, maternité...) est celle de Juliette, Brigitte Bardot, dans *Et Dieu créa la femme*. Elle échappe au rôle d'objet sexuel que l'on a tenté de lui faire jouer par la suite. Voilà ce qu'en écrivait Simone de Beauvoir en 1959 : « Ses vêtements ne sont pas des fétiches, et lorsqu'elle se dévêt, elle ne dévoile pas de mystère. Elle montre son corps, ni plus ni moins, et il est rare que ce corps s'installe dans l'immobilité. Elle marche, elle danse, elle va et vient. Son érotisme n'est pas magique mais agressif. » (1) Juliette au cinéma est la sœur de l'héroïne du roman de Françoise Sagan, *Bonjour tristesse* qui vit dans l'insouciance et le refus de la maternité. Ces deux femmes sont des bourgeoises, mais la valeur d'exemple que prend ainsi l'affirmation de leur volonté d'autonomie dépasse les limites de leur classe. Brigitte Bardot incarnera par la suite d'autres personnages de femmes en rupture, mais les réalisateurs, les scénaristes misogynes « s'arrangeront » pour la faire mourir à la fin de *La Vérité* (Henri Georges Clouzot, 1960), de *Vie Privée* (Louis Malle, 1962), du *Mépris* (Jean-Luc Godard, 1963). Les mutations de la société précédent, parfois, celles du cinéma.

Il arrive aussi que le cinéma dise tout



Quatre « grandes » du cinéma : Danièle Darrieux, Martine Carol, Emmanuelle Riva, Brigitte Bardot.

haut ce que les Français voudraient taire.

*Hiroshima mon amour* qui vient de ressortir, date de 1959 ; l'intellectuelle, Emmanuelle Riva dans ce film, se montre pour la première fois. Ce film de l'époque de la guerre d'Algérie est le premier aussi au générique duquel figure le nom de Marguerite Duras. Avec le réalisateur, Alain Resnais, elle choisit de faire un film qui « en finit avec la description de l'horreur par l'horreur »... « En se fondant sur un personnage de femme, c'est-à-dire un individu que son éducation et la fonction sociale à laquelle il est destiné tiennent habituellement hors du vif de l'histoire, ils (Resnais et Duras) avaient établi un lien entre le génocide et la petite mort collaboratrice. Entre elle, seule et les autres, tous les autres anéantis... Hiroshima mon amour qui par son signifié évoquait surtout l'après-guerre et la bombe parlait à cette génération, des guerres coloniales et de l'Algérie en particulier. » (1)

Les films sur la guerre d'Algérie sont encore rares aujourd'hui. Plus rares encore y sont les femmes qui y soient

autre chose que la femme au foyer du rappelé (*RAS* d'Yves Boisset). Quelques unes échappent à ce destin de figuration dans l'Histoire : Léa Massari dans *L'Insoumis* d'Alain Cavalier : elle y joue une avocate qui défend le FLN ; Nicole Garcia, Françoise Thuries, les deux femmes de Henri Alleg et de Maurice Audin dans *La Question* de Laurent Heyneman (1976). Le recours à la fiction imposé au réalisateur par la loi d'amnistie banalise pourtant la portée du témoignage historique.

## Le retour des gros calibres

Dans *Le Point du Jour* de Louis Daquin, 1949, Loleh Bellon incarne un personnage rare dans le cinéma français de l'époque : l'ouvrière. Femme de mineur, elle déclare ne pas vouloir « passer sa vie entre le poêle et le bac à laver ». Plus qu'un geste émancipateur, elle affirme participer sur tous les fronts à l'œuvre de reconstruction nationale. Mais il faudra attendre les films d'après Mai 68, comme *Coup pour coup* de

« Ses vêtements ne sont pas fétiches, et lorsqu'elle se dévêt, elle ne dévoile pas de mystère. Elle montre son corps », disait d'elle Simone de Beauvoir.

M. Karmit pour voir surgir d'autres images d'ouvrières. Dans ce film en particulier, des ouvrières qui ont fait les grèves de 36 se racontent.

Les paysannes sont aussi les grandes absentes du film français. Il faut des luttes récentes, au Larzac, en Bretagne, pour que les films de Philippe Haudiquet, de Nicole le Garrec leur donnent la parole. On attend le *Retour à Farrebique* de Georges Rouquier pour voir si là aussi, les paysannes, absentes du premier *Farrebique* (1946) vont rattraper trente-six ans de retard !

Tous les mouvements de libération des femmes ont concouru à imposer dans les lois sinon encore dans les faits le droit à l'avortement, à la contraception. Présents directement dans des films féministes, comme le très beau *Mais qu'est-ce qu'elles veulent* de Coline Serreau, ces mouvements ont fait, un temps, entendre leurs voix jusque dans le cinéma commercial.

Si certains font des films ouvertement natalistes, *Confidences pour confidences* de Pascal Thomas par exemple, à l'inverse, une femme, Agnès Varda,

chante les joies du corps et de la maternité volontaire, sans le simplisme d'un manifeste, ni l'autorité méprisante des discours natalistes.

Après avoir vu les idées féministes se frayer un tout petit chemin dans quelques œuvres commerciales : des ouvrières occupent le bureau pour en faire une crèche dans *Vas-y Maman* par exemple, on assiste ces derniers temps à un retour en force des gros calibres du cinéma commercial, incarnés alternativement par Delon ou Belmondo, héros vedettes de leurs films où les femmes occupent les rôles traditionnels de faire valoir, d'accessoires dramatiques. Séduites pour être mises hors d'état de nuire à la grande entreprise du héros, elles ne sont que tolérées, au bout du compte. Compagnon silencieux d'Alain Delon, Anne Parillaud ne fait aucune apparition en dehors des films Delon, ou plutôt si, dans des spots publicitaires. Quand s'achève *Le Battant*, on nous apprend que la victoire ne pouvait être, que si la demoiselle n'était pas dans la confidence. Et Delon d'adresser un « Pas si

*bête* » à la misogynie dans la salle.

Qu'en est-il de l'égalité des chances derrière les caméras ? Au sortir des écoles de cinéma ? Le bulletin de ce mois de l'agence femmes information, *A FI*, nous apprend que toutes catégories confondues les femmes constituent 22 % des travailleurs du cinéma. Pourtant aucune ouvrière sur les plateaux, alors qu'on en trouve dans les studios anglais. La structure professionnelle ne correspond pas aux sorties des écoles.

Entre 1976 et 1977 le nombre de films de femmes a culminé à 7 % de la production totale et le pourcentage décroît depuis.

Voilà bientôt cinq ans qu'un festival de films de femmes dans la banlieue parisienne fait circuler, voire aide à la diffusion quantité de films qui existent, mais qui doivent braver la paresse et la misogynie des circuits ordinaires (*voir agenda*). A quand l'égalité des chances dans ce domaine ?

Christiane DANCIE

(1) Cité dans *Ciné modèles, cinéma d'elles* de Françoise Andé (L'âge d'Homme éditeur, 1981).



Le colonel Largeau passant ses troupes en revue au Borkou (1913).

## LA COURSE AU TCHAD

*La « Belle Epoque », celle des bals au Moulin-Rouge et du French Cancan, fut aussi l'une des plus sanglantes de la colonisation.*

**1899** « La belle Epoque » ! Le siècle s'achève aux accents de la Toca, Matisse perce sous Monet, Dreyfus vient d'être grâcié. A Vienne Freud fonde la psychanalyse et en Allemagne Planck la théorie des Quantas. De Londres à Trieste et de Paris à Moscou, la civilisation occidentale atteint à cette perfection et à cette aphélie qui induisent à concevoir, avant même de le percevoir, que peut-être elle est mortelle.

L'Europe domine le monde ou peu s'en faut. Le partage de l'Asie et de l'Afrique par les Puissances s'achève. Mais déjà, à travers la violence des maîtres et la souffrance des peuples se dévoile le parcours d'un négatif dont le XX<sup>e</sup> siècle apprendra à connaître toute l'horreur.

La guerre des Boers qui ravage l'Afrique du Sud est le premier banc d'essai des armes et des techniques qui seront celles de la future guerre mondiale. Au centre du continent la Grande-Bretagne et la France se livrent à une course de vitesse vers l'ombilic tchadien qui va mettre un point final à

la conquête de l'Afrique Noire. L'échec de la Mission Marchand en 1898, arrêtée à Fachoda sur le Haut-Nil par Kitchener, permet désormais aux Britanniques d'établir à l'Est une domination continue du Caire au Cap. A l'Ouest les Français qui viennent de relier les possessions du Soudan et du Dahomey entendent maintenant faire la jonction avec leurs territoires d'Afrique du Nord d'une part et de l'Oubangui-Chari-Congo, d'autre part. La convention franco-britannique du 14 juin 1898 satisfait sur le papier à ces ambitions qu'il faut dès lors concrétiser rapidement sur le terrain par une expédition militaire, prélude nécessaire à un contrôle effectif des zones d'influences accordées. Les ministères des Affaires Etrangères et des Colonies décident donc de l'organisation de trois missions qui convergeront vers le lac Tchad afin d'y assurer la présence indiscutable de la France vis-à-vis à la fois des Anglais au Nigéria et des Allemands au Cameroun. Une fois réunies, les trois colonnes devront soumettre le Royaume de Rabah, dernier des grands Etats africains indépendants au cœur du continent.

Du Sud algérien, à travers le Sahara partit la mission Foureau-Lamy. Du Congo, remontant la vallée de la Haute-Sangha, ce fut la mission Gentil. Enfin, de l'ouest soudanais vers l'Est, la mission « Afrique Centrale » fut commandée par les capitaines Paul Voulet et Julien Chanoine. C'est du déroulement de cette dernière dont il va être question ici car elle va laisser sur son passage une telle accumulation de crimes, de massacres et de dévastations qu'elle peut être considérée non seulement comme l'un des moments les plus sombres de la conquête coloniale française mais aussi, hélas, comme la préfiguration des méthodes et de la barbarie des guerres du siècle naissant.

### Le pillage de Ouagadougou

Voulet a 33 ans, Chanoine, fils du ministre de la Guerre, 25 ans. Jeunes officiers, ils ont déjà une grande expérience coloniale. En 1896-1897, ils ont mené les campagnes en pays Mossi (Haute-Volta actuelle) qui se sont terminées par le pillage d'Ouagadougou et où ils ont fait une première démonstration de leur sauvagerie. Dans le Fouta-Djalou, par exemple, ils firent enfumer dans des grottes les habitants des villages qui résistaient (vieille technique déjà utilisée lors de la conquête de l'Algérie). Fin 1899, Voulet va lever au Soudan, contre promesses de butins et de captifs, les 600 tirailleurs bambaras qui formeront la colonne tandis que Chanoine retourne au Mossi recruter de force 800 porteurs. Le regroupement s'effectue le 2 janvier 1899 à Sansanné-Houassa, sur le Niger, au nord du poste de Say. L'encadrement européen comprend en outre les lieutenants Péteau, Pallier, Joalland, le médecin militaire Henric et trois sous-officiers, Laury, Bouthel et Tourot.

Mais, avant même de partir, plus de 150 porteurs sont morts, faute de soins et de nourriture ou même purement et simplement exécutés (à la baïonnette pour économiser les balles) pour n'avoir pas la force de supporter leur fardeau. Les premiers jours de janvier sont alors consacrés à des raids sur les villages voisins pour compléter les effectifs manquants. Les récoltes et les cases sont systématiquement brûlées et les femmes et les enfants tués pour l'exemple. Ainsi, à Sansanné-Houassa, 50 femmes et 50 enfants sont massacrés le 9 janvier (toujours à l'arme blanche). Du 9 au 27 janvier, descendant la vallée du Niger, la colonne détruit Karma, Namaro, Niamey et ses environs, Liboré, Handalaye, Dounga, etc... Les morts se comptent déjà par centaines. Le lieutenant Péteau, en opposition à ses chefs, quitte la mission le 30 janvier. Il fera parvenir en France les premiers témoignages sur les exactions commises, bientôt confirmés par les autorités françaises de Say. La mission, pour éviter tout contact avec celles-ci, contourne d'ailleurs la ville pour poursuivre sa route jusqu'à Gaya, à 150 km en aval, à la limite de la zone anglaise.

### Affrontements autour des puits

Ce n'est qu'à partir de ce point atteint le 16 février, que la mission, remontant la vallée du Dallol Maouri, va réellement commencer sa progression vers l'Est, vers Zinder puis le Tchad. Dans cette région sahélienne où les points d'eau sont rares en saison sèche, la progression de la colonne est lente. Il faut la diviser en plusieurs détachements pour éviter les bousculades et les affrontements autour des puits, voire parfois l'assèchement de ceux-ci. Et le même scénario se répète désormais tragiquement routinier : après la levée du bivouac à l'arrière-garde, le village, généralement abandonné par ses habitants, est pillé puis brûlé, tel Karma le 21 février, Dioundiou le 2 mars, Karakara le 18 mars, etc... Le



Le bar du Moulin-Rouge, gravure de Sager.

27 mars la colonne s'immobilise à Matankari. Elle va y rester jusqu'au 15 avril car Voulet hésite sur les décisions à prendre quant à la poursuite de la mission. Deux solutions s'offrent à lui : la première consiste à respecter l'accord de la convention de 1898 et l'oblige à remonter vers le Nord-Est pour rejoindre Tahouat avant de redescendre vers le Sud-Est en longeant d'aussi près que possible l'arc de cercle de cent miles décrit autour de Sokoto qui marque la limite de la zone anglaise, la seconde, en violation du protocole franco-britannique, lui permettrait de couper court vers Zinder à travers le Gobir en rejoignant les vallées de la Goulti N'Rima et de la Goulti N'Maradi. Si remonter vers le Nord équivaut à un échec certain vu les difficultés d'approvisionnement en eau, couper l'arc de cercle constitue une désobéissance grave, une faute passible du conseil de guerre. Mais le conseil de guerre, depuis trois mois qu'ils pillent et massacrent, Voulet et Chanoine savent qu'ils ne peuvent l'éviter que par un succès complet de leur mission. Ils savent que Péteau et le capitaine Grandeyrie, chef de poste de Say, ont dû faire des rapports sur les débuts sanglants de leur marche dans la vallée du Niger. Finalement, le

16 avril, Paul Voulet franchit son Rubicon et s'engage en zone britannique. Désormais hors la loi, il rompt tout contact avec la métropole et les autorités coloniales. Il est devenu un chef de bande dont la violence ne connaîtra plus la limite, « lancée comme un boulet de canon du Niger vers le Tchad », selon une expression de la commission d'enquête.

Le 16 et le 17 avril la troupe attaque et détruit les villages de Lougou et de Tougana. Pendant ce temps, à Paris, le ministre des Colonies a décidé de relever Voulet et Chanoine de leur commandement. Le lieutenant-colonel Klobb, chef de poste de Tombouctou, est chargé de reprendre la mission en main. Il s'élance à la poursuite de celle-ci en mai 1988, accompagné du lieutenant Meynier.

Le 9 mai Voulet et Chanoine assiègent le gros bourg fortifié de Birni N'Koni où sont réfugiés 15 000 habitants. Le lieutenant Joalland ouvre une brèche au canon dans le « Tata » en terre séchée. Les tirailleurs montent à l'assaut et massacrent tout ce qui vit. Les survivants qui tentent de fuir à l'autre extrémité de la ville sont accueillis par des feux de salves qui les abattent jusqu'au dernier. Il faudra cinq jours pour enterrer les cadavres. Après le bain de sang de Birni, Voulet et Chanoine, mais aussi les autres membres de la mission, emportés par le délire sadique, semblent pris dans un engrenage de dévastations et d'excès sans frein, sans fin. Le journal du lieutenant Meynier, évoquant les crimes effroyables dont ils suivent les traces avec Klobb avant de rattraper la colonne : « *Doundahé, Maraoua furent les principales étapes avant d'arriver à Birni N'Koni. Ici, nous pûmes lire sur le sol et parmi les ruines de la petite cité les diverses phases de l'assaut, de l'incendie et du massacre... Les fossés avaient été remblayés par endroits pour servir de fosses communes... Plus la colonne avançait, plus ces spectacles macabres devenaient fréquents et horribles. C'étaient autour du grand village de Tibéry les cadavres de dizaines de femmes pendues dans les bosquets environnants. Ou bien, à la croisée de deux pistes, on découvrait le cadavre de quelque guide, soupçonné d'avoir voulu égare la mission... Dans les villages rencontrés, les puits sont presque partout comblés ou pollués par des monceaux de cadavres... ».*

### Un engrenage sans fin, sans frein

Après Birni vinrent en effet les massacres de Rima (26 mai), Sabon Birni (2 juin), Tabiri (23 juin), Koran-Kalgo (3 juillet) où Meynier notera deux cadavres de fillettes (neuf et dix ans) suspendus à une grosse branche d'arbre. Le 10 juillet, Klobb arrive à Guidam Boulou que Voulet a quitté la veille. Il lui envoie quatre saphis porteurs d'un message lui donnant l'ordre de lui remettre le commandement de la mission. Le 13 juillet les saphirs reviennent avec une longue lettre de Voulet accusant Klobb de vouloir le supplanter par ambition personnelle et pour usurper la place de « héros du Tchad ». En conclusion, il lui fait savoir qu'il s'opposera, y compris par la force, à toute tentative de l'arrêter. Klobb renvoie les messagers avec une nouvelle lettre dont il n'aura jamais de réponse : le 14 juillet à 7 heures du matin, les trente-cinq tirailleurs de Klobb et Meynier sont soudain face à la ligne de feu des sections de Voulet, disposés en ordre de combat. Le capitaine rebelle, qui a arraché ses galons, donne l'ordre de tirer. Ses tirailleurs hésitent, tirent en l'air. Voulet, revolver au poing, s'énerve et crie : « *Tirez, nom de Dieu, visez les Blancs* ». Feux de salves, les deux officiers s'écroulent, Klobb tué, Meynier blessé. Les tirailleurs réguliers s'enfuient. Voulet fait cesser le feu. Puis, faisant porter Meynier, il rejoint le campement de la mission où il met au

courant ses compagnons de ce qui vient de se passer. Conscient de l'irréversible, il les exhorte à partager avec lui son rêve de puissance et de gloire :

« *A présent, je suis hors la loi, ni français, ni anglais. Je vais partir à travers l'Afrique et me créer un Empire. On essaiera peut-être d'avoir ma peau mais pour l'avoir, il faudra dépenser cinq ans et un million. Je vais courir le monde, librement, sans personne au-dessus de moi et ma vie sera heureuse... Et vous, voulez-vous m'accompagner à travers l'Afrique ? Vous devez aimer les aventures, et vous en aimez avec moi* ». Mais à part Chanoine, co-responsable du drame, les autres officiers demandent à retourner au Soudan. Voulet les laisse partir le 15 juillet.

### Le bon vouloir de deux capitaines

Leur départ intrigue les tirailleurs. L'un d'eux, le sergent Suley Traoré, qui auparavant a servi sous Klobb à Tombouctou, ne va pas accepter la nouvelle situation. Il connaît la force inexorable du système colonial et juge illusoire les projets des insurgés. Il sait surtout que pour eux, africains, « l'aventure », c'est l'assurance de ne jamais revoir le pays bambara, de poursuivre sans espoir de retour une errance dont la fin ne peut être que tragique. De plus, les autres « blancs » partis, la discipline va s'exercer hors de tout règlement selon le bon vouloir des deux capitaines qui, à plusieurs reprises, ont manifesté les preuves d'une cruauté sans faiblesse. Chanoine n'a-t-il pas fait fusiller le tirailleur Moussa Koné pour avoir perdu 124 cartouches ? Puis, deux auxiliaires qui avaient renoncé à poursuivre un tireur isolé lors d'une escarmouche ? Voulet, lui, a fait passer par les armes un tirailleur qui avait approché de trop près l'une des femmes de son harem. Les châtiments corporels sont en outre incessants. Le 16, alors que la colonne se regroupe à Maygiri, Suley Traoré rassemble les chefs de section. La révolte gronde. Chanoine sort de la case où les chefs étaient en train de déjeuner, et, fou de rage, charge les mutins. Il est tué net avec son planton. Voulet s'enfuit avec sa « femme » targuiya qui l'abandonnera dans la nuit. Il sera abattu le lendemain matin. Traoré fait retour au campement de Nafouta où se trouvent encore les autres européens. Le lieutenant Pallier prend le commandement de la mission, et dès le 25 juillet, reprend la marche vers Zinder. La ville sera pillée le 30 juillet. Une nouvelle mutinerie éclate : Pallier doit retourner au Soudan avec le gros de la troupe. Après avoir fait décapiter le sultan Ahmadou, Joalland, Meynier et 170 volontaires poursuivent vers le Tchad qui sera finalement atteint le 23 octobre 1899. En février 1900 les trois missions sont réunies. L'écrasement du royaume de Rabah sera effectif après la violente bataille de Kousseri (22 avril 1900) où Rabah et Lamy sont tués.

### Le témoin meurt de la fièvre jaune...

L'ère des conquêtes close, le martyrologue des populations africaines, on le sait, ne fait que commencer. En 1901, l'affaire Voulet-Chanoine souleva quelques passions au Parlement, mais plus en raison de l'assassinat de Klobb que des exploits sanguinaires des deux personnages. Une commission d'enquête sera formée, le temps que Pallier, principal témoin, meure à Saint-Louis de la fièvre jaune. Puis le silence et l'oubli. Joalland et Meynier finiront généraux et écriront leurs mémoires à la gloire « des conquérants du Tchad ». Pourtant encore aujourd'hui, entre Niamey et N'Djaména griots et conteurs savent et chantent les blessures de cette époque, matrice de notre modernité.

F.B.

# Lu Vu Entendu

## LIVRES

□ **La parole confisquée** éd. L'Harmattan

Un homme, d'autres hommes, étouffés, manquant d'air dans leurs cellules humides. Ils ressassent le drame terrible, qui a fait d'eux, parce qu'ils auraient voulu donner une vie digne de la vie aux êtres qui jusqu'alors n'avaient pas la parole, des numéros anonymes. Ces gens sont prisonniers, jugés au procès de Casablanca en 1977, condamnés à 10, 20 ans d'incarcération, les uns torturés à mort comme Abdellatif Zeroual, étudiant en philosophie, tous soumis nuit et jour aux brimades destinées à tuer pensées, désirs, espoir...

Mais rien n'a pu être brisé et les textes publiés dans *La parole confisquée*, textes nés malgré la douleur, la maladie, la crainte sans doute, nous apportent une émotion extraordinaire que ressentiront ceux qui croient en la vérité : Adberrahim Aferki, lycéen, Ahmed Habchi, instituteur, d'autres et d'autres encore, écrivent avec leurs ongles sur les murs : « *les chaînes de l'oppression se briseront* », noircissent quelque papier trouvé par hasard, afin de dire l'amour pour une partie déchirée, l'amour pour les leurs : « *Ma très chère mère, le froid du soir n'est pas parvenu à vaincre la tristesse de ce jour qui m'a apporté ton visage, tes propos au cours de ta visite. Ton visage dégageait une odeur au goût étrange, celui de nos souffrances. Il se prolongea en moi, semblable à des rivières creusant leur lit, fleurissant de nostalgie, comme le printemps fleurit ce pays* ».

□ **Variations sur le thème musical** de M. Touche et J.J. Delyck. Ed. les cahiers de Vauresson.

Un gros travail collectif, fait de textes, d'interviews, d'expériences, de tables rondes, réalisé par le Centre de Formation et de recherche de l'éducation surveillée, qui tente de définir les apports de la musique dans la vie quotidienne et la pratique pédagogique des foyers. A commander au CFRES, 54, rue de Garçhes, 92420 Vauresson J.R.

□ **L'identité provisoire**, de Jacques Lévy-Stinger, éd. du Piranha.

Les cris, la mémoire en lambeaux d'un juif athée et communiste dont le sommeil est parsemé de cauchemars et d'insomnies, tout au long des événements du siècle. De la révolution d'Octobre à la lutte contre le fascisme, de Freud à Apollinaire, « *le cul, la tête, le style entre deux chaises* », Jacob mène le combat contre l'ange et l'humain, en une succession d'instantanés existentiels et originaux. Il revendique sans cesse le droit à la différence et force presque « *l'Histoire* » à entendre son désir de liberté...

Un témoignage majeur d'une authenticité extrême et dépouillée, qui chemine vers le rire et l'oubli à la recherche d'un autre imaginaire. D.C.

□ **La République Sud-africaine** de Marianne Cornevin, éd. PUF

Un *Que sais-je* à lire absolument, pour approcher ce pays dont on condamne le régime raciste sans bien le connaître, et que l'on condamnera encore plus en le connaissant. Une étude de l'apartheid mise en relation avec le potentiel économique de la RSA, qui laisse rêveur sur ce que pourrait être ce pays si... L'analyse du rapport des forces actuelles ne permet toutefois pas d'espérer de solutions à court terme. Peut-être faut-il compter sur l'évolution des populations noires, qui en l'an 2000 seront à 75 % urbanisées, donc scolarisées, et quatre fois plus nombreuses que les blanches.

□ **Du visage**. Textes réunis par M.J. Baudinet et Ch. Schalter, éd. Presses universitaires de Lille. Un ouvrage rassemblant des approches très diverses du visage humain. A lire particulièrement, l'étude de M.J. Baudinet et Michel Indergrand : « *Lecture raciste du visage. Quelques notes sur Narcisse Horrifié*. Au delà du florilège qui rassemble la physiognomonie de Lavater, les descriptions des personnages du *Livre de la Jungle*, en passant par la tristement célèbre littérature sur le nez juif, on s'aperçoit qu'on retrouve toujours dans le discours raciste les mêmes thèmes : l'animalité, la pureté, la négation de l'individualité : « *le discours raciste se déclare inapte à saisir les différences, celles qui distinguent un juif d'un autre...* »

□ **All by myself**, de Christian Blackwood

L'histoire bouleversante d'une femme à la personnalité fascinante. Eartha Kitt, l'une des plus grandes chanteuses noires américaines, la révélation des années 50. Aujourd'hui, elle vit seule. Dans son jardin, démaquillée, les larmes aux yeux, elle parle de sa solitude, de son refus de tout compromis, de son désir d'amour. On la suit en Caroline du sud où naquit, pauvre, fille de mère célibataire qui mourut empoisonnée et dont le souvenir la hante. En alternance avec des extraits de concerts, Christian Blackwood, caméra interposée, dévoile d'autres aspects de la chanteuse : tantôt mère dévouée et admirative, tantôt enseignant la danse aux enfants noirs des quartiers pauvres, tantôt en « représentation », participant à des réunions mondaines ou donnant des interviews, et rémémorant l'embarras qu'elle causa lorsque, invité par Mme Johnson à la Maison Blanche, elle fit de virulentes déclarations contre la guerre du Vietnam. A aucun moment le spectateur ne se pose en voyeur. On est avec elle comme si elle était avec nous. C.J.

□ **Hamlet**, de W. Shakespeare. Théâtre de Chaillot.

Le parti pris d'une longue perspective, blanche et nue, le parti pris d'un écran sobre et désert comme pour mieux mettre en valeur la fragilité et la force, la raison et la démence du prince Hamlet de Danemark. Le parti pris d'Antoine Vitez de faire jouer le texte dans son intégralité (soit plus de cinq heures) qui permet de mieux comprendre, de mieux approcher, mieux aimer Hamlet. Le parti pris aussi de présenter une œuvre de tous les temps, ce parti pris là étant celui du toujours actuel William Shakespeare, cet auteur qu'on ne finit pas de découvrir. A.R.

□ **Le Maghreb**, par Mohsen Toumi, éd. PUF « Que sais-je ? »

Cela aurait pu être une gageure de présenter les trois pays du Maghreb dans les sacro-saintes

128 pages, calibre obligé, de la célèbre collection des PUF. Un chercheur tunisien a réussi à tenir ce pari, sans prétendre à l'exhaustivité, offrant un clair petit manuel, présenté sous l'angle de l'unité géographique, puisque l'histoire ne suit pas encore, donnant les clefs politiques, économiques et ethniques des trois pays concernés, envisagés, cas par cas, dans leurs structures modernes. Y.T.

□ **All by myself**, de Christian Blackwood

L'histoire bouleversante d'une femme à la personnalité fascinante. Eartha Kitt, l'une des plus grandes chanteuses noires américaines, la révélation des années 50. Aujourd'hui, elle vit seule. Dans son jardin, démaquillée, les larmes aux yeux, elle parle de sa solitude, de son refus de tout compromis, de son désir d'amour. On la suit en Caroline du sud où naquit, pauvre, fille de mère célibataire qui mourut empoisonnée et dont le souvenir la hante. En alternance avec des extraits de concerts, Christian Blackwood, caméra interposée, dévoile d'autres aspects de la chanteuse : tantôt mère dévouée et admirative, tantôt enseignant la danse aux enfants noirs des quartiers pauvres, tantôt en « représentation », participant à des réunions mondaines ou donnant des interviews, et rémémorant l'embarras qu'elle causa lorsque, invité par Mme Johnson à la Maison Blanche, elle fit de virulentes déclarations contre la guerre du Vietnam. A aucun moment le spectateur ne se pose en voyeur. On est avec elle comme si elle était avec nous. C.J.

□ **Hamlet**, de W. Shakespeare. Théâtre de Chaillot.

Le parti pris d'une longue perspective, blanche et nue, le parti pris d'un écran sobre et désert comme pour mieux mettre en valeur la fragilité et la force, la raison et la démence du prince Hamlet de Danemark. Le parti pris d'Antoine Vitez de faire jouer le texte dans son intégralité (soit plus de cinq heures) qui permet de mieux comprendre, de mieux approcher, mieux aimer Hamlet. Le parti pris aussi de présenter une œuvre de tous les temps, ce parti pris là étant celui du toujours actuel William Shakespeare, cet auteur qu'on ne finit pas de découvrir. A.R.



Détail d'une maquette réalisée par Mouïss Ibrahim, prisonnier politique incarcéré au Maroc depuis 1977.

## CINÉMA

□ **All by myself**, de Christian Blackwood

L'histoire bouleversante d'une femme à la personnalité fascinante. Eartha Kitt, l'une des plus grandes chanteuses noires américaines, la révélation des années 50. Aujourd'hui, elle vit seule. Dans son jardin, démaquillée, les larmes aux yeux, elle parle de sa solitude, de son refus de tout compromis, de son désir d'amour. On la suit en Caroline du sud où naquit, pauvre, fille de mère célibataire qui mourut empoisonnée et dont le souvenir la hante. En alternance avec des extraits de concerts, Christian Blackwood, caméra interposée, dévoile d'autres aspects de la chanteuse : tantôt mère dévouée et admirative, tantôt enseignant la danse aux enfants noirs des quartiers pauvres, tantôt en « représentation », participant à des réunions mondaines ou donnant des interviews, et rémémorant l'embarras qu'elle causa lorsque, invité par Mme Johnson à la Maison Blanche, elle fit de virulentes déclarations contre la guerre du Vietnam. A aucun moment le spectateur ne se pose en voyeur. On est avec elle comme si elle était avec nous. C.J.

□ **Hamlet**, de W. Shakespeare. Théâtre de Chaillot.

Le parti pris d'une longue perspective, blanche et nue, le parti pris d'un écran sobre et désert comme pour mieux mettre en valeur la fragilité et la force, la raison et la démence du prince Hamlet de Danemark. Le parti pris d'Antoine Vitez de faire jouer le texte dans son intégralité (soit plus de cinq heures) qui permet de mieux comprendre, de mieux approcher, mieux aimer Hamlet. Le parti pris aussi de présenter une œuvre de tous les temps, ce parti pris là étant celui du toujours actuel William Shakespeare, cet auteur qu'on ne finit pas de découvrir. A.R.

Notes de Catherine Jadjewski, Annie Lauran, Robert Pac, Alain Raucher, Jean Roccia, Yves Thoraval

# LA PEUR, C'EST LES AUTRES

On parle d'angoisse, d'insécurité urbaine... Différences réussit là où France Inter a échoué : les deux candidats à la mairie de Paris débattent dans nos colonnes !



**Yves SAUMONT**  
maire de Nanterre (P.C.F.)  
En finir avec cette situation est un de nos objectifs prioritaires

« **L** A peur de l'autre dans la ville » se rapporte à des questions que l'actualité, notamment l'actualité locale, a rendu en effet brûlantes. Ceci en particulier en raison des campagnes orchestrées par des moyens dits « d'information », tendant à opposer entre elles les diverses communautés qui composent notre société ou à jeter le discrédit sur certaines d'entre elles, comme c'est le cas actuellement à propos de la situation à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.

De tous temps, les tenants de la réaction ont voulu ainsi diviser les travailleurs entre eux pour mieux « régner », imposer leur politique anti-sociale. En tentant d'opposer de façon artificielle les jeunes aux adultes, ceux qui sont privés d'emploi et ceux qui en occupent un, les fonctionnaires aux salariés du privé, les élèves aux éducateurs, les immigrés aux Français, ils ont voulu, et veulent toujours, empêcher ou contrecarrer le rassemblement de l'écrasante majorité de notre peuple, car ce rassemblement renforce le combat pour la justice sociale et la lutte contre les privilèges auxquels précisément s'agrippent les tenants de la réaction. D'où ces campagnes violentes, racistes qui visent à créer la « peur de l'autre », à faire des différences des causes de conflits alors qu'elles sont source de richesses, à détourner les victimes des injustices des vrais responsables de ces injustices.

A Nanterre, où la population immigrée représente près du quart de la population totale, et bien plus dans certains quartiers, nous avons toujours fait en sorte de désamorcer de telles campagnes, malgré les difficultés voire les incompréhensions (renforcées par certains médias).

Les élus municipaux se sont efforcés de favoriser le plus possible le dialogue et le respect mutuel, d'unir les différentes composantes de la population pour travailler ensemble aux solutions des problèmes rencontrés.

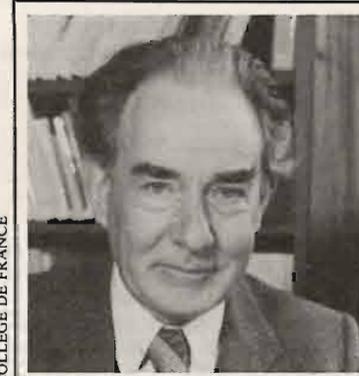
Les élus s'y sont efforcés — mais se heurtent à des obstacles que certaines situations rendent difficiles à surmonter. Je pense en particulier à ces ghettos sociaux et raciaux dont l'existence est un véritable frein au rapprochement entre les communautés, et conduit à l'isolement, à la marginalisation, au repli sur soi, à la méfiance.

C'est pourquoi d'ailleurs nous nous félicitons des prises de position gouvernementales — notamment celles du ministre du Logement et du secrétaire d'Etat à l'Immigration — en faveur de la résorption de ces ghettos et

de l'arrêt de la politique ségrégative du logement menée par la droite vingt-trois années durant.

En finir avec cette situation est un de nos objectifs prioritaires.

Comme l'a déclaré Monsieur Autain dans un hebdomadaire : « cette mesure-là est pourtant une des clefs du problème, si on veut supprimer les risques d'explosion ». Certes tout ne sera pas réglé mais des conditions beaucoup plus favorables à une bonne insertion des familles étrangères dans notre société seront créées, dans le respect des traditions et des cultures dont chaque communauté est porteuse — et en permettant à la solidarité nationale de s'exercer pleinement. □



**Jean DELUMEAU**  
professeur au Collège de France  
La peur de l'autre est une constante de l'Histoire contre laquelle il faut sans cesse inventer de nouvelles parades

**AUTREFOIS** la ville était un lieu de relative sécurité par rapport à la campagne. D'abord parce qu'il y avait moins de maréchaussée à la campagne.

De plus, on mangeait mieux dans les villes que dans les campagnes. Les autorités urbaines, quand il y avait disette, achetaient à prix d'or du grain au loin. Il y avait des hôpitaux. Mais il reste vrai que les villes d'autrefois connaissaient souvent la peur. Je pense à la formule d'un byzantin du XI<sup>e</sup> siècle qui disait : « Si un étranger vient dans ta ville, se lie avec toi, ne te fie pas à lui, c'est au contraire alors qu'il faut rester sur tes gardes ».

Quand un malheur arrive, l'opinion générale accuse les gens de l'extérieur. Quand éclatent les pestes, on cherche tout de suite des responsables. Durant la peste noire de 1338-1350 on a accusé, en Occident j'entends, des lépreux, des juifs, mais à Chypre, qui à l'époque était chrétienne, on a massacré des esclaves musulmans.

Vous me direz que ce sont les autres, les étrangers, mais l'autre, ça peut être quelqu'un aussi qui est inséré dans la communauté. A Milan, durant la grande peste de 1630 que Manzoni a évoqué dans son roman « Les fiancés », on a accusé les « graisseurs de murailles », c'est-à-dire des gens qui, croyait-on, enduisaient les portes des maisons avec une graisse composée d'extraits de crapauds, de serpents, de pus et de bave de pestiférés. On a arrêté et mis à mort plusieurs personnes accusées d'être des graisseurs de murailles.

Cette peur de l'autre a franchi les siècles. Il y a quelques années, « la rumeur d'Orléans », qui d'ailleurs s'est répandue dans d'autres villes, jusqu'en Belgique, a prétendu que

certaines marchands de lingerie féminine étaient responsables de l'enlèvement de jeunes femmes qui disparaissaient, déportées vers les pays d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient. Il s'en est fallu de peu qu'à Orléans cette rumeur ne déclenche une émeute.

Je dirais que la peur de l'autre, notamment dans la ville est une constante de l'Histoire contre laquelle il faut sans cesse inventer de nouvelles parades et de nouvelles sécurisations. □



**Paul QUILÈS**  
député de Paris (P.S.)  
Le phénomène d'insécurité s'amplifie dès lors qu'on veut traiter le problème par le mauvais bout

**L** A notion même de peur de l'autre heurte un esprit attaché comme le mien à l'idée de fraternité humaine. Il est incontestable que la ville, du fait du nombre et de l'hétérogénéité de la population, implique une distance entre les êtres au point qu'ils finissent par se sentir étrangers les uns aux autres.

Au delà s'installe la peur de l'autre, en d'autres termes le sentiment d'insécurité, qui pour moi est largement dû aux conditions économiques et sociales d'une part et à la façon de traiter le problème d'autre part. Le rapport Bonnemaison de la Commission des maires montre clairement que la croissance de la délinquance a sa source dans la crise économique, le chômage, les difficultés de vie, les conditions d'habitat, l'exacerbation des convoitises. Bref, la peur de l'autre est fortement dépendante des inégalités et des tensions sociales.

Le phénomène d'insécurité s'amplifie dès lors qu'on veut traiter le problème par le mauvais bout, c'est-à-dire en commençant par la répression. C'est l'attitude habituelle de la droite, de M. Poniowski à M. Chirac. Alors que la bonne démarche est évidemment à mes yeux de penser d'abord prévention puis dissuasion et enfin répression avec ensuite réinsertion. C'est l'approche de la gauche.

La peur de l'autre prend une dimension particulière avec le racisme : la tension culturelle ou idéologique vient renforcer, ou justifier, la tension sociale dont je parlais, puisqu'il se trouve que les immigrés sont parmi les plus exploités de notre société, tout en étant perçus par beaucoup comme des gêneurs, en période de pénurie d'emploi. L'exemple des conflits récents dans l'automobile illustre bien cette mécanique de renforcement des tensions.

Dans le cas général comme dans le cas particulier des immigrés, le problème de la « peur de l'autre » appelle des réponses globales et à la source : par l'intervention sur le cadre de vie, par l'éducation et l'action culturelle, par la prévention. Mais aussi par le respect de la différence. □



**Jacques CHIRAC**  
maire de Paris (R.P.R.)  
Il faut tout faire pour que l'immigré cesse d'être « l'autre », celui dont on a peur

**U** NE grande ville est par définition ce qu'on appelle un melting-pot : générations, couches sociales, nationalités différentes s'y cotoient. Il y a donc confrontation constante avec l'autre. Mais cette confrontation ne doit pas devenir abusivement « peur de l'autre », peur non pas engendrée par une menace précise, mais simplement par la différence — je pense en particulier aux immigrés.

Je suis très inquiet de voir se développer en ce moment un mouvement qui s'apparente un peu au racisme, la présence des immigrés étant parfois perçue comme un facteur d'aggravation de la crise de l'emploi, et les immigrés eux-mêmes, comme des délinquants en puissance. C'est un état d'esprit très dangereux. Pendant des années, lorsque notre pays était dans une situation de plein emploi, nous avons été très contents que les immigrés participent au développement de notre économie et contribuent, pour leur part, à la richesse de la France. Maintenant que la situation économique est ce qu'elle est, et que se pose le problème du chômage, il y a lieu, je pense de limiter l'arrivée de nouveaux immigrés. Mais parallèlement, il est absolument nécessaire d'intégrer au maximum dans la communauté nationale ceux qui se trouvent déjà dans notre pays : il faut éviter, en particulier, les concentrations excessives d'étrangers qui sont fréquemment à l'origine des problèmes de délinquance, et qui font obstacle à l'insertion des immigrés dans le tissu social. Il faut tout faire pour que l'immigré cesse d'être « l'autre », celui dont on a peur.

En ce qui concerne la peur dans la ville au sens large du terme, il est évident qu'elle pose le problème de la sécurité, en particulier dans les lieux où les agressions sont les plus nombreuses : couloirs de métro, parkings souterrains, etc. La sécurité est l'affaire de l'Etat. Mais dans la limite de ses compétences, la municipalité a pris certaines mesures qui sont d'abord des mesures de prévention : création de corps de vigiles dans les parkings, d'inspecteurs de sécurité dans les bois et les espaces verts, meilleur éclairage des rues... Il s'agit de supprimer « l'état de peur » qui engendre la peur de l'autre.

Je pense que l'Etat, en la matière, doit se fixer deux objectifs essentiels : d'une part la prévention, d'autre part l'intégration et l'information. On a peur de ce que l'on ne connaît pas : les préjugés finissent là où commence la compréhension. □

# Charles Dumont

« L'amour encore demain... »



**J'E NE CROIS PAS** que le sentiment de l'amour soit une question d'âge. L'amour est un don, ou une tare. Cela se cultive, cela s'améliore, cela se détruit aussi. Ce sont des choses que l'on a ou que l'on n'a pas. A tout âge, on est le jeune ou le vieux d'un autre. Il y a toujours des gens qui veulent s'approprier le créneau des sentiments, de la sensibilité, de la violence. Il y a des gens, qui, pour vivre heureux, ont besoin de vivre dans les sentiments et d'autres qui n'en ont pas besoin.

L'amour est toujours tributaire de l'autre. C'est même son charme et son drame. Il ne peut pas y avoir de libération dans le sens où il n'y a pas d'esclavage.

L'esclavage existe lorsque socialement s'installent des différences qui sont souvent des héritages sociaux et des survies imbéciles. On fait des différences, à travail égal, on ne paie pas autant une femme. C'est un vieux machisme qui survit dans les mœurs. On dit que l'Europe et la France se sont émancipées de cela. C'est à mourir de rire. On ne voit pas encore la femme intégrée dans l'ordre social français, quoiqu'on en dise. Il y a eu des progrès, les quelques petits avantages acquis depuis la fin de la guerre sont dus à des femmes qui ont eu le courage de ne pas accepter et qui ont voulu être traitées comme elles auraient toujours dû l'être.

De même, je ne vois pas pourquoi on traite un noir moins bien qu'un blanc. Le racisme sous toutes ses formes est insupportable. Moi, je fais du racisme : j'ai horreur des gens méchants et de la stupidité gratuite. Que ce soit un rouge, un jaune, un noir, un pygmée ou un académicien, pour moi un homme est un homme.

Quant à vouloir opposer les hommes aux femmes, c'est ridicule. Ils sont complémentaires depuis toujours et ça, même le modernisme ne le dira pas de sitôt. Prétendre que l'amour n'existe plus est d'une grande stupidité. Tant qu'il n'y aura pas de manipulations génétiques en tous cas, ce sentiment-là existera. En réalité on essaye de diviser pour régner, c'est vieux comme le monde. Essayez de faire croire aux femmes que les hommes sont leurs ennemis, et vous allez voir le club des femmes qui détestent les hommes. Essayez de faire croire aux hommes que les femmes sont des monstres et vous aurez le club des hommes pour se défendre des femmes.

Il ne devrait pas y avoir de problèmes. Dans la vie, quand on limite les dégats, on fait l'essentiel, car on survit tous d'une façon ou d'une autre, nous ne faisons que colmater les angoisses du lendemain.

## « Cet homme est nôtre » (1)

Je crois qu'il n'est pas inutile de préciser pour nos lecteurs le sens de mon article. Il s'agissait d'un extrait de ma conférence du 4 décembre au Collège de France, dans le cadre des Etudes Rénanienues : « L'image de Jésus après Renan dans la Libre Pensée et le Judaïsme ».

Cette image excluait la divinité de Jésus. Elle n'en était pas moins pleine de ferveur et d'amour pour l'Homme, le Prophète révolutionnaire d'Israël que le livre de Renan a eu le rare mérite d'évoquer sur le seul plan humain, ce qui lui coûta immédiatement sa chaire au Collège de France.

Il importait d'illustrer par quelques exemples la fascination exercée par Jésus hors de la chrétienté : chez Victor Hugo, alors qu'il avait cessé d'être catholique, chez Emile Zola que les cléricaux détestaient tant et qui se montrait par ailleurs si réticent à l'égard de la « chasteté » des Evangiles, chez Henri Barbusse, militant communiste depuis 1923. Quant au judaïsme, si le rabbinat émet légitimement maintes réserves, il l'a retrouvé lui aussi. On connaissait le rôle de Jules Isaac. On ignorait ou l'on oubliait qu'en pleine affaire Dreyfus, le philosophe Max Nordau, l'un des créateurs spirituels du sionisme, avait déclaré « cet homme est nôtre », que le poète Edmond Flej, penseur du judaïsme français, lui avait consacré depuis un demi-siècle des poèmes, des pièces, des romans de la plus haute qualité.

Frères et sœurs du MRAP, unissons-nous autour de tous ceux qui souffrent persécution pour la justice, autour de ces grandes lumières sur notre chemin.

Pierre PARAF  
Paris

(1) Réponse à Jacqueline Marchand (numéro 20) qui critiquait l'article de Pierre Paraf intitulé : Un homme nommé Jésus.

## Des espions venus du chaud !

L'industrie automobile française, la France sont en danger ! Les travailleurs immigrés sont manipulés par des espions venus du chaud... Le gouvernement ouvre la chasse aux sorcières... La droite est vexée : elle n'avait pas osé...

Certaines maladies du foie, outre qu'elles rendent le patient déprimé, susceptible, voire parano, provoquent aussi un grave dérèglement du système thermorégulateur, conduisant le sujet atteint à ne plus supporter le froid ou la chaleur. Monsieur Mauroy serait-il victime de cette longue et pénible maladie ?

M. Mauroy : « Les principales difficultés qui demeurent sont posées par les travailleurs immigrés, dont je ne méconnais pas les problèmes, mais qui, il me faut bien le constater sont agités par les groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

Elémentaire, mon cher Mauroy-tson ! Les immigrés sont idiots, illettrés, incapables seuls de prendre en charge leurs revendications, l'amélioration de leurs conditions d'existence. Ils sont nécessairement téléguidés par des gros méchants intégristes, d'astucieux nationalistes en salopette !

Sous le régime de V.G.E., les travailleurs immigrés dans de nombreuses entreprises ont mené des grèves longues et dures, parfois sanglantes, grâce à l'intervention musclée de l'ex-CFT et autres nervis du SAC. La gauche, alors dans l'opposition apporta son soutien, manifesta...

L'affaire d'Aulnay-sous-Bois entre autres, n'est pas un fait nouveau, ni une réponse à tel ou tel pouvoir politique en place. Mais si ces mêmes immigrés croient, depuis le 10 mai 81, au changement en ce qui les concerne dans l'entreprise, dans leur réalité sociale à la française, ne sont-ils pas légitimement en droit, n'ont-ils pas le devoir de faire abou-

tir des revendications, parfois vieilles de dix ans ? Accuser publiquement, sans discernement, les travailleurs immigrés de vouloir saborder l'économie, le socialisme, le visage de la France dans le monde, n'est-ce pas prendre le risque d'inciter à la haine raciale et religieuse ?

Hélas la « hantise » de M. Mauroy est contagieuse. Ainsi les déclarations du père « des nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise », M. Auroux, ministre du Travail : « Il y a, à l'évidence, une donnée religieuse et intégriste dans les conflits que nous avons rencontrés, ce qui leur donne une tournure qui n'est pas exclusivement syndicale. Cela étant dit, nous sommes un état laïc et nous entendons bien que les choses restent ainsi. Chacun est libre de sa conscience mais je m'opposerai à l'institutionnalisation d'une religion quelle qu'elle soit, à l'intérieur du lieu de travail, je suis contre la religion dans l'entreprise, comme je suis contre la politique dans l'entreprise ».

Pour quand, M. Auroux, la dissolution de la CTFC ? N'affiche-t-elle pas jusque dans son intitulé sa vocation de syndicat chrétien ? De la CSL, ex-CFT responsable de nombreuses exactions, dont la mort de Pierre Maistre, s'affichant ouvertement catholique intégriste et politiquement néo-fascisant ? Pour quand le licenciement des prêtres ouvriers en entreprise ? Ne sont-ils pas missionnaires d'une idéologie qui ne concerne pas le syndicalisme et l'entreprise ?

Vous n'oseriez pas ! La société française est d'obédience chrétienne, à forte majorité catholique dans sa philosophie. Nombreux (ses) d'ailleurs, sont les militant(e)s du parti socialiste à fréquenter l'église ou le temple, à défendre le syndicat polonais Solidarité pourtant soumis à une religion...

Deux poids, deux mesures ? Là-bas c'est défendable, ici c'est acceptable pour certains, intolérable pour d'autres ?

Mais toujours plus dans la

réaction de M. Jean Auroux ajoute au micro de France Inter : « Lorsque des ouvriers prêtent serment sur le Coran dans un mouvement syndical, il y a des données qui sont extra-syndicales » et de conclure qu'un « certain nombre de gens sont intéressés à la destitution politique ou sociale de notre pays... »

Des noms ! Des preuves ! Pour toute réponse : « Je suis certain de ce que j'avance ». Les travailleurs immigrés représentent aussi des communautés religieuses. C'est souvent tout ce qui leur reste en guise d'identité culturelle, face à une nation qui les répudie au plus profond de l'indignité humaine. Alors pourquoi s'alarmer d'une main qui se pose sur le Coran pour affirmer, affermir sa foi en la lutte ?

Aisha

« Bankalement Vôtre »

## Devenir Mozart

Permettez qu'une femme vous écrive...

Que madame Escoffier-Lambiotte émette une opinion très contestable et que Différences s'empresse d'en souligner l'aberration, bravo ! Encore ne faut-il pas tomber de Charybde en Scylla. Comme le prouve une fois de plus l'interview parue dans Différences de janvier 1983 (N° 19) d'Antoine Danchin, maître de recherches au C.N.R.S.

Pour M. Danchin, je cite : « La génétique ne pèserait pas sur les capacités, mais sur les modes d'appréhension du réel, déterminant des intérêts différents chez les deux sexes ». Et Différences ajoute : « le débat est loin d'être clos ». Hélas oui, en 1983, nous débattons encore d'une évidence !

Poursuivons... « Le fait qu'il y ait des aptitudes différentes voudrait dire normalement qu'on peut apprendre différemment, mais pas moins ». Fichtre ! De quelles aptitudes différentes nous parle M. Danchin ? Pourrait-il préciser ? Un autre exemple : « En gros, le vrai problème est surtout un pro-

blème pédagogique... J'imagine que certains (enfants) doivent avoir besoin qu'on les bourre pendant une heure, puis avoir un long temps de repos derrière ; d'autres, au contraire, ont besoin qu'on les bourre pendant cinq minutes, puis cinq minutes de repos, etc... » Outre que le mot, le verbe plutôt, « bourrer » est mal venu, « le bourrage de crâne » n'est pas recommandé : emmagasiner un savoir scolaire n'est pas apprendre et encore moins comprendre... M. Danchin oublie qu'un fils ou une fille d'ouvriers n'a pas les mêmes possibilités matérielles, ni les mêmes chances d'appréhender son avenir, qu'un fils ou une fille de famille aisée. Que le système scolaire soit contestable, c'est l'évidence.

Encore faudrait-il replacer ce système scolaire dans un contexte socio-culturel et non pas dans un contexte pseudogénétique ! Pour en terminer avec les exemples, je citerai encore celui-ci : « ... et donc on pourra trouver une spécialisation différente dans les tâches finales. Mais cela n'implique pas du tout une différence d'aptitude. Il s'agirait d'une différence d'intérêt ».

Personne n'ignore que les centres d'intérêts sont voulus, parfois (et souvent même) exigés par les parents ou les institutions (écoles) à l'encontre des « réels intérêts » que l'enfant pourrait manifester. Car on ne devient pas Monet, Berthe Morisot, Kandisky ou Marie Laurencin par instinct ! On ne se dirige pas d'instinct vers un pot de peinture pour créer, sinon il serait inutile de jalonner notre existence de cours d'initiation au dessin.

On ne devient pas non plus architecte ou médecin dès la naissance ! La génétique a bon dos. L'ignorance de l'impact d'une éducation sur un enfant a ses limites. Mozart ne serait pas Mozart si son enfance n'avait été « baignée » de musique.

Chantal K.  
Issy-les-Moulineaux

# LA DROITE AU POUVOIR

**Droits, les frères Left ? Leurs procès en cours d'assises fait un instant douter de leur moralité. Et pourtant, que de circonstances atténuantes !**

3458

NOM LEFT

Prénoms Jean-Marie, Vincent, Marc

Né le 30 OCTOBRE 1952

à MEAUX

NATIONALITÉ FRANÇAISE

Taille 1,82 m

Signes particuliers **GAUCHER**

Domicile 45 Rue Blanche PARIS 9

Fait le 26 MARS 1977

par LE PREFET DE POLICE

Signature du titulaire  
Jean Marie Left

Pour le Préfet et par délégation,  
L'ATTACHÉ, CHEF DE BUREAU



**L**E PROCÈS DE DEUX MARGINAUX s'est transformé en un véritable procès politique. Les jurés de la cour d'assises de Paris, quatre ouvriers, deux cadres et un chômeur ont rendu leur verdict après plus de vingt-huit heures de réflexions. La confusion qui a régné pendant tout le procès, est certainement à l'origine de la clémence du tribunal qui a accordé les circonstances atténuantes. Les fortes personnalités des frères Left ont mis en difficulté

l'accusation et les experts psychiatres appelés à la barre.

Tous les observateurs présents aux audiences s'accordent à dire que la cause de leur acte remonte à une trentaine d'années. Les frères Left, alors âgés de six ans, étaient restés prisonniers d'un incendie dans leur maison. Le temps de comprendre, eux qui sont gauchers, qu'une fenêtre est conçue pour s'ouvrir de la main droite, leur avait été fatal ; Les flammes avaient sérieusement léchées leurs corps. Mais,

pouvaient-ils savoir, à leur âge, qu'ils ne tournaient pas dans le même sens que notre monde ?

Debout, dominant l'assemblée, Jean-Marie, le plus jeune des deux, racontait la vie qui fut la sienne et celle de son jumeau. Tourné vers le ministère public, il parlait d'un ton décidé, fixant droit dans les yeux le représentant de la société. « J'ai lutté pendant trente ans, monsieur, pour essayer d'être admis dans votre société, mais à chaque fois, je me suis heurté à vos règles qui sont bien moins droites que vous ne le pensez.

**« Pour bricoler, je n'étais pas fort, mais lorsqu'il s'agissait de visser une vis... »**

Pendant toute ma jeunesse, je n'ai pu écouter de musique. Mon père m'interdisait d'utiliser son tourne-disque parce que j'avais rayé quelques-uns de ses enregistrements. Il n'arrivait pas à comprendre les difficultés que j'avais à poser le bras sur le plateau. On ne peut saisir ce bras qu'avec la main droite. Étant donné que le plateau tourne de gauche à droite, il paraît improbable qu'il y ait, un jour, des platines avec le bras à gauche.

Pour bricoler, je n'étais pas fort, mais lorsqu'il s'agissait de visser une vis... alors là, j'étais nul. Le pas de vis à droite n'est pas non plus pour nous. J'ai cherché d'autres occupations. Je me suis aperçu que rien n'était adapté pour ceux qui avaient plus de facilité à utiliser leur main gauche.

Et ce parti-pris peut être dangereux. J'ai perdu un œil, comme vous pouvez le voir. C'est un accident, paraît-il ? Mais avez-vous essayé de tirer avec un fusil de guerre de votre main gauche ? Vous vous apercevrez alors que les douilles sont éjectées automatiquement par la droite et qu'il vous faut donc tenir votre arme de la main droite.

J'ai essayé le cinéma. Outre le fait que le viseur d'une caméra se présente face à l'œil droit, la caméra est conçue pour être portée sur l'épaule droite — la plus stable... pour les droitiers. J'ai dû me replier sur le super 8 et me cantonner dans un cinéma marginalisé, amateur. La difficulté est plus aisée à surmonter en photographie, bien que le récepteur et le réarmement s'effectuent avec la main droite...

Il reste bien sûr la musique, où de grands gauchers se sont couverts de gloire : Chopin, Hendrick et quelques autres. Au piano, la mélodie se joue avec la main droite, la main la plus agile. Quant aux guitares... Essayez d'en retrouver une dans le commerce qui ait le manche à droite. Impossible. Mais moyennant un petit supplément qui peut représenter 50 % du prix de l'instrument, vous aurez une guitare à votre main.

**« De là à les classer parmi les malades mentaux ! »**

Je pourrai vous citer encore bien d'autres exemples de l'oppression de la droite sur la gauche. Notre vie quotidienne en fourmille : comme ces règles qui veulent que nous roulions à droite ; que nous collions un timbre poste à droite de l'enveloppe ; qu'en dressant le couvert, le couteau doit se trouver à droite de l'assiette. Bien sûr, vous pourriez me rétorquer que les décorations se portent à gauche. A cela, je vous répondrais : c'est normal puisqu'elles sont épinglées de la main droite.

Tout dans votre société, monsieur, tourne à droite. Même si en voiture, roulant à droite, il serait plus logique de laisser la priorité à gauche, vous l'imposez à droite.

De plus vous infestez de cette droite la mémoire populaire : St Pierre n'était-il pas à la droite de Jésus, l'épouse à la droite de son mari... Droite est devenu synonyme de bon et gauche de maladroit, mauvais. »

Arriva à la barre un psychiatre, nommé comme expert dans cette affaire. Il déclina son identité et ses titres universitaires. Lorsqu'il eut réaffirmé les conclusions de son rapport, à savoir que les prévenus ne présentaient aucun trouble particulier, le président, qui ne paraissait pas satisfait, lui demanda de bien vouloir exposer son point de vue à la Cour.

La salle retenait son souffle, et, visiblement gêné par la question, l'homme de sciences émit un « Ben Euh » qui déclencha l'hilarité générale.

Il eut beau expliquer qu'un cerveau se divise en deux et que la partie droite de cet organe commande la moitié gauche de notre corps et vice versa, qu'en général la partie gauche a pour fonction de régler de façon mécanique les problèmes, et que la moitié droite consacre son temps à la spiritualité de l'être, il ne convainquit personne. A l'en croire, les gauchers seraient des individus dont la division du cerveau ne serait pas bien nette, mais de là à les classer parmi les malades mentaux, non.

Satisfait de voir que, si la justice n'avait pas trouvée de solution au problème, les scientifiques non plus, le magistrat pria l'honorable psychiatre de regagner son banc. Auparavant, le greffier lui remis un exemplaire de sa déclaration pour signature. Surpris, le médecin dirigea son regard vers la présidence. Le maître de séance pris la parole :

« Oui, je vous prie, veuillez signer votre déclaration, en bas... à droite. »

Il prononça les derniers mots d'un ton gêné puis il appela le témoin suivant :

« Monsieur, vous jurez de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Levez la main... » □

Mario GRANELLI

## UN NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

Depuis le 10 mai 1981, la moitié du Code du travail a été modifiée, transformée, enrichie de nouveaux droits pour les travailleurs.

« La Vie Ouvrière », dont on connaît la qualité de la rubrique juridique, publie, fin mars 1983, le texte du Code du travail mis à jour avec toutes les nouvelles lois et ordonnances.

**Prix : 60 F**

Passez vos commandes dès maintenant, accompagnées du règlement, à « La Vie Ouvrière », 33, rue Bouret, 75940 Paris Cedex 19.

### 10 mars

Tous les jeudis à 19 h 15 sur Radio Paris (102,1 MHz) la chronique d'Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, directeur de *Différences*

### 12 mars

De 16 h. à 2 h. du matin, à la Salle municipale des Sports de Limoges, rue des Sœurs de la Rivière, Fête de l'amitié entre les peuples, organisées par le MRAP, avec la participation de vingt organisations. Chants et danse du monde.

### 12-20 mars

Au Grand Foyer du Centre Georges Pompidou : 5<sup>e</sup> Festival International de films ethnographiques et sociologiques avec la participation de Jean Rouch. Rens. : Service Audiovisuel du Centre 277.12.33.

### 12-20 mars

Le Centre d'action culturelle Les Gémeaux présente le 5<sup>e</sup> Festival international de films de femmes comprenant une sélection de soixante dix films inédits en France. Ce festival sera suivi d'une tournée décentralisée du 23 mars au 28 juin 1983. Rens. C.A.C. Les Gémeaux 49 av. Clémenceau, 92330 Sceaux, tél. (1) 660.05.04.

### 14 mars

Le Centre des hautes études internationales pour le développement (CHEID) organise à 17 h. une réunion de recherche sur « L'utilisation de la rente

*pétrolière : quelques enseignements pour l'analyse et les politiques de développement* » animée par Michel Chatelus, Professeur à l'Université de Grenoble. Au Collège de France, salle 6, 11 place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris. Rens. 633.73.42.

### 15 mars

De 19 à 21 h. débat sur le thème : « *Au lendemain de la Révolution culturelle, qu'est-ce que la Chine attend de l'Occident ?* », avec Robert Ruhlmann, professeur de langues et de littérature chinoise à l'institut national des langues et civilisations orientales. Rens. Foi et Solidarité des peuples, 14 rue St-Benoît, 75006 Paris. Tél. 260.34.17.

### 15-20 mars

La Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis, en co-production avec le Théâtre en Liberté et la Maison de la Culture de Nantes, présente à la Maison de la Culture de Bobigny, Bd Lénine : *Les âmes mortes* de N.V. Gogol. Rens. 868.00.22.

### 16 mars

Le groupe hongrois Vizonto, joue une musique contemporaine basée sur des thèmes du folklore archaïque à l'Ensemble dramatique de Metz — Les trinitaires, 10-12 rue des trinitaires. Rens. (8) 775.59.13.

### 17 mars

A 20 h 30, le Centre Varenne, 18 rue de Varenne à Paris, organise un débat : *Immigrés et rencontres inter-culturelles*. Rens. 222.18.56.

## AUTOUR DU 21 MARS

### 15 mars-2 avril

Dans le Hall de la mairie de Roubaix, exposition d'affiches : « *L'apartheid le dos au mur* » en collaboration avec la mairie et le comité du MRAP de Roubaix.

### 15-26 mars

2 expos « *Peuples d'Ici et d'Ailleurs* », du 15 au 19 au Centre Rencontre et Recherches, avenue de Saragosse, du 21 au 26 au Centre Social de Hameau, l'Ousse de bois, organisées par le comité du MRAP de Pau.

### 16-23 mars

Au cinéma Le Lido de Limoges, Semaine du cinéma du Tiers Monde, organisée par le Collectif Tiers Monde. Dans le cadre de cette semaine, le vendredi 18 mars, en soirée, débat animé par Me Pau-Langevin, vice président du MRAP.

### 16-26 mars

Le MRAP 94, les Maisons des jeunes et de la culture, les Cen-

tres culturels et théâtres municipaux, organisent, avec le concours de la direction départementale du Temps Libre, Jeunesse et sports, les II<sup>e</sup> rencontres cinématographiques du Val-de-Marne contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, dans les villes suivantes : Brie-sur-Marne, Créteil, Cachan, Charenton, Fontenay-sous-Bois, Fresnes, Sucy, St-Maur, Valenton, Villejuif, Vincennes, Vitry, Choisy-le-Roi. L'inauguration aura lieu le 16 mars, à 20 h 30, au Théâtre Paul Eluard à Choisy le Roi. Pour tous rens. MRAP 94, 36 rue Audigeois, 94000 Vitry.

### 20 mars

De 14 h à 24 h, au Bataclan, 50 bd Voltaire à Paris 11<sup>e</sup>, le MRAP de Paris organise concerts et débats. Participation de : Djurdjura, Una Ramos, Bernard Lubat, Lamine Konte, Jean Benquigui, etc...

### 21 mars-7 mai

Au Théâtre de la Ville : *le maître et Marguerite* de Mikhaïl Boulgakov, dans une mise en scène de Andrei Serbân, à 20 h 30 (matinées à 14 h 30). Rens. 274.22.77.

### 22-27 mars

A la Maison de la culture de Grenoble, 5 jours de jazz/musiques, avec, entre autres, Angel/Maimone Entreprise, Freddie Hubbard, Mac Coy Tyner, Ghedalia Tazartès, Michel Perez, Grupo Um, Sun Râ Arkestra, Winston Tong.

### 23-27 mars

Le Théâtre Paul Eluard de Choisy le Roi, présente « *Moha le fou et Moha le sage* » de Tahar Ben Jelloun, dans une mise en scène de Idrissi Ahmed, tous les soirs à 20 h 30, matinée à 17 h. Rens. 890.89.79.

### 23-29 mars

36<sup>e</sup> vente de solidarité-kermesse de la Commission centrale de l'enfance, de 10 h. à 19 h., 14 rue de Paradis, 75010 Paris, au profit de ses réalisations sociales. Rens. (1) 770.90.47.

### 18-26 mars

La Maison des Cultures du Monde de Paris, présente, à travers une dizaine de films : *La terre dans le cinéma arabe*. Projection de films syriens, marocains, égyptiens, algériens. Rens. Théâtre de l'Alliance, 101 bd Raspail, 75006 Paris. Tél. (1) 544.72.30.

### 19-20 mars

Au Théâtre municipal de Castres, week-end de cinéma sur le thème des différences et exposition d'affiches contre l'apartheid organisés par le MRAP.

### 21 mars

Inauguration à la galerie Maeght, 14 rue de Téhéran, 75008 Paris (563.13.19) de l'exposition d'affiches contre l'apartheid (voir article). Vernissage simultané dans cent lieux en France.

### 21 mars

A la librairie du cent Beau-bourg, vente dédicace d'ouvrages consacrés à la lutte contre l'apartheid. Le MRAP, et *Différences*, seront là.

### 16-22 mars

Quatorze films inédits contre l'apartheid, à l'Olympic Entrepot, rue Boyer-Barret, 75014 Paris. Une initiative du MRAP et du MAA.

### 19-21 mars

Dans le cadre du Festival méditerranéen, le pianiste Miguel-Angel Estrella se produira, le 19 à St-Martin de Crau (Bouches du Rhône), le 20 à Grandrieu en Lozère, le 21 à Grandrieu, La Canourgue et Chanac en Lozère. Rens. Marie-Hélène Arbour, tél. (1) 261.93.85., 222.26.50.

### 19 mars-10 avril

Le C.A.C. de Montbéliard et l'Association Visages propose, au Caveau du Château, une exposition itinérante : « *La rupture* ». Six artistes, (plasticien, photographe, musicienne, calligraphe...) ont conçu, autour du thème de l'immigration, une exposition pluridisciplinaire. Des fiches et des carnets individuels de travailleurs marocains, arrivés en France entre 1939 et 1940, en ont fourni la trame. Rens. (85) 87.05.96., ou (81) 91.37.11.

### 23 mars-25 avril

Exposition des œuvres de Constantin Cavafy : *Alexandrie dans les années 1900*, au Grand Foyer du Centre Georges Pompidou, en collaboration avec le Centre culturel hellénique. Rens. (1) 277.12.33.

### 25 mars

Récital à 20 h 30 du groupe « *Escale aux Antilles* », chansons traditionnelles antillaises et compositions personnelles de José Palmot, au Centre d'animation Mathis, 15 rue Mathis, 75019 Paris. Rens. 241.50.80.

### 29 mars

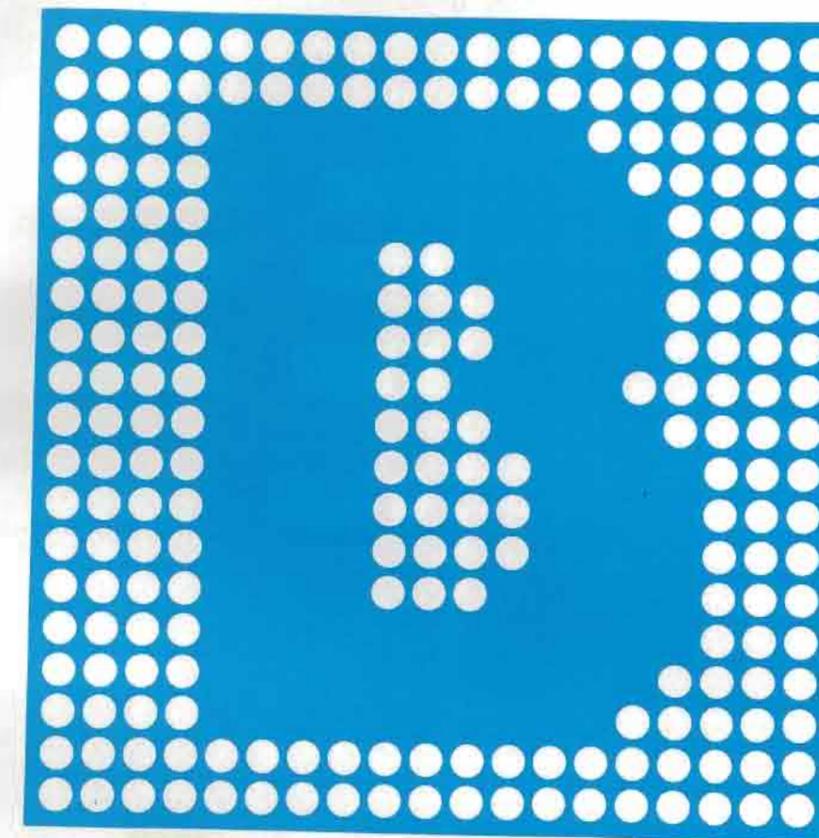
A 20 h 30, au Théâtre de la cité Universitaire d'Antony, Fatiha Berezac présente son spectacle de poésie, pantomime et danse, intitulé « *Regard Aquarelle* ».

### 1-3 avril

Le Festival méditerranéen organise le premier Festival de musique italienne « *Venise au Cap d'Agde* ». Au programme : les 1<sup>er</sup> : *musique sacrée de Vivaldi*, 2 : *Soirée vénitienne aux chandelles*, 3 : *Messe et concert du soir*, avec l'Orchestre de Chambre de Bernard Thomas. Rens. Marie-Hélène Arbour, tél. (1) 261.93.85., 222.26.50.

### 6-10 avril

Les Unions Chrétiennes de Jeunes Gens et Silo-Développement Solidaire organisent, dans le cadre d'un cycle de formation d'agent de développement, une session d'étude sur le thème de la *Rencontre des Cultures et de l'Immigration et le mal-développement*, au Centre International Le Rocheton, La Rochette — 77008 Melun. Tél. 437.12.32.



# BNP

## BANQUE NATIONALE DE PARIS



ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

# ***Supprimons les obstacles.***

Dans la vie professionnelle, les femmes ont trop d'obstacles à franchir.

Aujourd'hui encore, il n'y a que 28 femmes sur 100 personnes en stage de formation continue.

Aujourd'hui encore, dix fois plus de métiers s'offrent aux hommes.

Aujourd'hui encore, une femme gagne en moyenne 30% de moins qu'un homme.

Formation restreinte, débouchés moins nombreux, salaires inégaux... cela doit changer.

Nous sommes tous concernés. Parents, éducateurs, employeurs, salariés, faisons tomber les obstacles à l'égalité et donnons le départ pour une société plus juste et plus libre.

## ***allez les femmes***

MINISTÈRE DES DROITS DE LA FEMME ♀